

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

Première session, trente-sixième législature,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

STATUTES OF CANADA 1998

LOIS DU CANADA (1998)

CHAPTER 21

CHAPITRE 21

An Act to implement certain provisions of the budget tabled
in Parliament on February 24, 1998

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget de
1998 déposé au Parlement le 24 février 1998

BILL C-36

ASSENTED TO 18th JUNE, 1998

PROJET DE LOI C-36

SANCTIONNÉ LE 18 JUIN 1998

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 24, 1998".

SUMMARY

PART 1

Part 1 establishes the Canada Millennium Scholarship Foundation with the objects and purposes of granting scholarships to students who are in financial need and who demonstrate merit. An endowment of \$2.5 billion is granted to the Foundation.

PART 2

Part 2 authorizes the Canada Development Investment Corporation to dispose of or transfer its assets and liabilities, including its principal asset, the Canada Hibernia Holding Corporation. It also authorizes the dissolution of the Canada Development Investment Corporation.

PART 3

Part 3 provides that a person who takes advantage of the Early Retirement Incentive Program (ERI) will not be entitled to a separation benefit under the Work Force Adjustment Directive during the transitional period following the expiration of the suspension of the separation benefit (June 23, 1998) and September 30, 1998, the last possible date by which a person must cease to be employed in the Public Service in order to qualify for ERI.

PART 4

Part 4 enables the Kamloops Indian Band to impose a 7% value-added tax on all sales of alcoholic beverages, tobacco products and fuels on the reserves of the Kamloops Indian Band. It also amends Part IV (Westbank First Nation Tobacco Products Tax) of the *Budget Implementation Act, 1997*, to enable the Westbank First Nation to impose a similar tax on alcoholic beverages. Consequential amendments are also made to that Part and to Parts II and III (Cowichan Tribes Tobacco Tax and Cowichan Tribes Tobacco Products Tax) of that Act.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi portant exécution de certaines dispositions du budget de 1998 déposé au Parlement le 24 février 1998 ».

SOMMAIRE

PARTIE 1

La partie 1 crée la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire qui a pour mission d'accorder des bourses d'études à des étudiants méritants ayant besoin d'aide financière. Une dotation de 2,5 milliards de dollars est attribuée à la fondation.

PARTIE 2

La partie 2 autorise la Corporation d'investissements au développement du Canada à vendre ou à céder ses actifs et ses dettes, principalement ceux de la Société de gestion Canada Hibernia. Elle a également pour objet d'autoriser la dissolution de la Corporation d'investissements au développement du Canada.

PARTIE 3

La partie 3 prévoit qu'un employé qui se prévaut du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA) ne sera pas admissible à une indemnité de départ en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs au cours de la période de transition allant de la date d'expiration de la suspension de l'indemnité de départ (le 23 juin 1998) à la date ultime fixée pour quitter la fonction publique si l'employé désire se prévaloir du PERA (le 30 septembre 1998).

PARTIE 4

La partie 4 permet à la première nation de Kamloops d'imposer une taxe à la valeur ajoutée de sept pour cent sur les ventes de boissons alcoolisées, de produits du tabac et de carburant effectuées dans ses réserves. Elle a également pour objet de modifier la partie IV (intitulée Taxe sur les produits du tabac de la première nation de Westbank) de la *Loi d'exécution du budget de 1997* de sorte que la première nation de Westbank puisse imposer une taxe semblable sur les ventes de boissons alcoolisées. En outre, des modifications corrélatives sont apportées à cette partie ainsi qu'aux parties II et III (intitulées Taxe sur le tabac des tribus Cowichan et Taxe sur les produits du tabac des tribus Cowichan) de cette loi.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

PART 5

Part 5 adds a new part to the *Department of Human Resources Development Act* that provides for the payment of grants to encourage savings under registered education savings plans.

PART 6

The amendments to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* in Part 6 are required to implement administration agreements with aboriginal governments. In particular, the Minister of Finance or the Minister of National Revenue may enter into an administration agreement with an aboriginal government and payments can be made out of the Consolidated Revenue Fund to an aboriginal government or a person pursuant to the agreement.

PART 7

Part 7 amends the *Excise Tax Act* to implement increases in the excise tax rates on cigarettes intended for retail sale in Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island and on tobacco sticks intended for retail sale in Canada.

PART 8

Part 8 amends the *Excise Tax Act* to implement reductions in the air transportation tax. The amendments reduce the ad valorem tax rate on domestic and transborder air travel, the specific rates on international travel and the flat tax amount on domestic and transborder charter flights.

PART 9

Part 9 amends the *Income Tax Act* to implement the Canada Child Tax Benefit (CCTB) which will come into effect in July 1998. The CCTB will provide a national benefit to all eligible families with children. The *Children's Special Allowance Act* is also amended to ensure that equivalent benefits are provided to provincial agencies for children in care (e.g., foster homes and group homes). Social assistance payments made by provinces and territories will be adjusted in accordance with the increase in the CCTB.

PART 10

Part 10 amends the *Canada Student Financial Assistance Act* to allow for debt reduction in repayment for full-time and part-time students and to allow for the repayment of principal during special interest-free and interest-reduced periods. It also amends the Act to provide authority to prescribe the circumstances in which a loan or certificate of eligibility may be denied.

It amends the *Canada Student Loans Act* to allow for debt reduction in repayment and for the repayment of principal during special interest-free and interest-reduced periods.

It amends the *Bankruptcy and Insolvency Act* to extend, from two years to ten years after a bankrupt leaves school, the period of time during which a discharge does not release the bankrupt from the reimbursement of his or her student loan.

PART 11

Part 11 amends the *Employment Insurance Act* to provide a premium holiday for 1999 and 2000 to employers who increase their payroll for youth (ages 18 to 24) from their 1998 level.

PARTIE 5

La partie 5 ajoute à la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* une nouvelle partie qui prévoit le versement de subventions en vue d'encourager l'épargne dans les régimes enregistrés d'épargne-études.

PARTIE 6

La partie 6 modifie la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* en vue de mettre en oeuvre les accords d'application conclus avec des gouvernements autochtones. En effet, il est permis au ministre des Finances ou au ministre du Revenu de conclure avec un gouvernement autochtone un accord d'application en vertu duquel des versements sur le Trésor peuvent être faits à ce gouvernement ou à une personne.

PARTIE 7

La partie 7 modifie la *Loi sur la taxe d'accise* en vue de mettre en oeuvre les hausses des taux de la taxe d'accise applicable aux cigarettes destinées à la vente au détail en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard et aux bâtonnets de tabac destinés à la vente au détail dans l'ensemble du pays.

PARTIE 8

La partie 8 modifie la *Loi sur la taxe d'accise* en vue de mettre en oeuvre les réductions de la taxe de transport aérien. Sont ainsi réduits le taux de la taxe ad valorem sur le transport aérien intérieur et transfrontalier, les taux spécifiques applicables au transport international et le taux de la taxe uniforme sur les vols affrétés intérieurs et transfrontaliers.

PARTIE 9

La partie 9 modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vue de la mise en oeuvre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE), qui entrera en vigueur en juillet 1998. Dans le cadre de la PFCE, une prestation nationale sera versée à toutes les familles admissibles avec enfants. La *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* est également modifiée de sorte que des prestations équivalentes puissent être versées aux organismes provinciaux s'occupant d'enfants en foyers nourriciers ou collectifs. Les paiements d'assistance sociale versés par les provinces et les territoires seront rajustés en fonction de l'augmentation de la PFCE.

PARTIE 10

La partie 10 modifie la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* pour permettre de réduire le montant du prêt étudiant à rembourser tant pour les étudiants à temps partiel que pour ceux à temps plein. Elle autorise aussi le remboursement de capital, au cours de périodes spéciales, sans intérêt ou à intérêts réduits, et prescrit des circonstances justifiant le refus d'un prêt d'études ou d'un certificat d'admissibilité.

Cette partie modifie également la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* afin de permettre de réduire le montant du prêt étudiant à rembourser, et d'autoriser le remboursement de capital, au cours de périodes spéciales, sans intérêt ou à intérêts réduits.

Elle modifie également la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* en portant de deux à dix ans la période pendant laquelle, après avoir quitté l'école, l'étudiant ne peut être libéré de la dette constituée par son prêt étudiant.

PARTIE 11

La partie 11 modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* pour exempter de cotisation, pour les années 1999 et 2000, les employeurs dont l'effectif salarié de jeunes (18-24 ans) s'est accru par rapport à 1998 — ou la leur rembourser.

PART 12

Part 12 amends the *Old Age Security Act* to allow for a payment period from July of one year to June of the next, to revise the definition of income, to provide for a more exact calculation for determining benefit amounts for supplements and allowances, to provide for consistency between the method of determining the entitlement of widows who are sponsored and that used for determining the entitlement of pensioners and their spouses, and to allow for more consistency and responsiveness in the case of marital status changes.

Part 12 also amends the *War Veterans Allowances Act* to allow for the same payment period as in the *Old Age Security Act* — from July in one year to June of the next and makes consequential changes to the *Income Tax Act*.

PART 13

Part 13 amends the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act* to require the Minister of Foreign Affairs to consult with the Minister of Finance before providing financial assistance under the Act. Another amendment establishes that the assistance is provided under a statutory appropriation.

Part 13 amends the *Bretton Woods and Related Agreements Act* to allow for the provision of financial assistance to countries with which the International Monetary Fund has entered into arrangements to assist them achieve financial stability. Another amendment establishes that the assistance is provided under a statutory appropriation.

That Act is also amended to provide authority to increase Canada's quota in the International Monetary Fund as part of the overall quota increase agreed under the Eleventh General Quota review and to provide authority for Canada to receive a special one time special drawing rights allocation made to International Monetary Fund through an amendment to the Fund's Articles of Agreement.

PARTIE 12

La partie 12 modifie la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour prévoir une période de paiement s'échelonnant de juillet à juin, réviser la définition de « revenu », prévoir un mode de calcul plus exact des montants de supplément et d'allocation, harmoniser la méthode servant à déterminer l'admissibilité des veufs et veuves qui sont parrainés avec celle qui est utilisée pour déterminer l'admissibilité des pensionnés et de leurs conjoints et donner suite plus rapidement et de façon plus uniforme aux changements de situation familiale.

Elle modifie également la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* pour prévoir la même période de paiement — juillet-juin — que celle de la *Loi sur la sécurité de vieillesse*.

PARTIE 13

La partie 13 modifie la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)* afin d'exiger que le ministre des Affaires étrangères consulte le ministre des Finances avant de fournir une aide financière à une institution. Une disposition précise en outre que cette aide est votée sous la forme de crédit spécifique.

Cette partie modifie également la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* en vue de permettre la fourniture d'une aide financière aux pays avec lesquels le FMI a conclu des arrangements pour les aider à stabiliser leur situation économique. Une disposition précise en outre que cette aide est votée sous la forme d'un crédit spécifique.

Elle autorise aussi l'augmentation de la quote-part du Canada (ou souscription de capital) au Fonds monétaire international dans le cadre de la hausse globale des quotes-parts convenue lors de la Onzième révision générale des quotes-parts. Enfin, elle autorise le Canada à recevoir une affectation ponctuelle spéciale de DTS qui sera consentie aux membres du FMI grâce à une modification de ses statuts.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPLEMENT CERTAIN PROVISIONS OF THE
BUDGET TABLED IN PARLIAMENT ON FEBRUARY 24,
1998

SHORT TITLE

1. Short title

PART 1

CANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION

Interpretation

2. Definitions

Establishment of Foundation

- 3. Foundation incorporated
- 4. Foundation not agent of Her Majesty
- 5. Objects and purposes of Foundation
- 6. Capacity
- 7. *Canada Corporations Act*

Directors

- 8. Board of Directors
- 9. Terms of office of Governor in Council appointees
- 10. Composition of Board
- 11. Remuneration for directors

Members

- 12. Membership
- 13. Terms of members
- 14. Composition of membership
- 15. No remuneration for members

Staff

16. Staff

Duty of Care

17. Duty of care

Indemnification

- 18. Indemnification
- 19. Insurance

TABLE ANALYTIQUE

LOI PORTANT EXÉCUTION DE CERTAINES DISPOSITIONS
DU BUDGET DE 1998 DÉPOSÉ AU PARLEMENT LE 24
FÉVRIER 1998

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi d'exécution du budget de 1998*

PARTIE 1

FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU
MILLÉNAIRE

Définitions

2. Définitions

Constitution de la fondation

- 3. Constitution
- 4. Non-mandataire de Sa Majesté
- 5. Mission
- 6. Capacité d'une personne physique
- 7. *Loi sur les corporations canadiennes*

Administrateurs

- 8. Conseil d'administration
- 9. Durée du mandat des personnes nommées par le gouverneur en conseil
- 10. Représentativité
- 11. Rémunération des administrateurs

Membres

- 12. Composition
- 13. Durée du mandat des membres
- 14. Représentativité
- 15. Rémunération des membres

Personnel

16. Personnel

Diligence

17. Diligence

Indemnisation

- 18. Indemnisation
- 19. Assurance des administrateurs et dirigeants

	<i>Financial Operations</i>		<i>Opérations</i>
20.	Administrative expenses	20.	Frais administratifs
21.	Donations to Foundation	21.	Dons à la fondation
22.	Investment policies	22.	Normes en matière de placement
23.	Investments	23.	Placements
24.	Borrowing prohibited	24.	Interdiction d'emprunt
25.	Delegation by directors	25.	Délégation
	<i>Scholarships</i>		<i>Bourses d'études</i>
26.	Ten year period	26.	Octroi sur une période de dix ans
27.	Foundation may grant scholarships	27.	Octroi de bourses par la fondation
28.	Scholarships to complement provincial programs	28.	Dédoublément à éviter
29.	Agreements with the provinces	29.	Accord avec les provinces
30.	Maximum duration of each scholarship	30.	Période maximale pour chaque bourse d'études
31.	Total amount of all scholarships	31.	Plafond des bourses
32.	Special considerations	32.	Considérations particulières
33.	Payment	33.	Paielement
34.	Terms and conditions	34.	Modalités
	<i>Records</i>		<i>Documents comptables</i>
35.	Books of account	35.	Documents comptables
	<i>Reports and Consideration of Reports</i>		<i>Rapports et examen des rapports</i>
36.	Annual reports	36.	Rapport annuel
37.	Five year review	37.	Rapport : à la cinquième année
38.	Consideration of report by members	38.	Examen du rapport par les membres
39.	Public meeting	39.	Assemblée publique
	<i>Audit</i>		<i>Vérification</i>
40.	Auditor	40.	Vérificateur
41.	Auditor's report	41.	Rapport du vérificateur
42.	Audit committee	42.	Comité de vérification
	<i>Winding-up</i>		<i>Liquidation</i>
43.	Property to be divided	43.	Répartition des biens
	<i>General</i>		<i>Dispositions générales</i>
44.	Both official languages to be used	44.	Langues officielles
45.	Regulations	45.	Règlements
	<i>Donation to the Foundation</i>		<i>Dotation</i>
46.	Donation of \$2.5 billion	46.	Dotation de 2,5 milliards de dollars
	PART 2		PARTIE 2
	AUTHORIZATION OF DIVESTITURE		AUTORISATION DE CESSION
47.	Meaning of "Corporation"	47.	Définition de « Corporation »
48.	Authority to sell	48.	Autorisation de cession
49.	Transfer of administration of property	49.	Transfert

50. Procurement of dissolution	50. Obtention de la dissolution
51. Commencement of legal proceedings	51. Procédures judiciaires nouvelles
52. Adjustment of accounts of Canada	52. Redressement des comptes du Canada
53-55. Consequential Amendments	53-55. Modifications corrélatives
56. Coming into force	56. Entrée en vigueur
PART 3	PARTIE 3
EARLY RETIREMENT — SUSPENSION OF SEPARATION BENEFIT	RETRAITE ANTICIPÉE — SUSPENSION DE L'INDEMNITÉ DE CESSATION D'EMPLOI
57. Suspension of separation benefit	57. Suspension de l'indemnité de cessation d'emploi
PART 4	PARTIE 4
CERTAIN FIRST NATIONS' SALES TAXES	TAXES DE VENTE DE CERTAINES PREMIÈRES NATIONS
DIVISION 1	SECTION 1
KAMLOOPS INDIAN BAND TAX ON ALCOHOL, TOBACCO AND FUELS	TAXE DE LA BANDE KAMLOOPS SUR L'ALCOOL, LE TABAC ET LE CARBURANT
58. Definitions	58. Définitions
59. Tax	59. Taxe
60. Agreement with Government of Canada	60. Accord avec le gouvernement du Canada
61. No tax payable	61. Taxe non payable
62. Confidentiality	62. Caractère confidentiel des renseignements
DIVISION 2	SECTION 2
BUDGET IMPLEMENTATION ACT, 1997	LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 1997
63-71. Amendments to the <i>Budget Implementation Act, 1997</i>	63-71. Modifications de la <i>Loi d'exécution du budget de 1997</i>
PART 5	PARTIE 5
CANADA EDUCATION SAVINGS GRANTS	SUBVENTION CANADIENNE POUR L'ÉPARGNE-ÉTUDES
72. Amendment to the <i>Department of Human Resources Development Act</i>	72. Modifications de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>
73. Amendment to the <i>Access to Information Act</i>	73. Modifications de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
74-75. Amendment to the <i>Income Tax Act</i>	74-75. Modifications de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>
PART 6	PARTIE 6
ADMINISTRATION AGREEMENTS WITH ABORIGINAL GOVERNMENTS	ACCORDS D'APPLICATION AVEC DES GOUVERNEMENTS AUTOCHTONES
76-79. Amendments to the <i>Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act</i>	76-79. Modifications de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>
PART 7	PARTIE 7
TOBACCO PRODUCTS	PRODUITS DU TABAC
80-83. Amendments to the <i>Excise Tax Act</i>	80-83. Modifications de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>
PART 8	PARTIE 8
AIR TRANSPORTATION TAX	TAXE DE TRANSPORT AÉRIEN
84-90. Amendments to the <i>Excise Tax Act</i>	84-90. Modifications de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>

PART 9

NATIONAL CHILD BENEFIT SYSTEM

- 91-97. Amendments to the *Income Tax Act*
 98. Amendment to the *Children's Special Allowances Act*

PART 10

STUDENT LOANS

- 99-100. Amendments to the *Canada Student Financial Assistance Act*
 101-102. Amendment to the *Canada Student Loans Act*
 103. Amendment to the *Bankruptcy and Insolvency Act*

PART 11

EMPLOYER'S PREMIUM REFUND

104. Amendments to the *Employment Insurance Act*

PART 12

SUPPLEMENT AND ALLOWANCES

- 105-119. Amendments to the *Old Age Security Act*
 120. Amendment to the *Income Tax Act*
 121-124. Amendments to the *War Veterans Allowance Act*

PART 13

FINANCIAL ASSISTANCE TO INTERNATIONAL
FINANCIAL INSTITUTIONS AND FOREIGN STATES

- 125-126. Amendments to the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*
 127-133. Amendments to the *Bretton Woods and Related Agreements Act*

PARTIE 9

RÉGIME NATIONAL DE PRESTATIONS POUR ENFANTS

- 91-97. Modifications de la *Loi de l'impôt sur le revenu*
 98. Modification de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants*

PARTIE 10

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

- 99-100. Modifications de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*
 101-102. Modifications de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*
 103. Modifications de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

PARTIE 11

REMBOURSEMENT DE LA COTISATION PATRONALE

104. Modifications de la *Loi sur l'assurance-emploi*

PARTIE 12

SUPPLÉMENT ET ALLOCATIONS

- 105-119. Modifications de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*
 120. Modification de la *Loi de l'impôt sur le revenu*
 121-124. Modifications de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*

PARTIE 13

AIDE FINANCIÈRE AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET
AUX ÉTATS ÉTRANGERS

- 125-126. Modifications de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*
 127-133. Modifications de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*

46-47 ELIZABETH II

46-47 ELIZABETH II

CHAPTER 21

CHAPITRE 21

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 24, 1998

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget de 1998 déposé au Parlement le 24 février 1998

[Assented to 18th June, 1998]

[Sanctionnée le 18 juin 1998]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 1998*.

1. *Loi d'exécution du budget de 1998*.

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

CANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION

FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Interpretation

Définitions

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“auditor”
« vérificateur »

“auditor” means the auditor for the Foundation appointed under section 40.

« administrateur » Personne qui siège au conseil, y compris le président.

« administrateur »
“director”

“Board”
« conseil »

“Board” means the Board of Directors of the Foundation.

« conseil » Le conseil d'administration de la fondation.

« conseil »
“Board”

“Chairperson”
« président »

“Chairperson” means the Chairperson of the Board appointed under paragraph 8(2)(a).

« employé ou mandataire de Sa Majesté du chef d'une province » N'est pas un employé ou mandataire de Sa Majesté du chef d'une province celui qui exerce des fonctions à ce titre uniquement dans un établissement admissible.

« employé ou mandataire de Sa Majesté du chef d'une province »
“employee or agent of Her Majesty in right of a province”

“director”
« administrateur »

“director” means a person who is on the Board and includes the Chairperson.

“eligible institution”
« établissement admissible »

“eligible institution” means
(a) a public post-secondary educational institution in Canada that grants degrees, certificates or diplomas; or
(b) a private post-secondary educational institution in Canada that grants degrees, certificates or diplomas and that is determined by the Foundation to be an eligible institution.

« établissement admissible » Établissement d'enseignement au niveau postsecondaire public, situé au Canada, qui décerne des grades, des diplômes ou des certificats, ou établissement privé semblable qui constitue, selon la fondation, un établissement admissible.

« établissement admissible »
“eligible institution”

<p>“employee or agent of Her Majesty in right of a province” « employé ou mandataire de Sa Majesté du chef d’une province »</p>	<p>“employee or agent of Her Majesty in right of a province” does not include an employee or agent of Her Majesty in right of a province whose duties and functions as such an employee or agent are restricted to work in an eligible institution.</p>	<p>« études à temps partiel » Le nombre de cours qui constituent, selon la fondation, des études à temps partiel.</p>	<p>« études à temps partiel » “part-time studies”</p>
<p>“fiscal year” « exercice »</p>	<p>“fiscal year” means the fiscal year of the Foundation as determined in accordance with its by-laws.</p>	<p>« études à temps plein » Le nombre de cours qui constituent, selon la fondation, des études à temps plein.</p>	<p>« études à temps plein » “full-time studies”</p>
<p>“Foundation” « fondation »</p>	<p>“Foundation” means the Canada Millennium Scholarship Foundation established by section 3.</p>	<p>« exercice » L’exercice de la fondation, déterminé selon ses règlements administratifs.</p>	<p>« exercice » “fiscal year”</p>
<p>“full-time studies” « études à temps plein »</p>	<p>“full-time studies” means a course load that is determined by the Foundation to be a full-time course load.</p>	<p>« fondation » La Fondation canadienne des bourses d’études du millénaire constituée en vertu de l’article 3.</p>	<p>« fondation » “Foundation”</p>
<p>“member” « membre »</p>	<p>“member” means a person who is a member of the Foundation.</p>	<p>« membre » Personne qui est membre de la fondation.</p>	<p>« membre » “member”</p>
<p>“Ministers” « ministres »</p>	<p>“Ministers” means the Minister of Human Resources Development and the Minister of Finance.</p>	<p>« ministre provincial » Le ministre de qui relève au premier chef l’administration de l’enseignement postsecondaire de la province.</p>	<p>« ministre provincial » “provincial minister”</p>
<p>“part-time studies” « études à temps partiel »</p>	<p>“part-time studies” means a course load that is determined by the Foundation to be a part-time course load.</p>	<p>« ministres » Le ministre du Développement des ressources humaines et le ministre des Finances.</p>	<p>« ministres » “Ministers”</p>
<p>“provincial minister” « ministre provincial »</p>	<p>“provincial minister”, in respect of a province, means the province’s minister of the Crown who has primary responsibility for that province’s post-secondary education.</p>	<p>« président » Le président du conseil, nommé conformément à l’alinéa 8(2)a).</p>	<p>« président » “Chairperson”</p>
<p>“special resolution” « résolution extraordinaire »</p>	<p>“special resolution” of the members means a resolution passed by a majority of not less than two thirds of the votes cast by the members who voted on the resolution at a meeting of the members or signed by all the members entitled to vote on the resolution.</p>	<p>« résolution extraordinaire » Résolution adoptée aux deux tiers au moins des voix exprimées pendant une réunion des membres ou signée de tous les membres habiles à voter en l’occurrence.</p>	<p>« résolution extraordinaire » “special resolution”</p>
<p>Public post-secondary educational institutions</p>	<p>(2) For the purposes of this Part, a public post-secondary educational institution is considered to be public if the Foundation is of the opinion that a substantial part of its funding comes from a provincial government.</p>	<p>« vérificateur » Le vérificateur de la fondation, nommé en vertu de l’article 40.</p>	<p>« vérificateur » “auditor”</p>
<p>Foundation incorporated</p>	<p style="text-align: center;"><i>Establishment of Foundation</i></p> <p>3. A corporation without share capital is established, to be called the Canada Millennium Scholarship Foundation, consisting of its members and directors.</p>	<p>(2) Pour l’application de la présente partie, un établissement d’enseignement au niveau postsecondaire est considéré comme étant public si la fondation est d’avis que la majeure partie de son financement provient d’un gouvernement provincial.</p>	<p>Établissement d’enseignement postsecondaire public</p>
<p>Foundation not agent of Her Majesty</p>	<p>4. The Foundation is not an agent of Her Majesty.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Constitution de la fondation</i></p> <p>3. Est constituée sans capital-actions la Fondation canadienne des bourses d’études du millénaire, dotée de la personnalité morale et composée de ses membres et administrateurs.</p>	<p>Constitution</p>
	<p>4. La fondation n’est pas mandataire de Sa Majesté.</p>		<p>Non-mandataire de Sa Majesté</p>

Objects and purposes of Foundation

5. (1) The objects and purposes of the Foundation are to grant scholarships to students who are in financial need and who demonstrate merit, in order to improve access to post-secondary education so that Canadians can acquire the knowledge and skills needed to participate in a changing economy and society.

5. (1) Dans le but d'améliorer l'accès à l'éducation de niveau postsecondaire et de permettre ainsi aux Canadiens d'acquérir les connaissances et compétences nécessitées par une économie et une société en évolution, la fondation a pour mission d'accorder des bourses d'études à des étudiants qui ont besoin d'aide financière et qui font la preuve de leur mérite.

Mission

Fair and equitable manner

(2) The Foundation shall grant scholarships in a fair and equitable manner across Canada.

(2) La fondation accorde les bourses d'études, de façon juste et équitable, à travers le Canada.

Façon juste et équitable

Capacity

6. For the purposes of carrying out its objects and purposes, the Foundation has the capacity and, subject to this Part, the rights, powers and privileges of a natural person.

6. Aux fins de l'exécution de sa mission, la fondation a, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, la capacité d'une personne physique.

Capacité d'une personne physique

Canada Corporations Act

7. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Foundation.

7. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la fondation.

Loi sur les corporations canadiennes

Canada Business Corporations Act

(2) The following provisions of the *Canada Business Corporations Act* apply, with any modifications that the circumstances require, to the Foundation and its directors, members, officers and employees as if the Foundation were a corporation incorporated under that Act, this Part were its articles of incorporation and its members were its shareholders:

(2) Les dispositions suivantes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la fondation et à ses administrateurs, membres, dirigeants et employés comme si elle avait été constituée en vertu de cette loi, la présente partie constituait ses statuts et ses membres étaient ses actionnaires :

Loi canadienne sur les sociétés par actions

(a) section 16 (by-law not required to confer powers on Foundation, restriction on powers of Foundation, and validity of acts of Foundation);

a) article 16 (non-nécessité d'un règlement administratif pour conférer des pouvoirs à la fondation, restriction des pouvoirs de la fondation et validité de ses actes);

(b) subsection 21(1) (access to Foundation's records by members and creditors);

b) paragraphe 21(1) (accès aux livres de la fondation par les membres et les créanciers);

(c) section 23 (corporate seal not needed to validate instrument);

c) article 23 (l'absence du sceau de la fondation n'a pas pour effet de rendre un document nul);

(d) subsections 103(1) to (4) (powers of directors to make and amend by-laws, members' approval of by-laws and effective date of by-laws);

d) paragraphes 103(1) à (4) (pouvoir des administrateurs de prendre et de modifier des règlements administratifs, approbation de ceux-ci par les membres et date d'entrée en vigueur des règlements administratifs);

(e) subsection 105(1) (qualifications of directors);

e) paragraphe 105(1) (qualités des administrateurs);

(f) subsection 108(2) (resignation of director);

f) paragraphe 108(2) (démission d'un administrateur);

(g) section 110 (right of director to attend members' meetings and statements by retiring directors);

(h) subsections 114(1) and (2) (place of directors' meetings and quorum);

(i) section 116 (validity of acts of directors and officers);

(j) section 117 (validity of directors' resolutions not passed at meeting);

(k) section 120 (conflict of director's interests);

(l) section 123 (directors' dissents);

(m) section 155 (financial statements);

(n) section 158 (approval of financial statements by directors);

(o) section 159 (sending financial statements to members before annual meeting and penalty for failure);

(p) section 161 (qualifications of auditor);

(q) section 168 (rights and duties of auditor);

(r) section 169 (examinations by auditor);

(s) section 170 (right of auditor to information);

(t) subsections 171(3) to (9) (duty and administration of audit committee and penalty for failure to comply);

(u) section 172 (qualified privilege in defamation for auditor's statements); and

(v) subsections 257(1) and (2) (certificates of Foundation as evidence).

g) article 110 (droit des administrateurs d'assister aux réunions des membres et déclarations des administrateurs sortants);

h) paragraphes 114(1) et (2) (lieu des réunions des administrateurs et quorum);

i) article 116 (validité des actes des administrateurs et des dirigeants);

j) article 117 (validité des résolutions des administrateurs non adoptées pendant la réunion);

k) article 120 (conflits d'intérêts des administrateurs);

l) article 123 (dissidence des administrateurs);

m) article 155 (états financiers);

n) article 158 (approbation des états financiers par les administrateurs);

o) article 159 (envoi des états financiers aux membres avant l'assemblée annuelle et pénalité en cas d'infraction);

p) article 161 (qualités du vérificateur);

q) article 168 (droits et obligations du vérificateur);

r) article 169 (examen par le vérificateur);

s) article 170 (droit du vérificateur à l'information);

t) paragraphes 171(3) à (9) (obligations et administration du comité de vérification et pénalité pour infraction);

u) article 172 (immunité relative en ce qui concerne les déclarations du vérificateur);

v) paragraphes 257(1) et (2) (certificat de la fondation comme preuve).

Description
with cross-
references

(3) The descriptive words in parentheses that follow the reference to a provision of the *Canada Business Corporations Act* in subsection (2) form no part of that subsection but are inserted for convenience of reference only.

(3) Les mots entre parenthèses qui suivent un renvoi à une disposition de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* au paragraphe (2) ne font pas partie de ce paragraphe, n'étant cités que pour des raisons de commodité.

Renvois
descriptifs

Directors

Board of
Directors

8. (1) There shall be a Board of Directors of the Foundation that shall supervise the management of the business and affairs of the Foundation and, subject to the by-laws of the Foundation, exercise all its powers.

Administrateurs

Conseil
d'administra-
tion

8. (1) Est créé le conseil d'administration de la fondation, qui surveille la gestion des opérations de la fondation et, sous réserve des règlements administratifs de celle-ci, dispose de tous les pouvoirs conférés à la fondation.

Appointment
of directors

(2) Subject to subsection (3), the Board consists of

- (a) a Chairperson of the Board appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Ministers;
- (b) five persons, one of whom shall be a student attending an eligible institution, appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Ministers; and
- (c) nine persons appointed by the members, in accordance with the by-laws of the Foundation, after taking reasonable steps to consult with the provincial ministers and with representatives of post-secondary educational and learning organizations in Canada that the members consider appropriate.

Eligibility for
directors

(3) A person is not eligible to be appointed a director if the person

- (a) is a member of the Senate, the House of Commons or the legislature of a province;
- (b) is an employee or agent of Her Majesty in right of Canada or a province;
- (c) does not reside in Canada; or
- (d) does not meet the qualifications set out in subsection 105(1) of the *Canada Business Corporations Act*.

Initial
organization

(4) If the Chairperson is appointed before directors have been appointed under paragraph (2)(c), the Chairperson and the other directors, if any, that may have been appointed under paragraph (2)(b) constitute the Board until directors are appointed under paragraph (2)(c), and they may

- (a) undertake the organization of the Foundation including the appointment of officers and employees;
- (b) make banking arrangements for the Foundation;
- (c) enact organizational by-laws for the Foundation; and

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le conseil se compose des personnes suivantes :

- a) le président nommé par le gouverneur en conseil sur la recommandation des ministres;
- b) cinq personnes — dont un étudiant qui fréquente un établissement admissible — nommées par le gouverneur en conseil sur la recommandation des ministres;
- c) neuf personnes nommées par les membres en conformité avec les règlements administratifs de la fondation, après que ces derniers eurent pris les mesures raisonnables pour consulter les ministres provinciaux de même que les représentants d'organisations de leur choix provenant du monde de l'éducation postsecondaire au Canada.

(3) Ne peut être administrateur la personne :

- a) qui est membre du Sénat, de la Chambre des communes ou d'une législature provinciale;
- b) qui est l'employé ou le mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;
- c) qui ne réside pas au Canada;
- d) qui n'a pas les qualités énumérées au paragraphe 105(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

(4) Dans le cas où le président est nommé avant les administrateurs visés à l'alinéa (2)c), le conseil se compose, jusqu'à la nomination de ces derniers, du président et des autres administrateurs nommés en vertu de l'alinéa (2)b). À ce titre, ils peuvent :

- a) entreprendre l'organisation de la fondation, y compris la nomination des dirigeants et des employés;
- b) prendre les mesures nécessaires avec les banques pour le compte de la fondation;
- c) prendre des règlements administratifs concernant l'organisation de la fondation;

Nomination
des administra-
teursInadmissi-
bilitéOrganisation
initiale

	(d) receive on behalf of the Foundation any moneys paid to the Foundation.	d) recevoir pour le compte de la fondation les sommes payées à celle-ci.	
Limitation on initial organization	(5) Until directors are appointed under paragraph (2)(c), the Foundation shall not grant any scholarships from or out of the funds of the Foundation.	(5) Il est interdit à la fondation d'accorder des bourses d'études sur ses fonds tant que les administrateurs visés à l'alinéa (2)c n'ont pas été nommés.	Restriction
Foundation not owned by Crown	(6) The operation of the Foundation under subsection (4) by the Chairperson and directors, if any, appointed under paragraph (2)(b) shall not, notwithstanding subsection 83(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , result in the Foundation being considered, for the purposes of Part X of that Act or for any other purpose, to be wholly owned directly by Her Majesty in right of Canada.	(6) La conduite des affaires de la fondation en vertu du paragraphe (4) par le président et les administrateurs nommés en vertu de l'alinéa (2)b n'a pas pour effet de laisser entendre, malgré le paragraphe 83(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , que la fondation, pour l'application de la partie X de cette loi ou à toute autre fin, appartient directement, à cent pour cent, à Sa Majesté du chef du Canada.	Indépendance
Terms of office of Governor in Council appointees	9. (1) Subject to subsection (3), the Chairperson and the directors appointed under paragraph 8(2)(b) shall be appointed to hold office during pleasure for terms of five years but, except if they cease to be directors under subsection (6), they shall continue to hold office until their successors are appointed.	9. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le président et les administrateurs nommés en vertu de l'alinéa 8(2)b sont nommés à titre amovible pour des mandats respectifs de cinq ans. Toutefois, leur mandat se prolonge jusqu'à la nomination de leur remplaçant, à moins qu'ils ne cessent d'être administrateurs au titre du paragraphe (6).	Durée du mandat des personnes nommées par le gouverneur en conseil
Terms of office of other directors	(2) Subject to subsection (3), the directors appointed under paragraph 8(2)(c) shall hold office for terms of five years, but they may be removed from office by a special resolution of the members and, except if they cease to be directors under subsection (6), they shall continue to hold office until their successors are appointed.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), les administrateurs nommés en vertu de l'alinéa 8(2)c sont nommés pour des mandats respectifs de cinq ans. Toutefois, ils peuvent faire l'objet d'une révocation par résolution extraordinaire des membres, auquel cas, sauf s'ils cessent d'être administrateurs au titre du paragraphe (6), leur mandat prend fin à la nomination de leur remplaçant.	Durée du mandat des autres administrateurs
Term of first directors	(3) Of the first directors appointed under subsection 8(2), including the Chairperson, one-third shall be appointed for terms of six years, one-third shall be appointed for five years and one-third shall be appointed for four years but, except if they cease to be directors under subsection (6), they shall continue to hold office until their successors are appointed.	(3) Des premiers administrateurs nommés en vertu du paragraphe 8(2), dont le président, cinq le sont pour des mandats de six ans, cinq pour des mandats de cinq ans et cinq pour des mandats de quatre ans. Toutefois, leur mandat se prolonge jusqu'à la nomination de leur remplaçant, à moins qu'ils ne cessent d'être administrateurs au titre du paragraphe (6).	Mandat des premiers administrateurs
Additional terms of office	(4) A director is eligible to be reappointed for one or more additional terms of office. If a first director is reappointed, the new term of office shall be five years.	(4) Le mandat des administrateurs est renouvelable plus d'une fois. Dans le cas d'un premier administrateur, il l'est pour des périodes de cinq ans chacune.	Nouveau mandat

Replace-
ments

(5) A person appointed to fill a vacancy in the office of a director who has ceased to hold the office before the expiry of the director's term of office shall be appointed to hold office for the unexpired portion of that term.

(5) En cas de vacance en cours de mandat, une personne est nommée pour le reste du mandat.

Vacance en
cours de
mandat

Ceasing to be
director

(6) A director ceases to be a director when

(a) the director

(i) dies,

(ii) resigns,

(iii) ceases to be resident in Canada, or

(iv) becomes disqualified under subsection 105(1) of the *Canada Business Corporations Act*;

(b) in the case of a director appointed by the Governor in Council, the appointment is terminated by the Governor in Council before the expiry of the term of the appointment; or

(c) in the case of a director appointed by the members, the director

(i) is removed from office before the expiry of the term by a special resolution of the members,

(ii) is appointed to the Senate,

(iii) is elected to the House of Commons or the legislature of a province, or

(iv) becomes an employee or agent of Her Majesty in right of Canada or a province.

(6) L'administrateur cesse d'occuper son poste dans les situations suivantes :

- a) selon le cas :
- (i) il décède,
- (ii) il démissionne,
- (iii) il cesse de résider au Canada,
- (iv) il devient inadmissible en application du paragraphe 105(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
- b) s'il a été nommé par le gouverneur en conseil, celui-ci met fin à sa charge avant l'expiration de son mandat;
- c) s'il a été nommé par les membres :
- (i) il fait l'objet d'une révocation avant l'expiration de son mandat par résolution extraordinaire des membres,
- (ii) il est nommé au Sénat,
- (iii) il est élu à la Chambre des communes ou à la législature d'une province,
- (iv) il devient l'employé ou le mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Fin du
mandat

Reappoint-
ments and
new
appointments

(7) Any reappointment or new appointment of a director, including an appointment to fill a vacancy, shall be made in accordance with subsection 8(2).

(7) Le renouvellement du mandat d'un administrateur ou la nouvelle nomination, y compris celle d'un remplaçant, se fait conformément au paragraphe 8(2).

Renouvelle-
ment de
mandat ou
nouvelle
nomination
d'administra-
teurs

Composition
of Board

10. The appointment of directors shall be made so as to ensure that

- (a) the Board is knowledgeable about post-secondary education and learning in Canada and the needs of the Canadian economy; and
- (b) the directors are drawn from the various regions of Canada.

10. Les administrateurs viennent des diverses régions du Canada et sont en outre choisis de manière à ce que le conseil possède les connaissances nécessaires concernant le monde de l'éducation postsecondaire et les besoins de l'économie canadienne.

Représen-
tativité

Remuneration for directors

11. (1) From and out of the funds of the Foundation, the directors may be paid remuneration for acting as directors in amounts determined by the Board not exceeding maximum amounts prescribed by regulation and they may be reimbursed for any reasonable expenses incurred by them in performing their duties or attending meetings of the Board or of members.

11. (1) Les administrateurs peuvent recevoir sur les fonds de la fondation la rémunération déterminée par le conseil, jusqu'à concurrence du maximum fixé par règlement, et peuvent être remboursés des dépenses raisonnables qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions ou pour assister aux réunions du conseil ou des membres.

Rémunération des administrateurs

Directors not to profit

(2) Except as provided in subsection (1), no director shall profit or gain any income or acquire any property from the Foundation or its activities.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), nul administrateur ne peut tirer profit de la fondation ou de ses activités, ni en tirer de revenu, ni acquérir des biens de la fondation ou dans le cadre de ses activités.

Exclusion de tout autre gain

Members

Membres

Membership

12. (1) There shall be 15 members of the Foundation.

12. (1) La fondation compte quinze membres.

Composition

First members

(2) On this Act receiving royal assent, the Governor in Council, on the recommendation of the Ministers, shall without delay appoint six persons as members of the Foundation.

(2) Dès la sanction de la présente loi, le gouverneur en conseil, sur la recommandation des ministres, nomme six personnes à titre de membres de la fondation.

Premières nominations

First meeting

(3) As soon as possible after the appointment of the six members under subsection (2), the Ministers shall make arrangements for a first meeting of those members.

(3) Dès que possible après la nomination des six membres, les ministres prennent les mesures en vue de leur première réunion.

Première réunion

Appointing balance of first members

(4) The six members appointed under subsection (2) shall as soon as possible after their appointment take reasonable steps to consult with the provincial ministers, and with representatives of post-secondary educational and learning organizations in Canada that they consider appropriate and, following those consultations, appoint nine further members of the Foundation.

(4) Le plus tôt possible après leur nomination, les six membres en question nomment à la fondation neuf autres membres après avoir pris des mesures raisonnables pour consulter les ministres provinciaux de même que les représentants d'organisations de leur choix provenant du monde de l'éducation postsecondaire au Canada.

Consultation et nomination des autres membres

Appointment of successor members

(5) The appointment of a person as a member to succeed a person whose term as a member expires shall be made by the members at a general meeting of members.

(5) La personne devant succéder à un membre dont le mandat prend fin est nommée par les membres au cours de leur assemblée générale.

Nomination des remplaçants

Filling vacancies

(6) The appointment of a person as a member to fill a vacancy in the membership caused by a person ceasing to be a member before the member's term as a member expires shall be made by the members at a general meeting of members.

(6) En cas de vacance en cours de mandat, la personne devant terminer le mandat est nommée par les membres au cours de leur assemblée générale.

Vacance en cours de mandat

Eligibility for members

(7) A person is not eligible to be appointed a member if the person

- (a) is a member of the Senate, the House of Commons or the legislature of a province;
- (b) is an employee or agent of Her Majesty in right of Canada or a province;
- (c) is a director;
- (d) does not reside in Canada; or
- (e) does not meet the qualifications set out in subsection 105(1) of the *Canada Business Corporations Act*.

(7) Ne peut être membre la personne :

- a) qui est membre du Sénat, de la Chambre des communes ou d'une législature provinciale;
- b) qui est l'employé ou le mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;
- c) qui est un administrateur;
- d) qui ne réside pas au Canada;
- e) qui n'a pas les qualités énumérées au paragraphe 105(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Inadmissibilité

Terms of members

13. (1) Subject to subsection (2), the members shall be appointed to hold office for terms of five years, but they may be removed from office by a special resolution of the members and, except if they cease to be members under subsection (5), they shall continue to hold office until their successors are appointed.

13. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les membres sont nommés pour des mandats respectifs de cinq ans. Toutefois, ils peuvent faire l'objet d'une révocation par résolution extraordinaire des membres, auquel cas, sauf s'ils cessent d'être membres au titre du paragraphe (5), leur mandat prend fin à la nomination de leur remplaçant.

Durée du mandat des membres

Terms of first members

(2) Of the members appointed under subsections 12(2) and (4), one-third shall be appointed for terms of six years, one-third shall be appointed for five years and one-third shall be appointed for four years but, except if they cease to be members under subsection (5), they shall continue to hold office until their successors are appointed.

(2) Cinq des membres nommés en vertu des paragraphes 12(2) et (4) sont nommés pour des mandats de six ans, cinq le sont pour des mandats de cinq ans et cinq le sont pour des mandats de quatre ans. Toutefois, leur mandat se prolonge jusqu'à la nomination de leur remplaçant, à moins qu'ils ne cessent d'être membres au titre du paragraphe (5).

Durée du mandat des premiers membres

Additional terms of office

(3) A member is eligible to be reappointed for one or more terms of office. If a member appointed under subsection 12(2) or (4) is reappointed, the new term of office shall be five years.

(3) Le mandat des membres est renouvelable plus d'une fois. Dans le cas des membres nommés en vertu des paragraphes 12(2) ou (4), il l'est pour des périodes de cinq ans chacune.

Nouveau mandat

Replacements

(4) A person appointed to fill a vacancy in the office of a member who has ceased to hold the office before the expiry of the member's term of office shall be appointed to hold office for the unexpired portion of that term.

(4) En cas de vacance en cours de mandat, une personne est nommée pour le reste du mandat.

Vacance en cours de mandat

Ceasing to be member

(5) A member ceases to be a member when the member

- (a) dies;
- (b) resigns;
- (c) is appointed to the Senate;
- (d) is elected to the House of Commons or to the legislature of a province;
- (e) is appointed a director;

(5) Le membre cesse d'occuper son poste dans les situations suivantes :

- a) il décède;
- b) il démissionne;
- c) il est nommé au Sénat;
- d) il est élu à la Chambre des communes ou à la législature d'une province;
- e) il est nommé administrateur;

Fin du mandat

- (f) becomes an employee or agent of Her Majesty in right of Canada or a province;
- (g) ceases to reside in Canada;
- (h) no longer meets the qualifications set out in subsection 105(1) of the *Canada Business Corporations Act*; or
- (i) is removed from office by a special resolution of the members.

- f) il devient l'employé ou le mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;
- g) il cesse de résider au Canada;
- h) il cesse d'avoir les qualités énumérées au paragraphe 105(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
- i) il fait l'objet d'une révocation par résolution extraordinaire des membres.

Composition of membership

14. The appointment of members shall be made so as to ensure that

- (a) the membership is knowledgeable about post-secondary education and learning in Canada and the needs of the Canadian economy; and
- (b) members are drawn from the various regions of Canada.

14. Les membres viennent des diverses régions du Canada et sont en outre choisis de manière à ce que leur collectivité possède les connaissances nécessaires concernant le monde de l'éducation postsecondaire et les besoins de l'économie canadienne.

Représentativité

No remuneration for members

15. (1) The members are not entitled to be paid any remuneration for acting as members but they may be reimbursed for any reasonable expenses incurred by them in performing their duties or attending meetings of the members.

15. (1) Les membres ne reçoivent aucune rémunération. Toutefois, ils peuvent être remboursés des dépenses entraînées par l'exercice de leurs fonctions ou pour assister aux réunions des membres.

Rémunération des membres

Members not to profit

(2) Except as provided in subsection (1), no member shall profit or gain any income or acquire any property from the Foundation or its activities.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), nul membre ne peut tirer profit de la fondation ou de ses activités, ni en tirer de revenu, ni acquérir des biens de la fondation ou dans le cadre de ses activités.

Aucun profit pour les membres

Staff

Personnel

Staff

16. (1) The Board may appoint officers, employees and agents of the Foundation to carry out the objects and purposes of the Foundation.

16. (1) Le conseil peut nommer les dirigeants, employés et mandataires qu'il estime nécessaires à la réalisation de la mission de la fondation.

Personnel

Designation of offices

(2) Subject to the by-laws of the Foundation, the Board may designate the offices of the Foundation and specify the duties and functions of each office.

(2) Sous réserve des règlements administratifs de la fondation, le conseil peut créer les postes de direction de la fondation et préciser les fonctions des titulaires.

Création des postes de direction

Directors not employees or agents

(3) Directors and members are not eligible to be employed as employees or agents of the Foundation.

(3) Les administrateurs et les membres ne peuvent être employés ou mandataires de la fondation.

Inadmissibilité

Not part of public service of Canada

(4) The directors, members, officers, employees and agents of the Foundation are not, because of being a director, member, officer, employee or agent of the Foundation, part of the public service of Canada.

(4) Les administrateurs, les membres, les dirigeants, les employés et les mandataires de la fondation ne font pas partie, en raison de leur charge, de l'administration publique fédérale.

Exclusion

Duty of Care

Duty of care

17. Every director and officer of the Foundation, in exercising any of the powers of a director or an officer and in discharging any of the duties of a director or an officer, shall

(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation; and

(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

Indemnification

Indemnification

18. Except in respect of an action by or on behalf of the Foundation to procure a judgment in its favour, the Foundation may indemnify a present or former director or officer of the Foundation against all costs, charges and expenses, including amounts paid to settle an action or to satisfy a judgment, that are reasonably incurred by the director or officer in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which the director or officer is a party by reason of being or having been a director or officer of the Foundation, if

(a) the director or officer acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation; and

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding enforced by a monetary penalty, the director or officer had reasonable grounds for believing that the impugned conduct was lawful.

Insurance

19. The Foundation may purchase and maintain insurance for the benefit of any director or officer of the Foundation against any liability incurred by the director or officer in the capacity of a director or officer of the Foundation, except if the liability relates to a failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Foundation.

Diligence

Diligence

17. Les administrateurs et les dirigeants doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir :

a) avec intégrité et de bonne foi pour servir au mieux les intérêts de la fondation;

b) avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.

Indemnisation

Indemnisation

18. Sauf dans le cadre d'actions intentées par elle ou pour son compte en vue d'obtenir un jugement favorable, la fondation peut indemniser ses administrateurs ou ses dirigeants — ou leurs prédécesseurs —, de tous leurs frais, y compris les sommes versées en règlement d'une action ou pour exécuter un jugement, entraînés par des procédures civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, si :

a) ils ont agi avec intégrité et de bonne foi pour servir au mieux les intérêts de la fondation;

b) dans le cas d'une action pénale ou administrative imposant une sanction pécuniaire, ils avaient de bonnes raisons de croire que leur conduite était conforme à la loi.

Assurance des administrateurs et dirigeants

19. La fondation peut souscrire au profit des personnes indemnisables une assurance couvrant la responsabilité qu'elles encourent en leur qualité d'administrateur ou de dirigeant, sauf lorsque cette responsabilité est liée au fait qu'elles n'ont pas agi avec intégrité et de bonne foi pour servir au mieux les intérêts de la fondation.

*Financial Operations**Opérations*

Administrative expenses

20. (1) From and out of its funds, the Foundation may pay salaries and wages of its officers and employees, rent for its accommodations, remuneration for its directors and agents, reimbursement to the directors and members for their reasonable expenses, and other costs and expenses of carrying on the business and affairs of the Foundation.

20. (1) La fondation peut, sur ses fonds, payer les salaires et traitements de ses dirigeants et de ses employés, le loyer de ses locaux et la rémunération de ses administrateurs et de ses mandataires, rembourser les administrateurs et les membres de leurs dépenses entraînées par l'exercice de leurs fonctions et régler ses autres dépenses de fonctionnement.

Frais administratifs

Duty to keep costs low

(2) The Foundation shall make every effort to keep the costs and expenses of carrying on its business and affairs as low as reasonably possible.

(2) Elle doit faire le maximum d'efforts pour maintenir ses dépenses de fonctionnement au niveau le plus bas possible.

Obligation

Donations to Foundation

21. (1) Subject to subsection (3), the Foundation may accept donations of money.

21. (1) Sous réserve du paragraphe (3), la fondation peut accepter les dons d'argent.

Dons à la fondation

Use of donations

(2) All money donated to the Foundation, and any income arising from the investment of the money, shall be used by the Foundation in carrying out its objects and purposes.

(2) Les dons d'argent qu'elle reçoit, ainsi que le revenu provenant de leur placement, servent à l'accomplissement de sa mission.

Utilisation des dons

Conditional donations

(3) The Foundation shall not accept a donation of money that is made on the condition that the Foundation use the money or any income arising from the investment of the money for any purpose that is not within the objects and purposes of the Foundation.

(3) Il lui est interdit d'accepter tout don d'argent effectué à la condition qu'elle utilise les sommes, ou le revenu en découlant, à une fin incompatible avec sa mission.

Dons conditionnels

Exception

(4) Subsection (3) does not apply if the conditions of a donation of money merely restrict or direct the manner of investing the money until it can be used to grant scholarships.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas dans le cas où les conditions du don consistent à limiter ou à fixer les conditions de placement des sommes jusqu'à ce qu'elles puissent servir à accorder des bourses d'études.

Exception

Investment policies

22. The Board shall establish investment policies, standards and procedures that a reasonably prudent person would apply in respect of a portfolio of investments to avoid undue risk of loss and obtain a reasonable return, having regard to the Foundation's obligations and anticipated obligations.

22. Le conseil établit des principes, normes et procédures de placement sur le modèle de ceux qu'une personne prudente mettrait en oeuvre dans la gestion d'un portefeuille de placements afin, d'une part, d'éviter des risques de perte indus et, d'autre part, d'assurer un juste rendement, compte tenu des obligations réelles et éventuelles de la fondation.

Normes en matière de placement

Investments

23. (1) Subject to any conditions of a donation restricting the investment of the money donated until it can be used to grant scholarships, the Foundation shall invest its funds, and reinvest any income from those funds, in accordance with the investment policies, standards and procedures established by the Board.

23. (1) Sous réserve des conditions limitant le placement d'un don d'argent jusqu'à ce que les sommes puissent servir à accorder des bourses d'études, la fondation investit ses fonds, ainsi que le revenu en provenant, en conformité avec les principes, normes et procédures de placement établis par le conseil.

Placements

Incorporation of other corporations	(2) The Foundation shall not cause any corporation to be incorporated or participate in the incorporation of a corporation or become a partner in a partnership.	(2) Il est interdit à la fondation de faire doter une entité de la personnalité morale, de participer à pareille dotation ou de devenir l'associé d'une société de personnes.	Constitution d'autres personnes morales
Control of corporation	(3) The Foundation shall not carry on any business for gain or profit otherwise than in the investment of its funds, and shall not hold or acquire a controlling interest in any corporation or enterprise.	(3) Il lui est également interdit d'exploiter une entreprise en vue d'un gain ou d'un bénéfice autrement que dans le cadre du placement de ses fonds, et de détenir ou d'acquérir une participation majoritaire dans une personne morale ou une entreprise.	Contrôle
Borrowing prohibited	24. (1) The Foundation shall not borrow money, issue any debt obligations or securities, give any guarantees to secure a debt or other obligation of another person or mortgage, pledge or otherwise encumber property of the Foundation.	24. (1) Il est interdit à la fondation de contracter des emprunts, d'émettre des titres de créance ou des valeurs mobilières, de garantir les dettes ou autres obligations d'un tiers ou d'hypothéquer les biens de la fondation, les remettre en garantie ou les grever autrement.	Interdiction d'emprunt
Real property	(2) The Foundation shall not purchase or accept a donation of real property.	(2) Il lui est également interdit d'acheter des immeubles ou d'accepter des dons d'immeubles.	Immeubles
Delegation by directors	25. (1) Subject to subsection (2), the Board may delegate to the Chairperson, a committee of directors or an officer of the Foundation any of the powers or rights of the Board.	25. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le conseil peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs ou de ses droits au président, à un comité d'administrateurs ou à un dirigeant de la fondation.	Délégation
Restrictions on delegation	(2) The Board shall not delegate any power or right of the Board (a) to enact, amend or repeal by-laws; (b) to authorize the granting of scholarships; (c) to appoint directors to, or fill vacancies on, a committee of the Board; (d) to appoint officers of the Foundation or fix their remuneration; (e) to accept donations; (f) to approve the financial statements or reports of the Foundation; or (g) to submit to the members any matter requiring the approval of the members.	(2) Il est interdit au conseil de déléguer les pouvoirs ou droits suivants : a) celui d'adopter, de modifier ou d'abroger des règlements administratifs; b) celui d'autoriser l'octroi de bourses d'études; c) celui de nommer des administrateurs à un comité du conseil, ou d'y combler les vacances; d) celui de nommer les dirigeants de la fondation ou de fixer leur rémunération; e) celui d'accepter des dons; f) celui d'approuver les états financiers ou les rapports de la fondation; g) celui de soumettre aux membres toute question nécessitant leur approbation.	Restrictions

*Scholarships**Bourses d'études*

Ten year
period

26. Subject to the amounts required to pay the costs and expenses of carrying on its business and affairs, the Foundation shall make every reasonable effort to grant the amount paid to it under section 46, and any income arising from the investment of the amount, as scholarships over a ten year period beginning on the day the Foundation grants its first scholarship.

26. Sur une période de dix ans commençant à la date où elle octroie sa première bourse d'études, la fondation s'efforce, autant que possible et compte tenu de ses dépenses de fonctionnement, d'octroyer en bourses d'études la somme qui lui est affectée au titre de l'article 46 et le revenu provenant de son placement.

Octroi sur
une période
de dix ans

Foundation
may grant
scholarships

27. (1) From and out of its funds, the Foundation may, subject to subsection (2), grant scholarships only to persons who

27. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la fondation ne peut octroyer sur ses fonds une bourse d'études qu'à une personne qui :

Octroi de
bourses par la
fondation

(a) are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of the *Immigration Act*;

a) est citoyen canadien ou résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration*;

(b) are enrolled at an eligible institution as a full-time student or part-time student;

b) est inscrite à un établissement admissible à temps plein ou à temps partiel;

(c) are pursuing studies that lead to a degree, certificate or diploma from that institution, other than a degree, certificate or diploma for a program of studies beyond the undergraduate university level; and

c) y poursuit des études en vue d'obtenir un grade, un diplôme ou un certificat de premier cycle universitaire ou de niveau inférieur;

(d) are in financial need and demonstrate merit.

d) a besoin d'aide financière et fait la preuve de son mérite.

Exceptional
merit

(2) The Foundation may, in any year, grant up to five percent of the funds it expects to grant as scholarships in the year to persons who meet the requirements mentioned in paragraphs (1)(a) to (c) and who demonstrate exceptional merit even if those persons are not in financial need.

(2) La fondation peut, pendant l'année, octroyer sur ses fonds un montant représentant jusqu'à 5 p. 100 du montant à octroyer en bourses d'études pour cette année, à des personnes qui remplissent les conditions énoncées aux alinéas (1)a) à c) et qui font la preuve d'un mérite exceptionnel, sans toutefois qu'elles aient besoin d'aide financière.

Mérite
exceptionnel

Scholarships
to
complement
provincial
programs

28. The Foundation shall grant scholarships in a manner that complements existing provincial student financial assistance programs and that avoids duplication with the processes of those programs, to the extent that it is possible to do so.

28. La fondation doit, dans la mesure du possible, octroyer les bourses d'études de manière à compléter les programmes provinciaux d'aide financière aux étudiants et à éviter la duplication de leurs processus d'application.

Dédouble-
ment à éviter

Agreements
with the
provinces

29. (1) If the Foundation is satisfied that it is consistent with its objects and purposes to do so, the Foundation may enter into an agreement with a provincial minister respecting

29. (1) Lorsqu'elle est convaincue que cela est conforme à sa mission, la fondation peut conclure avec un ministre provincial un accord concernant :

Accord avec
les provinces

(a) criteria for the determination of financial need and merit; and

a) les critères d'évaluation du besoin financier et du mérite;

	(b) the provision to the Foundation of names of residents of the province who are determined under those criteria to be qualified to receive a scholarship from the Foundation and any supporting information that the Foundation considers appropriate.	(b) la communication des noms des résidents de la province qui, suivant ces critères, sont admissibles à recevoir une bourse d'études de la fondation ainsi que de toute information à l'appui que celle-ci juge indiquée.	
Interprovincial mobility	(2) In entering into an agreement, the Foundation shall ensure that no person is disqualified from being considered for a scholarship merely because the person intends to pursue studies in a province other than the person's ordinary province of residence.	(2) Le cas échéant, elle doit s'assurer que le fait de fréquenter un établissement admissible situé hors de la province de résidence habituelle ne rendra pas irrecevable la candidature à une bourse d'études.	Mobilité interprovinciale
Residence	(3) For the purpose of this section, a person who does not reside in Canada is deemed to reside in the province where the person last resided.	(3) Pour l'application du présent article, quiconque ne réside pas au Canada est réputé résider dans sa dernière province de résidence.	Résidence
Maximum duration of each scholarship	30. (1) Each scholarship may be granted for a period of not more than twelve months.	30. (1) Chaque bourse d'études est octroyée pour une période maximale de douze mois.	Période maximale pour chaque bourse d'études
Total number of months where full-time studies	(2) The total number of months of study in respect of which scholarships may be granted to a person who is engaged in full-time studies is thirty-two months. The months of study need not be consecutive.	(2) Le nombre maximal de mois d'études pour lesquels une personne qui poursuit des études à temps plein peut recevoir des bourses d'études est de trente-deux mois. Les mois d'études n'ont pas à être consécutifs.	Nombre maximal de mois d'études à temps plein
Total number of months where part-time studies	(3) The total number of months of study in respect of which scholarships may be granted to a person who is engaged in part-time studies is the number of months that the Foundation considers appropriate in the circumstances, taking into account the total number of months of study in respect of which scholarships may be granted to a person who is engaged in full-time studies.	(3) Le nombre maximal de mois d'études pour lesquels une personne qui étudie à temps partiel peut recevoir des bourses d'études est le nombre de mois indiqué par la fondation, compte tenu du maximum pour une personne qui étudie à temps plein.	Nombre maximal de mois d'études à temps partiel
Total amount of all scholarships	31. (1) The total amount any person may receive as scholarships is \$15,000.	31. (1) Le maximum qu'une personne peut recevoir en bourses d'études est de 15 000 \$.	Plafond des bourses
Adjustment	(2) The total amount referred to in subsection (1) may be adjusted by the Foundation when the Foundation considers it necessary to do so in order to maintain the value of that total amount.	(2) Le maximum peut être rajusté lorsque la fondation le juge indiqué en vue de maintenir sa valeur.	Rajustement du plafond
Notice of adjusted amount	(3) If the total amount is adjusted, the Foundation shall publish a notice of the adjusted amount in any manner that it considers appropriate.	(3) Lorsque le maximum est rajusté, la fondation le rend public de la façon qu'elle juge indiquée.	Avis de rajustement du plafond

Special
considera-
tions

32. In determining the amount of a scholarship, the Foundation shall take into account, among other things, whether the person receiving the scholarship will be incurring higher costs because the person will be

(a) attending an eligible institution outside the person's ordinary region or province of residence; or

(b) pursuing studies for a limited period outside Canada while enrolled in a program of studies at an eligible institution.

Payment

33. A scholarship may be paid in a lump sum or in periodic payments.

Terms and
conditions

34. The Foundation may grant a scholarship on any terms and conditions that it considers appropriate.

Records

Books of
account

35. (1) The Board shall cause books of account and other records to be kept and shall establish financial and management controls, information systems and management practices that will ensure that the business and affairs of the Foundation are carried on, and the financial, human and physical resources of the Foundation are managed, effectively, efficiently and economically.

Information
systems

(2) The books of account and other records of the Foundation shall be maintained in such a way that they will show that the assets of the Foundation are properly protected and controlled and that its business and affairs are carried on in compliance with this Part, and in particular, in such a way that they will show

(a) the description and book value of every investment of the Foundation; and

(b) the names of persons who have received, or are about to receive, scholarships and the amount of the scholarships.

Reports and Consideration of Reports

Annual
reports

36. The Foundation shall, within six months after the end of each fiscal year, prepare an annual report in both official languages of its activities during the year and include in the report

32. En fixant le montant de la bourse d'études, la fondation tient notamment compte du fait que la personne aura à déboursier des frais supplémentaires parce que :

a) soit elle fréquentera un établissement admissible situé hors de sa région ou province de résidence habituelle;

b) soit elle poursuivra ses études, dans le cadre d'un programme d'un établissement admissible, à l'extérieur du Canada pour une durée limitée.

33. Une bourse d'études peut être payée en une somme globale ou par versements périodiques.

34. La fondation peut assortir l'octroi d'une bourse d'études des conditions qu'elle juge indiquées.

Documents comptables

35. (1) Le conseil veille à faire tenir des documents comptables et établit des moyens de contrôle en matière de finances et de gestion, des systèmes d'information et des méthodes de gestion afin d'assurer l'efficacité des opérations de la fondation et une gestion économique et efficiente de ses ressources financières, humaines et matérielles.

(2) Les documents comptables de la fondation sont tenus de manière à assurer la protection et le contrôle de son actif et la conformité de ses opérations avec la présente partie. Y figurent notamment :

a) la description et la valeur comptable de chacun des placements de la fondation;

b) le nom des personnes qui ont reçu, ou sont sur le point de recevoir, une bourse d'études et le montant de celle-ci.

Rapports et examen des rapports

36. Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, la fondation établit, dans les deux langues officielles, son rapport d'activité qui comprend notamment :

a) les états financiers pour l'exercice, approuvés par le conseil, et le rapport du vérificateur sur ces états financiers;

Considéra-
tions
particulières

Paiement

Modalités

Documents
comptablesMoyens
d'informationRapport
annuel

(a) its financial statements for the year as approved by the Board and the report of the auditor respecting those statements;

(b) a detailed statement of its investment activities during the year, its investment portfolio as at the end of the year and its investment policies, standards and procedures;

(c) a statement of the Foundation's plans for fulfilling its objects and purposes for the year and the next year; and

(d) an evaluation of the results achieved by the granting of scholarships during the year.

b) un état détaillé de ses activités de placement durant l'année, de son portefeuille de placement en fin d'exercice ainsi que de ses principes, normes et procédures en matière de placement;

c) son plan d'action pour l'exercice et pour le prochain exercice;

d) l'évaluation des résultats atteints par l'octroi des bourses d'études.

Five year review

37. Within one year after the fourth anniversary of the coming into force of this Part, the Foundation shall cause a review and report to be made of its activities and organization.

37. La cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la présente partie, la fondation fait procéder à l'examen de ses activités et de son organisation et à l'établissement d'un rapport à cet égard.

Rapport : à la cinquième année

Consideration of report by members

38. (1) Before a report under section 36 or 37 is distributed to the public, it shall be approved by the Board and by the members at a meeting of the members.

38. (1) Tout rapport de la fondation est approuvé, avant sa diffusion, par le conseil ainsi que par les membres au cours de leur réunion.

Examen du rapport par les membres

Distribution of report

(2) After a report under section 36 or 37 is approved, it shall be made public and a copy of it shall be sent to the Ministers and to the provincial ministers. The Minister of Human Resources Development shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after that Minister receives it.

(2) Une fois approuvé, le rapport est rendu public et transmis officiellement aux ministres et aux ministres provinciaux. Le ministre du Développement des ressources humaines en fait déposer un exemplaire devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Diffusion du rapport

Public meeting

39. (1) After it publishes a report under section 36 or 37, the Foundation shall convene a meeting of the members, open to the public, at a city in Canada selected by the Board to consider the report and other matters in relation to the Foundation's activities during the period to which the report relates.

39. (1) Après la publication de tout rapport, la fondation convoque ses membres à une assemblée ouverte au public, qui se tient dans une ville du Canada choisie par le conseil, pour discuter du rapport et d'autres questions touchant ses activités au cours de la période visée par celui-ci.

Assemblée publique

Notice of meeting

(2) At least 30 days before the date of a public meeting, the Foundation shall give notice of the date, time and place of the meeting in accordance with its by-laws.

(2) Au moins trente jours avant la date de l'assemblée publique, elle donne avis des date, heure et lieu de l'assemblée conformément aux règlements administratifs.

Avis de l'assemblée

Audit

Vérification

Auditor	40. (1) The members, at their first meeting in each fiscal year, shall appoint an auditor for the Foundation for the fiscal year and fix, or authorize the Board to fix, the auditor's remuneration.	40. (1) Au cours de leur première réunion de l'exercice, les membres nomment le vérificateur de la fondation pour l'exercice et fixent sa rémunération ou autorisent le conseil à la fixer.	Vérificateur
Qualifications of auditor	<p>(2) The auditor shall be</p> <p>(a) a natural person who</p> <p>(i) is a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by or under an Act of the legislature of a province,</p> <p>(ii) has at least five years experience at a senior level in carrying out audits,</p> <p>(iii) is ordinarily resident in Canada, and</p> <p>(iv) is independent of the Board, the directors and the officers of the Foundation; or</p> <p>(b) a firm of accountants at least one of the members or employees of which is jointly designated by the Board and the firm to conduct on behalf of the firm the audit of the books and records of the Foundation and who meets the qualifications set out in paragraph (a).</p>	<p>(2) Peut être nommé vérificateur :</p> <p>a) toute personne physique qui :</p> <p>(i) est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi provinciale,</p> <p>(ii) possède au moins cinq ans d'expérience au niveau supérieur dans l'exercice de la vérification,</p> <p>(iii) réside habituellement au Canada,</p> <p>(iv) est indépendante du conseil, des administrateurs et des dirigeants de la fondation;</p> <p>b) le cabinet de comptables dont au moins un des membres ou des employés désignés conjointement par le conseil et le cabinet pour la vérification des documents comptables de la fondation satisfait aux critères énumérés à l'alinéa a).</p>	Conditions à remplir
Continuation of auditor	(3) If an auditor is not appointed at the first meeting of the members in a fiscal year, the auditor for the preceding fiscal year continues in office until a successor is appointed.	(3) S'il n'est pas pourvu à sa succession, le mandat du vérificateur se prolonge jusqu'à la nomination de son remplaçant.	Prolongation du mandat
Removal of auditor	(4) The members may, by a special resolution of the members, remove an auditor from office.	(4) Les membres peuvent, par résolution extraordinaire, relever le vérificateur de ses fonctions.	Révocation du vérificateur
Ceasing to hold office	<p>(5) An auditor ceases to hold office when the auditor</p> <p>(a) dies;</p> <p>(b) resigns; or</p> <p>(c) is removed from office under subsection (4).</p>	<p>(5) Le vérificateur cesse d'occuper son poste dans les situations suivantes :</p> <p>a) il décède;</p> <p>b) il démissionne;</p> <p>c) il est relevé de ses fonctions au titre du paragraphe (4).</p>	Fin du mandat
Replacement	(6) The members, at a meeting of the members, may appoint an auditor to fill any vacancy in the office of the auditor, but if the members fail to fill the vacancy at a meeting, or if no meeting of the members is convened without delay after the vacancy occurs, the Board may appoint an auditor.	(6) En cas de vacance en cours de mandat, la personne devant terminer le mandat est nommée par les membres au cours de leur réunion. Toutefois, si les membres ne comblent pas ainsi la vacance ou si aucune réunion des membres n'est convoquée dès que le poste	Vacance en cours de mandat

		est vacant, le conseil peut nommer le vérificateur.	
Unexpired term	(7) An auditor appointed to fill a vacancy in the office holds office for the unexpired term of the predecessor in the office.	(7) Le vérificateur nommé pour combler une vacance reste en fonction pendant la durée qui reste à courir du mandat de son prédécesseur.	Exercice du mandat
Auditor's report	41. (1) The auditor for a fiscal year shall, as soon as possible after the end of the fiscal year, complete the audit of the financial statements of the Foundation and submit a report of the audit to the members.	41. (1) Dès que possible après la fin de l'exercice pour lequel il a été nommé, le vérificateur fait la vérification des états financiers de la fondation et présente un rapport aux membres.	Rapport du vérificateur
Consideration of report	(2) A meeting of the members shall be convened to consider the auditor's report and at the meeting the members shall, by resolution, receive the report.	(2) Une réunion des membres est convoquée pour discuter du rapport du vérificateur, lequel est, à cette occasion, reçu par résolution des membres.	Examen du rapport
Audit committee	42. (1) The Board shall appoint an audit committee, consisting of not fewer than three directors, and fix the duties and functions of the committee.	42. (1) Le conseil doit constituer un comité de vérification composé d'au moins trois administrateurs et en fixer les pouvoirs et fonctions.	Comité de vérification
Internal audit	(2) In addition to any other duties and functions it is required to perform, the audit committee shall cause internal audits to be conducted to ensure compliance by the officers and employees of the Foundation with management and information systems and controls established by the Board.	(2) Dans le cadre de ces pouvoirs et fonctions, le comité de vérification fait procéder à des vérifications internes afin de surveiller l'observation par les dirigeants et les employés de la fondation des moyens de contrôle et des systèmes en matière de gestion et d'information établis par le conseil.	Vérification interne
	<i>Winding-up</i>	<i>Liquidation</i>	
Property to be divided	43. On the winding-up or dissolution of the Foundation, all its property remaining after all its debts and obligations have been satisfied shall be liquidated and the moneys arising from that liquidation shall be distributed among all public eligible institutions, to be used by them for scholarships, in such a way that each institution receives an amount that is the same proportion of those moneys that (a) the number of scholarships granted to persons attending that institution in the year immediately before the year in which the Foundation is wound up or dissolved is of (b) the number of all scholarships granted to persons attending those institutions in the year immediately before the year in which the Foundation is wound up or dissolved.	43. Lors de la liquidation ou de la dissolution de la fondation, les biens restant une fois réglées ses dettes et obligations sont liquidés et les sommes en découlant sont réparties, pour financement de bourses d'études, au prorata entre les établissements publics admissibles, selon le pourcentage des bourses d'études accordées à leurs étudiants dans l'année qui précède la dissolution ou liquidation.	Répartition des biens

*General**Dispositions générales*

Both official languages to be used

44. The Foundation shall offer its services in both official languages.

44. La fondation offre ses services dans les deux langues officielles.

Langues officielles

Regulations

45. The Governor in Council may make regulations respecting the maximum remuneration payable to the directors.

45. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer la rémunération maximale des administrateurs.

Règlements

*Donation to the Foundation**Dotation*

Donation of \$2.5 billion

46. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of Finance, be paid and applied for payment to the Foundation the sum of two billion five hundred million dollars.

46. À la demande du ministre des Finances, peut être affectée à la fondation une somme, à prélever sur le Trésor, de 2,5 milliards de dollars.

Dotation de 2,5 milliards de dollars

PART 2

PARTIE 2

AUTHORIZATION OF DIVESTITURE

AUTORISATION DE CESSION

Meaning of "Corporation"

47. In this Part, "Corporation" means the Canada Development Investment Corporation.

47. Dans la présente partie, « Corporation » s'entend de la Corporation d'investissements au développement du Canada.

Définition de « Corporation »

Authority to sell

48. (1) The Governor in Council may, on any terms and conditions that the Governor in Council considers appropriate, by order, authorize

48. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, aux conditions qu'il juge indiquées, autoriser :

Autorisation de cession

(a) the Corporation to sell or otherwise dispose of any shares of any of its wholly-owned subsidiaries; or

a) la Corporation à vendre ou, de façon générale, à céder des actions d'une de ses filiales à cent pour cent;

(b) any wholly-owned subsidiary of the Corporation to sell or otherwise dispose of all or substantially all of the wholly-owned subsidiary's assets.

b) une filiale à cent pour cent de la Corporation à vendre ou, de façon générale, à céder la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs.

Shares

(2) For the purpose of paragraph (1)(b), "assets" of a wholly-owned subsidiary of the Corporation include shares of any other corporation held by the wholly-owned subsidiary or by any person on its behalf, or held in trust for it.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)b), les actifs d'une filiale à cent pour cent de la Corporation comprennent les actions d'une autre personne morale que cette filiale détient ou qui sont détenues en son nom ou en fiducie pour elle.

Actions

Transfer of administration of property

49. (1) The Governor in Council may, by order, transfer or direct to be transferred the administration, management and control of any property, rights or interests held by any wholly-owned subsidiary of the Corporation from the wholly-owned subsidiary to any minister, department or agency of the Government of Canada.

49. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, transférer, ou faire transférer, à un ministre, un ministère ou un organisme fédéral la responsabilité et la gestion des biens ou des droits que détient une filiale à cent pour cent de la Corporation.

Transfert

Transfer of obligations and liabilities

(2) The Governor in Council may, by order, transfer or direct to be transferred any obligation or liability incurred by any wholly-owned subsidiary of the Corporation from the wholly-owned subsidiary to any minister, department or agency of the Government of Canada.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, transférer, ou faire transférer, à un ministre, un ministère ou un organisme fédéral les dettes et obligations qu'une filiale à cent pour cent de la Corporation a contractées.

Transfert des dettes et autres obligations

Procurement of dissolution

50. (1) The Minister of Finance is hereby authorized to procure the dissolution of the Corporation.

50. (1) Le ministre est autorisé à obtenir la dissolution de la Corporation.

Obtention de la dissolution

References

(2) On the dissolution of the Corporation, every reference to the Canada Development Investment Corporation in any deed, contract or other document executed by that Corporation shall, unless the context otherwise requires, be read as a reference to Her Majesty in right of Canada.

(2) Sauf indication contraire du contexte, à sa dissolution, « Sa Majesté du chef du Canada » remplace, dans les contrats, actes ou autres documents signés par la Corporation sous son nom, toute mention de celle-ci.

Mentions remplacées

Closing out affairs

(3) The Minister of Finance may do all things and perform all acts necessary for or incidental to closing out the affairs of the Corporation.

(3) Le ministre des Finances peut prendre toute mesure utile à la liquidation de la Corporation.

Liquidation

Commencement of legal proceedings

51. (1) Any action, suit or other legal proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the Corporation, or by the Minister of Finance in closing out the affairs of that corporation, may be brought against Her Majesty in right of Canada in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the Corporation.

51. (1) Les procédures judiciaires visant les dettes et autres obligations incombant soit à la Corporation, soit, lors de la liquidation de celle-ci, au ministre des Finances peuvent être intentées contre Sa Majesté du chef du Canada devant la juridiction qui aurait été compétente si elles avaient été intentées contre la Corporation.

Procédures judiciaires nouvelles

Continuation of legal proceedings

(2) Any action, suit or other legal proceeding to which the Corporation is party pending in any court on the coming into force of this section may be continued by or against Her Majesty in right of Canada in like manner and to the same extent as it could have been continued by or against the Corporation.

(2) Sa Majesté du chef du Canada se substitue à la Corporation, au même titre et dans les mêmes conditions que celle-ci, comme partie dans les procédures judiciaires en cours à l'entrée en vigueur du présent article.

Procédures judiciaires en cours

Adjustment of accounts of Canada

52. The Minister of Finance, after consultation with the President of the Treasury Board, shall cause any adjustments to be made in the accounts of Canada that are required as a result of any transaction authorized or required under this Part.

52. Après consultation du président du Conseil du Trésor, le ministre des Finances fait effectuer dans les comptes du Canada les redressements rendus nécessaires par une opération autorisée ou requise par la présente partie.

Redressement des comptes du Canada

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45(1)

53. Schedule I to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* is amended by striking out the following:

Canada Development Investment Corporation

53. L'annexe I de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* est modifiée par abrogation de ce qui suit :

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, par. 45(1)

Corporation d'investissements au développement du Canada

R.S., c. F-11

54. Part II of Schedule III to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

Canada Development Investment Corporation

Corporation d'investissements au développement du Canada

R.S., c. M-13

55. Schedule IV to the *Municipal Grants Act* is amended by striking out the following:

Canada Development Investment Corporation

Corporation d'investissements au développement du Canada

Coming into force

56. Sections 53 to 55 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Corporation d'investissements au développement du Canada

Canada Development Investment Corporation

L.R., ch. F-11

54. La partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par abrogation de ce qui suit :

Corporation d'investissements au développement du Canada

Canada Development Investment Corporation

L.R., ch. M-13

55. L'annexe IV de la *Loi sur les subventions aux municipalités* est modifiée par abrogation de ce qui suit :

Corporation d'investissements au développement du Canada

Canada Development Investment Corporation

56. Les articles 53 à 55 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en vigueur

PART 3

PARTIE 3

EARLY RETIREMENT — SUSPENSION OF SEPARATION BENEFIT

RETRAITE ANTICIPÉE — SUSPENSION DE L'INDEMNITÉ DE CESSATION D'EMPLOI

Suspension of separation benefit

57. (1) A person to whom a notice of surplus status is given between July 15, 1995 and March 31, 1998 who subsequently elects to receive an annual benefit under section 4 of the *Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 2* and who ceases to be employed in the Public Service between June 23, 1998 and September 30, 1998 is not entitled to a separation benefit under the Work Force Adjustment Directive.

Suspension de l'indemnité de cessation d'emploi

57. (1) La personne à qui a été donné un avis de statut d'excédentaire entre le 15 juillet 1995 et le 31 mars 1998, qui choisit de recevoir une prestation annuelle au titre de l'article 4 du *Règlement n^o 2 sur le régime compensatoire* et qui cesse d'être employée dans la fonction publique entre le 23 juin 1998 et le 30 septembre 1998 n'a pas droit à une indemnité de cessation d'emploi au titre de la Directive sur le réaménagement des effectifs.

Definitions

(2) For the purpose of subsection (1), “notice of surplus status”, “Public Service” and “Work Force Adjustment Directive” have the same meaning as in subsection 2(1) of the *Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 2*.

Définitions

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « avis de statut d'excédentaire », « Directive sur le réaménagement des effectifs » et « fonction publique » s'entendent au sens du *Règlement n^o 2 sur le régime compensatoire*.

PART 4

PARTIE 4

CERTAIN FIRST NATIONS' SALES
TAXESTAXES DE VENTE DE CERTAINES
PREMIÈRES NATIONS

DIVISION 1

SECTION 1

KAMLOOPS INDIAN BAND TAX ON ALCOHOL,
TOBACCO AND FUELSTAXE DE LA BANDE KAMLOOPS SUR L'ALCOOL,
LE TABAC ET LE CARBURANT

Definitions

58. The definitions in this section apply in this Division.

58. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

Définitions

“alcoholic beverage”
« boisson alcoolisée »

“alcoholic beverage” means

« bande Kamloops » La bande Kamloops visée par le décret C.P. 1973-3571.

« bande Kamloops »
“Kamloops Indian Band”

(a) beer, within the meaning assigned by section B.02.130 of the *Food and Drug Regulations*, containing more than .05% alcohol by volume;

« boisson alcoolisée »

« boisson alcoolisée »
“alcoholic beverage”

(b) ale, stout, porter or malt liquor, within the meaning assigned by section B.02.131 of the *Food and Drug Regulations*, containing more than .05% alcohol by volume;

a) La bière, au sens de l'article B.02.130 du *Règlement sur les aliments et drogues*, contenant plus de ,05 pour cent d'alcool par volume;

b) l'ale, le stout, le porter ou la liqueur de malt, au sens de l'article B.02.131 du *Règlement sur les aliments et drogues*, contenant plus de ,05 pour cent d'alcool par volume;

(c) wine, within the meaning assigned by section 25 of the *Excise Tax Act*, containing more than 1% alcohol by volume;

c) le vin, au sens de l'article 25 de la *Loi sur la taxe d'accise*, contenant plus de un pour cent d'alcool par volume;

(d) any beverage containing more than 1% alcohol by volume, that is obtained from the distillation of grains, fruit or other agricultural products or from the distillation of beer or wine; and

d) toute boisson contenant plus de un pour cent d'alcool par volume, obtenue de la distillation de grains, de fruits ou d'autres produits agricoles ou de la distillation de la bière ou du vin;

(e) any other beverage that contains a combination of any beverage referred to in paragraphs (a) to (d) that is suitable for human consumption and that contains more than 1% alcohol by volume.

e) toute autre boisson contenant un mélange quelconque des boissons visées aux alinéas a) à d) qui est propre à la consommation humaine et qui contient plus de un pour cent d'alcool par volume.

“council”
« conseil »

“council” in relation to the Kamloops Indian Band, has the same meaning as the expression “council of the band” in subsection 2(1) of the *Indian Act*.

“direct”
« directe »

“direct” has the same meaning, for the purpose of distinguishing between a direct and an indirect tax, as in class 2 of section 92 of the *Constitution Act, 1867*.

« carburant »

« carburant »
“fuel”

“fuel”
« carburant »

“fuel” means

(a) diesel fuel, including any fuel oil that is suitable for use in internal combustion engines of the compression-ignition

a) Le combustible diesel, notamment toute huile combustible qui peut être utilisée dans les moteurs à combustion interne de type allumage par compression, à l'exception de toute huile combustible destinée à être utilisée et utilisée de fait comme huile à chauffage;

	<p>type, other than such fuel oil that is intended for use and is actually used as heating oil;</p> <p>(b) gasoline type fuels for use in internal combustion engines; and</p> <p>(c) propane gas.</p>	<p>b) les carburants du genre de l'essence utilisés dans les moteurs à combustion interne;</p> <p>c) le gaz propane.</p>	
<p>“Kamloops Indian Band” « bande Kamloops »</p>	<p>“Kamloops Indian Band” means the Kamloops Band of Indians referred to in Order in Council P.C. 1973-3571.</p>	<p>« conseil » Quant à la bande Kamloops, s'entend au sens de l'expression « conseil de la bande » au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p>	<p>« conseil » “council”</p>
<p>“Minister” « ministre »</p>	<p>“Minister” means the Minister of Finance.</p>	<p>« directe » Pour distinguer une taxe directe d'une taxe indirecte, a le même sens qu'à la catégorie 2 de l'article 92 de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i>.</p>	<p>« directe » “direct”</p>
<p>“reserve” « réserve »</p>	<p>“reserve” means the reserves, within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i>, set apart by Her Majesty for the use and benefit of the Kamloops Indian Band.</p>	<p>« ministre » Le ministre des Finances.</p>	<p>« ministre » “Minister”</p>
<p>“sale” « vente »</p>	<p>“sale” has the meaning assigned by subsection 123(1) of the <i>Excise Tax Act</i>.</p>	<p>« produit du tabac »</p>	<p>« produit du tabac » “tobacco product”</p>
<p>“tobacco product” « produit du tabac »</p>	<p>“tobacco product” means</p> <p>(a) every article made by a tobacco manufacturer from raw leaf tobacco, within the meaning assigned to those expressions by section 6 of the <i>Excise Act</i>, by any process whatever, and includes cigarettes and tobacco sticks, as defined in that section, and snuff;</p> <p>(b) the leaves and stems of the tobacco plant if they have been processed further than drying and sorting; and</p> <p>(c) cigars, within the meaning assigned by section 6 of the <i>Excise Act</i>.</p>	<p>a) Produit réalisé par un fabricant de tabac avec du tabac en feuilles, au sens où ces expressions s'entendent à l'article 6 de la <i>Loi sur l'accise</i>, par quelque procédé que ce soit, y compris les cigarettes et les bâtonnets de tabac, au sens de cet article, et le tabac à priser;</p> <p>b) les feuilles et tiges de la plante de tabac, traitées au delà du séchage et du triage;</p> <p>c) les cigares au sens de l'article 6 de la <i>Loi sur l'accise</i>.</p>	
		<p>« réserve » Les réserves, au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i>, mises de côté par Sa Majesté à l'usage et au profit de la bande Kamloops.</p>	<p>« réserve » “reserve”</p>
		<p>« vente » S'entend au sens du paragraphe 123(1) de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>.</p>	<p>« vente » “sale”</p>
Tax	<p>59. (1) Notwithstanding section 87 of the <i>Indian Act</i>, the council may make a by-law imposing a direct tax in respect of the sale of alcoholic beverages, fuel or tobacco products on a reserve to be collected pursuant to an administration agreement entered into under subsection 60(1).</p>	<p>59. (1) Malgré l'article 87 de la <i>Loi sur les Indiens</i>, le conseil peut prendre un règlement administratif imposant, relativement à la vente de boissons alcoolisées, de carburant ou de produits du tabac dans une réserve, une taxe directe à percevoir conformément à l'accord d'application conclu aux termes du paragraphe 60(1).</p>	Taxe
Application of section 87 of the <i>Indian Act</i>	<p>(2) For greater certainty, except with respect to a tax imposed by a by-law made under subsection (1), nothing in that subsection affects the application of section 87 of the <i>Indian Act</i>.</p>	<p>(2) Il est entendu que le paragraphe (1) est sans effet sur l'article 87 de la <i>Loi sur les Indiens</i>, sauf en ce qui concerne une taxe imposée par un règlement administratif pris sous le régime de ce paragraphe.</p>	Application de l'article 87 de la <i>Loi sur les Indiens</i>

Indian
moneys

(3) Moneys raised pursuant to a tax referred to in subsection (1) are not Indian moneys within the meaning of subsection 2(1) of the *Indian Act*.

(3) Les fonds prélevés par suite de l'imposition de la taxe prévue au paragraphe (1) ne constituent pas de l'argent des Indiens au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*.

Argent des
IndiensSale on
reserve

(4) For the purposes of this Division, an alcoholic beverage, fuel or a tobacco product is sold on a reserve if

(4) Pour l'application de la présente section, une boisson alcoolisée, du carburant ou un produit du tabac est vendu dans une réserve dans le cas où la taxe prévue à l'article 165 de la *Loi sur la taxe d'accise* :

Vente dans la
réserve

(a) tax under section 165 of the *Excise Tax Act* is not payable in respect of the sale because of the connection of the sale with the reserve and the application of section 87 of the *Indian Act*; or

a) soit n'est pas payable relativement à la vente en raison du lien entre la vente et la réserve et de l'application de l'article 87 de la *Loi sur les Indiens*;

(b) tax under section 165 of the *Excise Tax Act* would not have been payable in respect of the sale because of the reasons set out in paragraph (a) if the purchaser had been a person eligible to benefit from an exemption from taxation under section 87 of the *Indian Act* and section 61 had not applied to the sale.

b) soit n'aurait pas été payable relativement à la vente pour les raisons énoncées à l'alinéa a) si l'acheteur avait été exempté de taxation en vertu de cet article et si l'article 61 ne s'était pas appliqué à la vente.

Expenditures

(5) Expenditures made out of moneys raised pursuant to a tax referred to in subsection (1) must be made under the authority of a resolution approved by a majority of the councillors of the Kamloops Indian Band present at a meeting of the council duly convened.

(5) Les dépenses à faire sur les fonds prélevés par suite de l'imposition de la taxe prévue au paragraphe (1) doivent l'être sous l'autorité d'une résolution approuvée par une majorité des conseillers de la bande Kamloops présents à une réunion du conseil régulièrement convoquée.

Dépenses

By-law

(6) A by-law made under subsection (1)

(a) shall be valid only if approved by a majority of the councillors of the Kamloops Indian Band present at a meeting of the council duly convened;

(b) shall not come into force before it is approved by the Minister and an administration agreement has been entered into under subsection 60(1);

(c) shall provide that the rate of tax on the sale of the alcoholic beverages, tobacco products and fuels that are subject to the tax is the rate at which tax is imposed under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act*;

(d) may be made with respect to any matter arising out of or ancillary to the exercise of powers under this subsection; and

(e) is not subject to the *Statutory Instruments Act*.

(6) Le règlement administratif pris en application du paragraphe (1) :

Règlement
administratif

a) n'est valide que s'il est approuvé par une majorité de conseillers de la bande Kamloops présents à une réunion du conseil régulièrement convoquée;

b) n'entre en vigueur qu'une fois qu'il a été approuvé par le ministre et qu'un accord d'application a été conclu aux termes du paragraphe 60(1);

c) prévoit que le taux de la taxe sur la vente des boissons alcoolisées, du carburant ou des produits du tabac qui sont assujettis à la taxe est celui auquel est imposée la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*;

d) peut être pris relativement à toute question qui découle de l'exercice des pouvoirs prévus par le présent paragraphe, ou qui y est accessoire;

Proof of
by-law

(7) A copy of a by-law made by the council under this Division, if it is certified to be a true copy by the Minister or a person authorized by the Minister, is evidence that the by-law was duly made by the council and approved by the Minister, without proof of the signature or the authorization of the person, and no such by-law is invalid by reason of any defect in form.

Preuve

e) n'est pas assujetti à la *Loi sur les textes réglementaires*.

(7) La copie d'un règlement administratif pris par le conseil en vertu de la présente section constitue, si elle est certifiée conforme par le ministre ou par une personne autorisée par celui-ci, une preuve que le règlement a été régulièrement pris par le conseil et approuvé par le ministre, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou l'autorisation de la personne. Nul règlement administratif de cette nature n'est invalide en raison d'un vice de forme.

Publication of
by-law

(8) The council shall, on demand, provide a copy of any by-law made under this Division and shall publish a copy of every such by-law in a newspaper having general circulation in the place where the tax applies as well as in the *First Nations Gazette*, but no by-law shall be invalid by reason of a failure to make such publication.

Publication

(8) Le conseil est tenu de fournir sur demande une copie de tout règlement administratif pris en application de la présente section et de le publier dans un journal à grand tirage au lieu où la taxe s'applique ainsi que dans la publication intitulée *First Nations Gazette*. Toutefois, le défaut de publication ne porte pas atteinte à la validité du règlement administratif.

Agreement
with
Government
of Canada

60. (1) Where the council has made a by-law imposing a tax under this Division, the council may enter into an administration agreement within the meaning of subsection 2(1) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* with respect to the by-law.

Accord avec
le gouverne-
ment du
Canada

60. (1) Le conseil peut conclure un accord d'application au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* relativement à tout règlement administratif qu'il a pris imposant une taxe en vertu de la présente section.

Rules where
agreement

(2) Where an administration agreement has been entered into,

Règles
d'application

(2) Dans le cas où un accord d'application a été conclu, les règles suivantes s'appliquent :

(a) Part IX of the *Excise Tax Act* (except paragraph 240(1)(a) of that Act) applies for the purposes of a by-law made under subsection 59(1) as if the tax were imposed under subsection 165(1) of that Act;

a) la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (à l'exception de son alinéa 240(1)a) s'applique dans le cadre du règlement administratif pris en application du paragraphe 59(1) comme si la taxe était prévue par le paragraphe 165(1) de cette loi;

(b) where a person does anything to satisfy a requirement of the by-law that would satisfy a corresponding requirement of Part IX of the *Excise Tax Act* if the tax imposed under the by-law were imposed under subsection 165(1) of that Act, the requirement of the by-law is deemed to have been satisfied;

b) lorsqu'une personne accomplit un acte en vue de remplir une exigence du règlement administratif qui remplirait une exigence correspondante de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* si la taxe imposée par le règlement était prévue par le paragraphe 165(1) de cette loi, l'exigence du règlement est réputée avoir été remplie;

(c) for greater certainty, every person who is a registrant for the purposes of Part IX of the *Excise Tax Act* is a registrant for the purposes of the by-law; and

c) il est entendu que quiconque est un inscrit pour l'application de la partie IX de la *Loi*

(d) any proceeding that could be taken under any other Act of Parliament in respect of the tax imposed under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* may be taken in respect of the tax imposed under the by-law.

sur la taxe d'accise l'est également pour l'application du règlement administratif;

d) toute procédure qui pourrait être engagée en vertu d'une autre loi fédérale relativement à la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* peut être engagée relativement à la taxe imposée par le règlement administratif.

No tax payable

61. No tax is payable under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* with respect to a supply in respect of which a tax referred to in subsection 59(1) is payable.

61. La taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* n'est pas payable relativement aux fournitures à l'égard desquelles la taxe prévue au paragraphe 59(1) est payable.

Taxe non payable

Confidentiality

62. (1) No person shall provide access to information obtained in the administration of this Division or any by-law made under this Division that may directly or indirectly identify a person except

62. (1) Nul ne peut permettre l'accès à des renseignements obtenus dans le cadre de l'application de la présente section ou d'un règlement administratif pris sous son régime qui permettrait directement ou indirectement d'identifier une personne, sauf :

Caractère confidentiel des renseignements

(a) for the purpose of administering or enforcing this Division or Part IX of the *Excise Tax Act* or a by-law made under this Division;

a) pour l'application ou l'exécution de la présente section, de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* ou d'un règlement administratif pris sous le régime de la présente section;

(b) for any purpose for which taxpayer information may be provided under Part IX of the *Excise Tax Act*;

b) à une fin pour laquelle un renseignement confidentiel peut être fourni en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*;

(c) for the purposes of any legal proceedings;

c) dans le cadre de poursuites judiciaires;

(d) to the person to whom the information relates;

d) à la personne visée par les renseignements;

(e) to the council and any officer of the tax administration of the Kamloops Indian Band who is authorized by the council, for the purposes of formulating or implementing fiscal policy of the Kamloops Indian Band;

e) au conseil ou à un dirigeant de l'administration fiscale de la bande Kamloops qui est autorisé par le conseil, en vue de la formulation ou de la mise en oeuvre de la politique fiscale de la bande Kamloops;

(f) to an official of the Department of Finance for the purposes of formulating or implementing fiscal policy; and

f) à un fonctionnaire du ministère des Finances, en vue de la formulation ou de la mise en oeuvre de la politique fiscale;

(g) to any person legally entitled to it under any Act of Parliament or of the legislature of a province, solely for the purposes for which that person is entitled to it.

g) à une personne qui y a droit légalement aux termes d'une loi fédérale ou provinciale, mais uniquement aux fins auxquelles elle y a droit.

Offence in relation to information

(2) Every person to whom information has been provided for a particular purpose under subsection (1) and who for any other purpose knowingly uses, provides to any person,

(2) Toute personne à qui un renseignement est fourni à une fin précise en conformité avec le paragraphe (1) et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la

Communication non autorisée de renseignements

allows the provision to any person of, or allows any person access to, that information is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than twelve months, or to both.

Offence and penalty

(3) Every person who contravenes this Division, except subsection (1), or a by-law made under this Division is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than twelve months, or to both.

fourniture ou l'accès à une autre fin commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l'une de ces peines.

Infraction et pénalité

(3) Quiconque contrevient à la présente section, sauf le paragraphe (1), ou à un règlement administratif pris sous son régime commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l'une de ces peines.

DIVISION 2

SECTION 2

BUDGET IMPLEMENTATION ACT, 1997

LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 1997

1997, c. 26

63. (1) The definition “direct tax” in section 35 of the *Budget Implementation Act, 1997* is repealed.

63. (1) La définition de « taxe directe », à l'article 35 de la *Loi d'exécution du budget de 1997*, est abrogée.

1997, ch. 26

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 35 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“direct”
« directe »

“direct” has the same meaning, for the purpose of distinguishing between a direct and an indirect tax, as in class 2 of section 92 of the *Constitution Act, 1867*.

« directe » Pour distinguer une taxe directe d'une taxe indirecte, a le même sens qu'à la catégorie 2 de l'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

« directe »
“direct”

64. Subsection 37(4) of the Act is replaced by the following:

64. Le paragraphe 37(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Publication of by-law

(4) The council shall, on demand, provide a copy of any by-law made under this Part and shall publish every such by-law in a newspaper having general circulation in the place where the tax applies as well as in the *First Nations Gazette*, but no by-law shall be invalid by reason of a failure to make such publication.

(4) Le conseil est tenu de fournir sur demande une copie de tout règlement administratif pris en application de la présente partie et de le publier dans un journal à grand tirage au lieu où la taxe s'applique ainsi que dans la publication intitulée *First Nations Gazette*. Toutefois, le défaut de publication ne porte pas atteinte à la validité du règlement.

Publication

65. (1) The definition “direct tax” in section 43 of the Act is repealed.

65. (1) La définition de « taxe directe », à l'article 43 de la même loi, est abrogée.

(2) Section 43 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 43 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“direct”
« directe »

“direct” has the same meaning, for the purpose of distinguishing between a direct and an indirect tax, as in class 2 of section 92 of the *Constitution Act, 1867*.

« directe » Pour distinguer une taxe directe d'une taxe indirecte, a le même sens qu'à la catégorie 2 de l'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

« directe »
“direct”

“sale”
« vente »

“sale” has the meaning assigned by subsection 123(1) of the *Excise Tax Act*.

« vente » S’entend au sens du paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d’accise*.

« vente »
“sale”

66. Subsection 44(4) of the Act is replaced by the following:

66. Le paragraphe 44(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Sale on
reserve

(4) For the purposes of this Part, a tobacco product is sold on a reserve if

(4) Pour l’application de la présente partie, un produit du tabac est vendu dans une réserve dans le cas où la taxe prévue à l’article 165 de la *Loi sur la taxe d’accise* :

Vente dans la
réserve

(a) tax under section 165 of the *Excise Tax Act* is not payable in respect of the sale because of the connection of the sale with the reserve and the application of section 87 of the *Indian Act*; or

a) soit n’est pas payable relativement à la vente en raison du lien entre la vente et la réserve et de l’application de l’article 87 de la *Loi sur les Indiens*;

(b) tax under section 165 of the *Excise Tax Act* would not have been payable in respect of the sale because of the reasons set out in paragraph (a) if the purchaser had been a person eligible to benefit from an exemption from taxation under section 87 of the *Indian Act* and section 47 had not applied to the sale.

b) soit n’aurait pas été payable relativement à la vente pour les raisons énoncées à l’alinéa a) si l’acheteur avait été exempté de taxation en vertu de cet article et si l’article 47 ne s’était pas appliqué à la vente.

67. Subsection 45(3) of the Act is replaced by the following:

67. Le paragraphe 45(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Publication of
by-law

(3) The council shall, on demand, provide a copy of any by-law made under this Part and shall publish every such by-law in a newspaper having general circulation in the place where the tax applies as well as in the *First Nations Gazette*, but no by-law shall be invalid by reason of a failure to make such publication.

(3) Le conseil est tenu de fournir sur demande une copie de tout règlement administratif pris en application de la présente partie et de le publier dans un journal à grand tirage au lieu où la taxe s’applique ainsi que dans la publication intitulée *First Nations Gazette*. Toutefois, le défaut de publication ne porte pas atteinte à la validité du règlement administratif.

Publication

68. The heading “WESTBANK FIRST NATION TOBACCO PRODUCTS TAX” before section 51 of the Act is replaced by the following:

68. L’intertitre « TAXE SUR LES PRODUITS DU TABAC DE LA PREMIÈRE NATION DE WESTBANK » précédant l’article 51 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

WESTBANK FIRST NATION TAX ON
ALCOHOL AND TOBACCO

TAXE SUR LES BOISSONS
ALCOOLISÉES ET LES PRODUITS DU
TABAC DE LA PREMIÈRE NATION DE
WESTBANK

69. (1) The definition “direct tax” in section 51 of the Act is repealed.

69. (1) La définition de « taxe directe », à l’article 51 de la même loi, est abrogée.

(2) Section 51 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L’article 51 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“alcoholic beverage” means

« boisson alcoolisée »

“alcoholic
beverage”
« boisson
alcoolisée »

« boisson
alcoolisée »
“alcoholic
beverage”

(a) beer, within the meaning assigned by section B.02.130 of the *Food and Drug Regulations*, containing more than .05% alcohol by volume;

(b) ale, stout, porter or malt liquor, within the meaning assigned by section B.02.131 of the *Food and Drug Regulations*, containing more than .05% alcohol by volume;

(c) wine, within the meaning assigned by section 25 of the *Excise Tax Act*, containing more than 1% alcohol by volume;

(d) any beverage containing more than 1% alcohol by volume, that is obtained from the distillation of grains, fruit or other agricultural products or from the distillation of beer or wine; and

(e) any other beverage that contains a combination of any beverage referred to in paragraphs (a) to (d) that is suitable for human consumption and that contains more than 1% alcohol by volume.

“direct”
« directe »

“direct” has the same meaning, for the purpose of distinguishing between a direct and an indirect tax, as in class 2 of section 92 of the *Constitution Act, 1867*.

“sale”
« vente »

“sale” has the meaning assigned by subsection 123(1) of the *Excise Tax Act*.

70. (1) Subsection 52(1) of the Act is replaced by the following:

Tax

52. (1) Notwithstanding section 87 of the *Indian Act*, the council may make a by-law imposing a direct tax in respect of the sale of alcoholic beverages or tobacco products on a reserve to be collected pursuant to an agreement entered into under subsection 54(1).

(2) Subsection 52(4) of the Act is replaced by the following:

Sale on reserve

(4) For the purposes of this Part, an alcoholic beverage or a tobacco product is sold on a reserve if

(a) tax under section 165 of the *Excise Tax Act* is not payable in respect of the sale because of the connection of the sale with the reserve and the application of section 87 of the *Indian Act*; or

a) La bière, au sens de l'article B.02.130 du *Règlement sur les aliments et drogues*, contenant plus de ,05 pour cent d'alcool par volume;

b) l'ale, le stout, le porter ou la liqueur de malt, au sens de l'article B.02.131 du *Règlement sur les aliments et drogues*, contenant plus de ,05 pour cent d'alcool par volume;

c) le vin, au sens de l'article 25 de la *Loi sur la taxe d'accise*, contenant plus de un pour cent d'alcool par volume;

d) toute boisson contenant plus de un pour cent d'alcool par volume, obtenue de la distillation de grains, de fruits ou d'autres produits agricoles ou de la distillation de la bière ou du vin;

e) toute autre boisson contenant un mélange quelconque des boissons visées aux alinéas a) à d) qui est propre à la consommation humaine et qui contient plus de un pour cent d'alcool par volume.

« directe » Pour distinguer une taxe directe d'une taxe indirecte, a le même sens qu'à la catégorie 2 de l'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

« directe »
“direct”

« vente » S'entend au sens du paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*.

« vente »
“sale”

70. (1) Le paragraphe 52(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Taxe

52. (1) Malgré l'article 87 de la *Loi sur les Indiens*, le conseil peut prendre un règlement administratif imposant, relativement à la vente de boissons alcoolisées ou de produits du tabac dans une réserve, une taxe directe à percevoir conformément à l'accord conclu aux termes du paragraphe 54(1).

(2) Le paragraphe 52(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application de la présente partie, une boisson alcoolisée ou un produit du tabac est vendu dans une réserve dans le cas où la taxe prévue à l'article 165 de la *Loi sur la taxe d'accise* :

Vente dans la réserve

a) soit n'est pas payable relativement à la vente en raison du lien entre la vente et la réserve et de l'application de l'article 87 de la *Loi sur les Indiens*;

(b) tax under section 165 of the *Excise Tax Act* would not have been payable in respect of the sale because of the reasons set out in paragraph (a) if the purchaser had been a person eligible to benefit from an exemption from taxation under section 87 of the *Indian Act* and section 55 had not applied to the sale.

71. (1) Paragraph 53(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) shall provide that the rate of tax on the sale of the alcoholic beverages and tobacco products that are subject to the tax is the rate at which tax is imposed under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act*;

(2) Subsection 53(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The council shall, on demand, provide a copy of any by-law made under this Part and shall publish every such by-law in a newspaper having general circulation in the place where the tax applies as well as in the *First Nations Gazette*, but no by-law shall be invalid by reason of a failure to make such publication.

Publication of
by-law

b) soit n'aurait pas été payable relativement à la vente pour les raisons énoncées à l'alinéa a) si l'acheteur avait été exempté de taxation en vertu de cet article et si l'article 55 ne s'était pas appliqué à la vente.

71. (1) L'alinéa 53(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) prévoit que le taux de la taxe sur la vente des boissons alcoolisées et des produits du tabac qui sont assujettis à la taxe est celui auquel est imposée la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*;

(2) Le paragraphe 53(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le conseil est tenu de fournir sur demande une copie de tout règlement administratif pris en application de la présente partie et de le publier dans un journal à grand tirage au lieu où la taxe s'applique ainsi que dans la publication intitulée *First Nations Gazette*. Toutefois, le défaut de publication ne porte pas atteinte à la validité du règlement administratif.

Publication

PART 5

CANADA EDUCATION SAVINGS
GRANTS

*Department of Human Resources
Development Act*

72. The *Department of Human Resources Development Act* is amended by adding the following after Part III:

PART III.1

CANADA EDUCATION SAVINGS
GRANTS

Interpretation

33.1 (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

“CES grant” means a grant payable or paid under subsection 33.3(1).

Definitions

“CES grant”
« subvention
pour
l'épargne-
études »

PARTIE 5

SUBVENTION CANADIENNE POUR
L'ÉPARGNE-ÉTUDES

*Loi sur le ministère du Développement des
ressources humaines*

72. La *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines* est modifiée par adjonction, après la partie III, de ce qui suit :

PARTIE III.1

SUBVENTION CANADIENNE POUR
L'ÉPARGNE-ÉTUDES

Définition

33.1 (1) Pour l'application de la présente partie, « subvention pour l'épargne-études » s'entend de la subvention payable ou versée aux termes du paragraphe 33.3(1).

1996, ch. 11

Définition de
« subvention
pour
l'épargne-
études »

“prescribed”
Version
anglaise
seulement

“prescribed” means prescribed by regulations of the Governor in Council.

Income Tax Act
expressions

- (2) Unless the contrary intention appears,
- (a) an expression in this Part that is defined for the purposes of section 146.1 of the *Income Tax Act* has the same meaning in this Part as it has for the purposes of that section; and
- (b) all other expressions in this Part have the same meanings as in the *Income Tax Act*.

(2) Sauf indication contraire :

- a) les termes de la présente partie qui sont définis pour l'application de l'article 146.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'entendent au sens de cet article;
- b) les autres termes de la présente partie s'entendent au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Terminologie

Purpose of Part

Purpose

33.2 The purpose of this Part is to provide, through financial assistance, an incentive to individuals to finance the post-secondary education of children from an early age by means of savings in registered education savings plans.

Objet

33.2 La présente partie a pour objet d'encourager les particuliers, par l'octroi d'une aide financière, à financer les études postsecondaires d'enfants en se constituant, dès le premier âge de ceux-ci, de l'épargne dans les régimes enregistrés d'épargne-études.

Objet

Payments

Authority to
pay CES
grants

33.3 (1) Subject to this Part and the regulations, on application to the Minister in a form and manner approved by the Minister, the Minister may, on such terms and conditions as the Minister may specify by agreement between the Minister and the trustee of a trust governed by a registered education savings plan, pay a grant to the trustee for the benefit of the trust in respect of contributions made to the plan in 1998 or a subsequent year by subscribers under the plan in respect of a beneficiary under the plan, other than a beneficiary who was 17 years of age or older at the end of the preceding year, of an amount not exceeding the lesser of

- (a) 20% of the contributions made in the year, and
- (b) the amount of
- (i) if the year is 1998, \$400, and
- (ii) in any other case, \$800.

Versements

33.3 (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, le ministre peut, sur demande qui lui est adressée en la forme et selon les modalités qu'il approuve, verser au fiduciaire d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-études une subvention au profit de la fiducie, au titre des cotisations que versent au régime en 1998 ou au cours d'une année postérieure des souscripteurs du régime à l'égard d'un bénéficiaire âgé de moins de 17 ans à la fin de l'année précédente. Cette subvention est versée selon les modalités que le ministre peut fixer dans une convention conclue avec le fiduciaire et ne peut excéder le moins élevé des montants suivants :

- a) 20 % des cotisations versées au cours de l'année;
- b) le montant applicable suivant :
- (i) 400 \$ pour 1998,
- (ii) 800 \$ pour les années postérieures.

Autorisation
de verser des
subventions
pour
l'épargne-
études

Where no
grant payable

(2) No CES grant may be paid in respect of a contribution in respect of a beneficiary under a registered education savings plan unless

- (a) the beneficiary's Social Insurance Number is provided to the Minister; and

(2) Une subvention pour l'épargne-études ne peut être versée au titre d'une cotisation versée à l'égard d'un bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-études que si les conditions suivantes sont réunies :

Conditions

(b) the beneficiary is resident in Canada at the time the contribution is made.

a) le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire est fourni au ministre;

b) le bénéficiaire réside au Canada au moment du versement de la cotisation.

Interest

(3) The Minister may in prescribed circumstances pay interest, determined in accordance with prescribed rules, in respect of a CES grant.

(3) Le ministre peut, dans les circonstances prévues par règlement, verser sur une subvention pour l'épargne-études des intérêts calculés selon les modalités réglementaires.

Intérêts

General

Dispositions générales

Recovery of payments and interest

33.4 An amount required to be repaid to the Minister under this Part or under an agreement entered into under this Part and any interest due in respect of the amount constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

33.4 Le montant à rembourser au ministre aux termes de la présente partie ou d'une convention conclue sous son régime, et les intérêts exigibles y afférents, constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada et sont recouvrables à ce titre devant la Cour fédérale ou devant tout autre tribunal compétent.

Recouvrement des paiements et des intérêts

Access to information

33.5 (1) Subject to subsections (3) and (4) and except as otherwise prescribed, all information obtained in the course of the administration or enforcement of this Part is privileged and no person shall knowingly make it available or allow it to be made available to any other person except for the purpose of the administration or enforcement of this Part or the *Income Tax Act*.

33.5 (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4) et sauf disposition réglementaire contraire, les renseignements recueillis dans le cadre de l'application de la présente partie sont protégés, et nul ne peut sciemment les rendre accessibles si ce n'est pour l'application de la présente partie ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Communication de renseignements

Social Insurance Number information

(2) Subject to subsections (3) and (4), no person shall knowingly use, communicate or allow to be communicated the Social Insurance Number of an individual that was obtained for a purpose related to an application for a CES grant under this Part except for the purpose of the administration or enforcement of this Part or the *Income Tax Act*.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), nul ne peut sciemment utiliser, communiquer ou permettre que soit communiqué le numéro d'assurance sociale d'un particulier qui a été obtenu à une fin liée à une demande de subvention pour l'épargne-études dans le cadre de la présente partie, si ce n'est pour l'application de la présente partie ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Renseignements sur le numéro d'assurance sociale

Provisions of Canada Pension Plan re information applicable

(3) Subject to subsection (4) and except as otherwise prescribed, sections 104 to 104.03, 104.05 to 104.08, 104.1 and 104.11 of the *Canada Pension Plan* relating to the protection of personal information apply, with such modifications as the circumstances require, to this Part and shall be read as if they were contained in this Part but, for the purposes of this Part,

(3) Sous réserve du paragraphe (4) et sauf disposition réglementaire contraire, les articles 104 à 104.03, 104.05 à 104.08, 104.1 et 104.11 du *Régime de pensions du Canada* concernant la protection des renseignements personnels s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la présente partie et sont réputés en faire partie. Toutefois, pour l'application de la présente partie :

Application du Régime de pensions du Canada

(a) any matter or thing that is to be or may be prescribed under any of those sections is to be or may be prescribed under this Part;

a) toute mesure d'ordre réglementaire qui doit ou peut être prise en application de ces articles doit ou peut l'être en application de la présente partie;

(b) the Minister referred to in any of those sections shall be construed to be the Minister under this Act; and

(c) a reference in any of those sections to “representative” shall be read as “legal representative” in respect of information that is a Social Insurance Number.

Restriction on application of certain provisions

(4) Sections 104.05 to 104.07 of the *Canada Pension Plan* do not apply to this Part in respect of information received solely by reason of subparagraph 241(4)(d)(vii.1) of the *Income Tax Act*.

Regulations

33.6 The Governor in Council may make regulations for carrying out the purpose and provisions of this Part and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) prescribing any matter or thing that by this Part is to be or may be prescribed;

(b) establishing conditions that must be met by a registered education savings plan and by persons in respect of the plan before a CES grant may be paid in respect of the plan;

(c) establishing the manner of determining the amount of a CES grant that may be paid in respect of contributions to registered education savings plans;

(d) specifying terms and conditions to be included in agreements entered into between a trustee under a registered education savings plan and the Minister relating to the terms and conditions applicable to the payment of a CES grant and specifying, for inclusion in the agreements, in addition to such other conditions as the Minister deems appropriate, the obligations of a trustee under an agreement;

(e) specifying circumstances under which all or part of any amount paid under this Part is to be repaid to the Minister; and

(f) establishing, for the purpose of determining an amount required to be repaid under this Part in respect of CES grants, the manner of determining the portion, if any, of an educational assistance payment made

b) le ministre visé à ces articles est réputé être celui visé par la présente loi;

c) la mention de « représentant » dans ces articles vaut mention de « représentant légal » pour ce qui est d'un renseignement qui est un numéro d'assurance sociale.

Restriction

(4) Les articles 104.05 à 104.07 du *Régime de pensions du Canada* ne s'appliquent pas à la présente partie pour ce qui est des renseignements recueillis par le seul effet du sous-alinéa 241(4)d)(vii.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Règlements

33.6 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente partie et notamment :

a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;

b) prévoir les conditions à remplir par un régime enregistré d'épargne-études et par des personnes relativement au régime avant qu'une subvention pour l'épargne-études puisse être versée relativement au régime;

c) établir le mode de calcul du montant d'une subvention pour l'épargne-études qui peut être versée au titre de cotisations à des régimes enregistrés d'épargne-études;

d) préciser les modalités à inclure dans les conventions conclues entre le fiduciaire d'un régime enregistré d'épargne-études et le ministre concernant les modalités applicables au versement d'une subvention pour l'épargne-études et fixer les obligations — à inclure dans les conventions avec les autres conditions que le ministre juge indiquées — du fiduciaire dans le cadre d'une convention;

e) préciser les circonstances dans lesquelles tout ou partie d'un montant versé aux termes de la présente partie est à rembourser au ministre;

f) établir, aux fins du calcul d'un montant à rembourser aux termes de la présente partie relativement à des subventions pour l'épargne-études, le mode de calcul de la partie éventuelle d'un paiement d'aide aux études effectué dans le cadre d'un régime

under a registered education savings plan that is attributable to CES grants.

enregistré d'épargne-études qui est imputable à des subventions pour l'épargne-études.

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

73. Schedule II to the Access to Information Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to

73. L'annexe II de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Department of Human Resources Development Act

Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines

Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines

Department of Human Resources Development Act

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 33.5".

ainsi que de la mention « article 33.5 » en regard de ce titre de loi.

R.S., c. 1 (5th Supp.)

*Income Tax Act**Loi de l'impôt sur le revenu*L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

74. Section 146.1 of the Income Tax Act is amended by adding the following after subsection (13):

74. L'article 146.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu est modifié par adjonction, après le paragraphe (13), de ce qui suit :

RESP information

(13.1) Every trustee under a registered education savings plan shall, in prescribed form and manner, file with the Minister information returns in respect of the plan.

(13.1) Le fiduciaire d'un régime enregistré d'épargne-études est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, des déclarations de renseignements concernant le régime.

Renseignements sur les REEE

75. Paragraph 241(4)(d) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (vii):

75. L'alinéa 241(4)d) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (vii), de ce qui suit :

(vii.1) to an official of the Department of Human Resources Development or to a prescribed official solely for the purpose of the administration or enforcement of Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act*,

(vii.1) à un fonctionnaire du ministère du Développement des ressources humaines ou à un fonctionnaire visé par règlement, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*,

PART 6

PARTIE 6

ADMINISTRATION AGREEMENTS
WITH ABORIGINAL GOVERNMENTSACCORDS D'APPLICATION AVEC DES
GOUVERNEMENTS AUTOCHTONESR.S., c. F-8;
1995, c. 17,
s. 45*Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act**Loi sur les arrangements fiscaux entre le
gouvernement fédéral et les provinces*L.R., ch. F-8;
1995, ch. 17,
art. 451992, c. 10,
s. 1(2)

76. (1) The portion of the definition "administration agreement" in subsection 2(1) of the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act before paragraph (b) is replaced by the following:

76. (1) Le passage de la définition de « accord d'application », au paragraphe 2(1) de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 10,
par. 1(2)

“adminis-
tration
agreement”
« accord
d’appa-
lication »

“administration agreement” means an agree-
ment between the Government of Canada
and the government of a province or an ab-
original government under which

(a) the Government of Canada will
administer and enforce an Act of the
legislature of the province, or legislation
made by an aboriginal government, that
imposes a tax and will make payments to
the province or the aboriginal govern-
ment in respect of the taxes collected, in
accordance with the terms and conditions
of the agreement, or

**(2) Subsection 2(1) of the Act is amended
by adding the following in alphabetical
order:**

“aboriginal
government”
« gouverne-
ment
autochtone »

“aboriginal government” means an Indian, an
Inuit or a Métis government or the “council
of the band”, as defined in subsection 2(1)
of the *Indian Act*;

**77. Subsection 7(1) of the Act is replaced
by the following:**

7. (1) The Minister or the Minister of
National Revenue, with the approval of the
Governor in Council, may on behalf of the
Government of Canada enter into an adminis-
tration agreement with the government of a
province or an aboriginal government.

1992, c. 10,
s. 4

Adminis-
tration
agreement

1992, c. 10,
s. 4

Advance
payments
under
agreements

**78. Section 8 of the Act is replaced by the
following:**

8. Where the government of a province or
an aboriginal government has entered into an
administration agreement, the Minister, in
accordance with the regulations, may make
advance payments to the province or the
aboriginal government out of the Consoli-
dated Revenue Fund on account of any
amount that may become payable to the
province or the aboriginal government pur-
suant to the administration agreement.

1992, c. 10,
s. 4

Payment out
of C.R.F.

**79. Subsections 8.1(1) and (2) of the Act
are replaced by the following:**

8.1 (1) Subject to subsection (2), where an
administration agreement has been entered
into in respect of an Act of the legislature of a
province or in respect of legislation made by
an aboriginal government, payments may be

« accord d’application » Accord conclu entre
le gouvernement du Canada et le gouverne-
ment d’une province ou un gouvernement
autochtone en application duquel, selon le
cas :

a) le gouvernement du Canada applique-
ra une loi provinciale ou un texte législa-
tif d’un gouvernement autochtone éta-
blissant un impôt ou une taxe et fera des
versements à la province ou au gouverne-
ment autochtone relativement aux im-
pôts et aux taxes perçus, en conformité
avec les modalités de l’accord;

**(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est
modifié par adjonction, selon l’ordre alpha-
bétique, de ce qui suit :**

« gouvernement autochtone » Gouvernement
indien, inuit ou métis ou « conseil de la ban-
de » au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur
les Indiens*.

**77. Le paragraphe 7(1) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

7. (1) Avec l’approbation du gouverneur en
conseil, le ministre ou le ministre du Revenu
national peut conclure, pour le compte du
gouvernement du Canada, un accord d’appa-
lication avec le gouvernement d’une province
ou un gouvernement autochtone.

**78. L’article 8 de la même loi est remplacé
par ce qui suit :**

8. Lorsque le gouvernement d’une province
ou un gouvernement autochtone a conclu un
accord d’application, le ministre peut, confor-
mément aux règlements, verser à la province
ou au gouvernement autochtone, sur le Trésor,
des avances au titre de tout montant qui peut
devenir payable à la province ou au gouverne-
ment autochtone en application de l’accord.

**79. Les paragraphes 8.1(1) et (2) de la
même loi sont remplacés par ce qui suit :**

8.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2),
lorsqu’un accord d’application a été conclu
relativement à une loi provinciale ou à un
texte législatif d’un gouvernement autochto-
ne, des versements sur le Trésor peuvent être

« accord
d’appa-
cation »
“adminis-
tration
agreement”

« gouverne-
ment
autochtone »
“aboriginal
government”

1992, ch. 10,
art. 4

Accord
d’application

1992, ch. 10,
art. 4

Paiements
anticipés aux
termes des
accords

1992, ch. 10,
art. 4

Versement
sur le Trésor

made to a person out of the Consolidated Revenue Fund on account of any amount that is payable to that person under that Act or legislation, in accordance with the terms and conditions of the administration agreement.

Advances from the C.R.F.

(2) Where no amount is held on behalf of the province or aboriginal government from which a payment under subsection (1) may be made, or the amount of the payment exceeds the amount so held, payment pursuant to subsection (1) may be made as a recoverable advance from the Consolidated Revenue Fund if the repayment of the amount or the excess by the government of the province or the aboriginal government is provided for in the administration agreement.

faits à une personne, en conformité avec les modalités de l'accord, au titre de tout montant qui lui est payable en vertu de cette loi ou de ce texte.

(2) Lorsqu'aucun montant au titre duquel un versement peut être fait en application du paragraphe (1) n'est détenu pour le compte d'une province ou d'un gouvernement autochtone ou que le versement excède le montant ainsi détenu, un versement peut être fait en application du paragraphe (1) à titre d'avance recouvrable sur le Trésor à condition que le remboursement du montant ou de l'excédent par le gouvernement de la province ou le gouvernement autochtone soit prévu dans l'accord d'application.

Avance sur le Trésor

PART 7

TOBACCO PRODUCTS

Excise Tax Act

R.S., c. E-15

1997, c. 26, s. 65(2)

80. (1) Paragraph 23.341(3)(b) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

- (b) the excise tax imposed at the rates of
- (i) \$0.08513 per five cigarettes, in the case of cigarettes, and
 - (ii) \$0.01065 per tobacco stick, in the case of tobacco sticks.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on February 14, 1998.

81. (1) Subsection 68.169(3.22) of the Act is replaced by the following:

(3.22) Where, after December 11, 1996 and before February 14, 1998, a licensed wholesale vendor sells Nova Scotia cigarettes or Nova Scotia tobacco sticks to a licensed retail vendor, or to a consumer in the Province of Prince Edward Island for consumption by the consumer or by others at the expense of the consumer, the Minister may pay to the licensed wholesale vendor a tax rebate equal to the total of

- (a) \$0.00625 multiplied by the number of those cigarettes, and
- (b) \$0.0047 multiplied by the number of those tobacco sticks.

1997, c. 26, s. 68(2)

Rebate after December 11, 1996 and before February 14, 1998

PARTIE 7

PRODUITS DU TABAC

Loi sur la taxe d'accise

L.R., ch. E-15

80. (1) L'alinéa 23.341(3)b) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacé par ce qui suit :

- b) la taxe d'accise imposée aux taux suivants :
- (i) 0,08513 \$ par quantité de cinq cigarettes,
 - (ii) 0,01065 \$ par bâtonnet de tabac.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 14 février 1998.

81. (1) Le paragraphe 68.169(3.22) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3.22) Le ministre peut verser au vendeur en gros titulaire de licence qui vend, après le 11 décembre 1996 et avant le 14 février 1998, des cigarettes de la Nouvelle-Écosse ou des bâtonnets de tabac de la Nouvelle-Écosse à un vendeur au détail titulaire de licence, ou à un consommateur dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard qui achète les cigarettes ou les bâtonnets pour sa propre consommation ou pour celle d'autres personnes à ses frais, une remise de taxe égale au total des produits suivants :

- a) le produit de 0,00625 \$ par le nombre de ces cigarettes;

1997, ch. 26, par. 65(2)

1997, ch. 26, par. 68(2)

Remise après le 11 décembre 1996 et avant le 14 février 1998

Rebate after
February 13,
1998

(3.23) Where, after February 13, 1998, a licensed wholesale vendor sells Nova Scotia cigarettes or Nova Scotia tobacco sticks to a licensed retail vendor, or to a consumer in the Province of Prince Edward Island for consumption by the consumer or by others at the expense of the consumer, the Minister may pay to the licensed wholesale vendor a tax rebate equal to the total of

- (a) \$0.00625 multiplied by the number of those cigarettes, and
- (b) \$0.004 multiplied by the number of those tobacco sticks.

1997, c. 26,
s. 68(2)

(2) The portion of subsection 68.169(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) To qualify to receive a rebate under any of subsections (2) to (3.23) in respect of manufactured tobacco, the licensed wholesale vendor must

Conditions for
rebate

1997, c. 26,
s. 68(2)

(3) Subsection 68.169(5) of the Act is replaced by the following:

(5) A licensed wholesale vendor shall not apply for a rebate under any of subsections (2) to (3.23) more often than once per month.

Only one
application
per month

(4) Subsections (1) to (3) are deemed to have come into force on February 14, 1998.

1997, c. 26,
s. 74(1)

82. (1) The portion of paragraph 1(a) of Schedule II to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) \$0.06638 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, where

(2) Paragraph 1(b) of Schedule II to the Act is replaced by the following:

(b) \$0.05638 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package where the cigarettes are marked or stamped in accordance with the *Tobacco Tax Act*, R.S.Q. 1977, c. I-2, to indicate that the cigarettes are intended for retail sale in the Province of Quebec;

1997, c. 26,
s. 74(2)

b) le produit de 0,0047 \$ par le nombre de ces bâtonnets de tabac.

(3.23) Le ministre peut verser au vendeur en gros titulaire de licence qui vend, après le 13 février 1998, des cigarettes de la Nouvelle-Écosse ou des bâtonnets de tabac de la Nouvelle-Écosse à un vendeur au détail titulaire de licence, ou à un consommateur dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard qui achète les cigarettes ou les bâtonnets pour sa propre consommation ou pour celle d'autres personnes à ses frais, une remise de taxe égale au total des produits suivants :

- a) le produit de 0,00625 \$ par le nombre de ces cigarettes;
- b) le produit de 0,004 \$ par le nombre de ces bâtonnets de tabac.

Remise après
le 13 février
1998

(2) Le passage du paragraphe 68.169(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour être admissible à la remise visée à l'un des paragraphes (2) à (3.23) relativement à du tabac fabriqué, le vendeur en gros titulaire de licence doit :

1997, ch. 26,
par. 68(2)

(3) Le paragraphe 68.169(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Un vendeur en gros titulaire de licence ne peut présenter, en application de l'un des paragraphes (2) à (3.23), plus d'une demande de remise par mois.

1997, ch. 26,
par. 68(2)

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 14 février 1998.

82. (1) Le passage de l'alinéa 1a) de l'annexe II de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) 0,06638 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, si, selon le cas :

(2) L'alinéa 1b) de l'annexe II de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) 0,05638 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, si les cigarettes portent, en conformité avec la *Loi concernant l'impôt sur le tabac*, L.R.Q. (1977), ch. I-2, une marque ou une estampille indiquant qu'il s'agit de cigarettes destinées à la vente au détail dans la province de Québec;

1997, ch. 26,
par. 74(1)

1997, ch. 26,
par. 74(2)

Conditions de
la remise

Une seule
demande par
mois

1997, c. 26,
s. 74(3)

(3) The portion of paragraph 1(c) of Schedule II to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) \$0.11638 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, where

1997, c. 26,
s. 74(4)

(4) Paragraph 1(d) of Schedule II to the Act is replaced by the following:

(d) \$0.11138 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package where the cigarettes are marked or stamped in accordance with the *Tobacco Tax Act*, R.S.N.B. 1973, c. T-7, to indicate that the cigarettes are intended for retail sale in the Province of New Brunswick;

1997, c. 26,
s. 74(4)

(5) The portion of paragraph 1(e) of Schedule II to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(e) \$0.11638 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, where

(6) Subsections (1) to (5) are deemed to have come into force on February 14, 1998.

(7) For the purposes of the provisions of the *Customs Act* and the *Excise Tax Act* that provide for the payment of, or liability to pay, any interest, subsections (1) to (5) are deemed to have come into force as if this Act had been assented to on February 14, 1998.

1994, c. 29,
s. 14(1)

83. (1) The portion of paragraph 2(a) of Schedule II to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) \$0.00925 per stick, where

1994, c. 29,
s. 14(1);
1997, c. 26,
s. 75(1)

(2) Paragraphs 2(b) to (d) of Schedule II to the Act are replaced by the following:

(b) \$0.00925 per stick, where the tobacco sticks are marked or stamped in accordance with the *Tobacco Tax Act*, R.S.Q. 1977, c. I-2, to clearly indicate that the tobacco sticks are intended for retail sale in the Province of Quebec;

(3) Le passage de l'alinéa 1c) de l'annexe II de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

c) 0,11638 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, si, selon le cas :

(4) L'alinéa 1d) de l'annexe II de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) 0,11138 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, si les cigarettes portent, en conformité avec la *Loi de la taxe sur le tabac*, L.R.N.-B. (1973), ch. T-7, une marque ou une estampille indiquant qu'il s'agit de cigarettes destinées à la vente au détail dans la province du Nouveau-Brunswick;

(5) Le passage de l'alinéa 1e) de l'annexe II de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

e) 0,11638 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, si les conditions suivantes sont réunies :

(6) Les paragraphes (1) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 14 février 1998.

(7) Pour l'application des dispositions de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise* concernant le paiement d'intérêts, ou l'obligation d'en payer, les paragraphes (1) à (5) sont réputés entrés en vigueur comme si la présente loi avait été sanctionnée le 14 février 1998.

1997, ch. 26,
par. 74(3)

1997, ch. 26,
par. 74(4)

1997, ch. 26,
par. 74(4)

83. (1) Le passage de l'alinéa 2a) de l'annexe II de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) 0,00925 \$ le bâtonnet, si, selon le cas :

(2) Les alinéas 2b) à d) de l'annexe II de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) 0,00925 \$ le bâtonnet, si les bâtonnets de tabac portent, en conformité avec la *Loi concernant l'impôt sur le tabac*, L.R.Q. (1977), ch. I-2, une marque ou une estampille indiquant qu'il s'agit de bâtonnets destinés à la vente au détail dans la province du Québec;

1994, ch. 29,
par. 14(1)

1994, ch. 29,
par. 14(1);
1997, ch. 26,
par. 75(1)

(c) \$0.01265 per stick, where the tobacco sticks are marked or stamped in accordance with the *Tobacco Tax Act*, R.S.N.B. 1973, c. T-7, to clearly indicate that the tobacco sticks are intended for retail sale in the Province of New Brunswick; and

(d) \$0.01465 per stick, in any other case.

(3) Subsections (1) and (2) are deemed to have come into force on February 14, 1998.

(4) For the purposes of the provisions of the *Customs Act* and the *Excise Tax Act* that provide for the payment of, or liability to pay, any interest, subsections (1) and (2) are deemed to have come into force as if this Act had been assented to on February 14, 1998.

c) 0,01265 \$ le bâtonnet, si les bâtonnets de tabac portent, en conformité avec la *Loi de la taxe sur le tabac*, L.R.N.-B. (1973), ch. T-7, une marque ou une estampille indiquant qu'il s'agit de bâtonnets destinés à la vente au détail dans la province du Nouveau-Brunswick;

d) 0,01465 \$ le bâtonnet, dans les autres cas.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 14 février 1998.

(4) Pour l'application des dispositions de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise* concernant le paiement d'intérêts, ou l'obligation d'en payer, les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur comme si la présente loi avait été sanctionnée le 14 février 1998.

PART 8

AIR TRANSPORTATION TAX

Excise Tax Act

R.S., c. E-15

1990, c. 45,
s. 2(1)

84. (1) Subparagraph 11(1)(a)(i) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

(i) the amount that is

(A) 4% of each amount paid or payable, if the amount is paid or payable in Canada after December 31, 1997 for transportation of a person by air that begins after February 28, 1998,

(B) 4% of each amount paid or payable, if the amount is paid or payable outside Canada after December 31, 1997 and the first emplanement by the person, as described in paragraph 10(2)(b), occurs after February 28, 1998, or

(C) 7% of each amount paid or payable, in any other case, and

(2) Subparagraphs 11(2)(a)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:

(i) the amount that is

(A) 4% of each amount paid or payable, if the amount is paid or payable after December 31, 1997 to a certified

1990, c. 45,
s. 2(2); 1994,
c. 29, s. 2(2)

PARTIE 8

TAXE DE TRANSPORT AÉRIEN

Loi sur la taxe d'accise

L.R., ch.
E-15

1990, ch. 45,
par. 2(1)

84. (1) Le sous-alinéa 11(1)(a)(i) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacé par ce qui suit :

(i) le montant représentant :

(A) quatre pour cent de chaque montant payé ou payable, s'il est payé ou payable au Canada après le 31 décembre 1997 en contrepartie du transport aérien d'une personne qui commence après le 28 février 1998,

(B) quatre pour cent de chaque montant payé ou payable, s'il est payé ou payable à l'étranger après le 31 décembre 1997 et si l'embarquement initial de la personne, visé à l'alinéa 10(2)(b), a lieu après le 28 février 1998,

(C) sept pour cent de chaque montant payé ou payable, dans les autres cas,

(2) Les sous-alinéas 11(2)(a)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) le montant représentant :

(A) quatre pour cent de chaque montant payé ou payable, s'il est payé ou

1990, ch. 45,
par. 2(2);
1994, ch. 29,
par. 2(2)

air carrier by the charterer for transportation of a person by air that begins after February 28, 1998, or

(B) 7% of each amount paid or payable to a certified air carrier by the charterer, in any other case, and

(ii) the amount that is

(A) \$1.50 in respect of each emplanement, pursuant to the charter agreement of that charterer, on the aircraft by any person, if the amount is paid or payable to a certified air carrier by the charterer after December 31, 1997 for transportation of the person by air that begins after February 28, 1998, or

(B) \$3 in respect of each emplanement, pursuant to the charter agreement of that charterer, on the aircraft by any person, in any other case, and

payable après le 31 décembre 1997 à un transporteur aérien titulaire de certificat par l'affréteur en contrepartie du transport aérien d'une personne qui commence après le 28 février 1998,

(B) sept pour cent de chaque montant payé ou payable à un transporteur aérien titulaire de certificat par l'affréteur, dans les autres cas,

(ii) le montant représentant :

(A) un dollar et cinquante cents pour chaque embarquement d'une personne à bord de l'aéronef dans le cadre du contrat d'affrètement de cet affréteur, si le montant est payé ou payable à un transporteur aérien titulaire de certificat par l'affréteur après le 31 décembre 1997 en contrepartie du transport aérien de la personne qui commence après le 28 février 1998,

(B) trois dollars pour chaque embarquement d'une personne à bord de l'aéronef dans le cadre du contrat d'affrètement de cet affréteur, dans les autres cas;

1995, c. 36,
s. 1(1)

85. (1) Subparagraph 13(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the amount of

(A) \$30, if the amount paid or payable for transportation of the person by air is paid or payable after December 31, 1997 for transportation of the person by air that begins after February 28, 1998, or

(B) \$55, in any other case, and

1995, c. 36,
s. 1(2)

(2) Subparagraph 13(2)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the amount of

(A) \$30, if the amount paid or payable for the transportation of a person by air is paid or payable to a certified air carrier by the charterer after December 31, 1997 for transportation of the

85. (1) Le sous-alinéa 13(1)a(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) la somme de :

(A) trente dollars, si le montant payé ou payable en contrepartie du transport aérien de la personne est payé ou payable après le 31 décembre 1997 en contrepartie du transport aérien de la personne qui commence après le 28 février 1998,

(B) cinquante-cinq dollars, dans les autres cas,

1995, ch. 36,
par. 1(1)

(2) Le sous-alinéa 13(2)a(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) la somme de :

(A) trente dollars, si le montant payé ou payable en contrepartie du transport aérien d'une personne est payé ou payable à un transporteur aérien titulaire de certificat par l'affréteur après

1995, ch. 36,
par. 1(2)

person by air that begins after February 28, 1998, or

(B) \$55, in any other case, and

1995, c. 36,
s. 1(3)

(3) Clause 13(2.2)(a)(i)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) the amount of

(I) \$30, if the amount paid or payable for the transportation is paid or payable after December 31, 1997 and the first emplanement by the person, within the meaning of subsection (2.1), occurs after February 28, 1998, or

(II) \$55, in any other case, and

1995, c. 36,
s. 1(4)

(4) Clause 13(2.2)(b)(i)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) the amount of

(I) \$15, if the amount paid or payable for the transportation is paid or payable after December 31, 1997 and the first emplanement by the person, within the meaning of subsection (2.1), occurs after February 28, 1998, or

(II) \$27.50, in any other case, and

1994, c. 29,
s. 4(1)

86. Subparagraph 13.1(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the amount that is

(A) the total of 4% of the aggregate of all such amounts and \$3, if the amount paid or payable for the transportation is paid or payable after December 31, 1997 for transportation of the person by air that begins after February 28, 1998, or

(B) the total of 7% of the aggregate of all such amounts and \$6, in any other case, and

1996, c. 20,
s. 104

87. Section 16.1 of the Act is replaced by the following:

le 31 décembre 1997 en contrepartie du transport aérien de la personne qui commence après le 28 février 1998,

(B) cinquante-cinq dollars, dans les autres cas,

1995, ch. 36,
par. 1(3)

(3) La division 13(2.2)a)(i)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) la somme de :

(I) trente dollars, si le montant payé ou payable en contrepartie du transport est payé ou payable après le 31 décembre 1997 et si l'embarquement initial de la personne, au sens du paragraphe (2.1), a lieu après le 28 février 1998,

(II) cinquante-cinq dollars, dans les autres cas,

1995, ch. 36,
par. 1(4)

(4) La division 13(2.2)b)(i)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) la somme de :

(I) quinze dollars, si le montant payé ou payable en contrepartie du transport est payé ou payable après le 31 décembre 1997 et si l'embarquement initial de la personne, au sens du paragraphe (2.1), a lieu après le 28 février 1998,

(II) vingt-sept dollars et cinquante cents, dans les autres cas,

1994, ch. 29,
par. 4(1)

86. Le sous-alinéa 13.1(1)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) l'une des sommes suivantes :

(A) la somme de quatre pour cent du total de ces montants et de trois dollars, si le montant payé ou payable en contrepartie du transport est payé ou payable après le 31 décembre 1997 en contrepartie du transport aérien de la personne qui commence après le 28 février 1998,

(B) la somme de sept pour cent du total de ces montants et de six dollars, dans les autres cas,

1996, ch. 20,
art. 104

87. L'article 16.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Elimination of air transportation tax

16.1 No tax shall be imposed, levied or collected on any amount paid or payable for the transportation of a person by air that

(a) in the case of tax imposed under subsection 10(1) or 12(1), begins after October 31, 1998; or

(b) in the case of tax imposed under subsection 10(2) or 12(2), does not include an emplanement of the person, within the meaning of subsection 13(2.1), before November 1, 1998.

1996, c. 20, s. 105

88. Subsection 17(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Subsection (1) applies only to a certified air carrier that provides air transportation before November 1, 1998.

Application

1996, c. 20, s. 106

89. Subsection 20(2.1) of the Act is replaced by the following:

(2.1) No return is required under subsection (2) if the last preceding month is a month after October 31, 1998.

Cessation of obligation

90. Sections 84 to 89 are deemed to have come into force on December 5, 1997.

PART 9

NATIONAL CHILD BENEFIT SYSTEM

Income Tax Act

91. (1) The heading “Child Tax Benefit” before section 122.6 of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

Canada Child Tax Benefit

(2) Subsection (1) applies after June 1998.

92. (1) The definitions “adjusted earned income” and “earned income” in section 122.6 of the Act are repealed.

(2) Subsection (1) applies with respect to overpayments deemed to arise during months that are after June 1998.

93. (1) Subsection 122.61(1) of the Act is replaced by the following:

16.1 Aucune taxe n'est imposée, prélevée ou perçue sur un montant payé ou payable pour le transport aérien d'une personne qui :

a) dans le cas d'une taxe imposée en vertu des paragraphes 10(1) ou 12(1), commence après le 31 octobre 1998;

b) dans le cas d'une taxe imposée en vertu des paragraphes 10(2) ou 12(2), ne comprend pas l'embarquement de la personne, au sens du paragraphe 13(2.1), avant le 1^{er} novembre 1998.

88. Le paragraphe 17(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le paragraphe (1) s'applique au transporteur aérien titulaire de certificat qui fournit des services de transport aérien avant le 1^{er} novembre 1998.

89. Le paragraphe 20(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Aucune déclaration n'est requise aux termes du paragraphe (2) si le mois écoulé est postérieur au 31 octobre 1998.

90. Les articles 84 à 89 sont réputés entrés en vigueur le 5 décembre 1997.

PARTIE 9

RÉGIME NATIONAL DE PRESTATIONS POUR ENFANTS

Loi de l'impôt sur le revenu

91. (1) L'intertitre « Prestation fiscale pour enfants » précédant l'article 122.6 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

Prestation fiscale canadienne pour enfants

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de juillet 1998.

92. (1) Les définitions de « revenu gagné » et « revenu gagné modifié », à l'article 122.6 de la même loi, sont abrogées.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux paiements en trop réputés se produire au cours des mois postérieurs à juin 1998.

93. (1) Le paragraphe 122.61(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Taxe de transport aérien

1996, ch. 20, art. 105

Application

1996, ch. 20, art. 106

Cessation d'obligation

R.S., c. 1 (5th Supp.)

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Deemed
overpayment

122.61 (1) Where a person and, where the Minister so demands, the person's cohabiting spouse at the end of a taxation year have filed a return of income for the year, an overpayment on account of the person's liability under this Part for the year is deemed to have arisen during a month in relation to which the year is the base taxation year, equal to the amount determined by the formula

$$1/12[(A - B) + C]$$

where

A is the total of

- (a) the product obtained by multiplying \$1,020 by the number of qualified dependants in respect of whom the person was an eligible individual at the beginning of the month,
- (b) the product obtained by multiplying \$75 by the number of qualified dependants, in excess of 2, in respect of whom the person was an eligible individual at the beginning of the month, and
- (c) the amount determined by the formula

$$D - E$$

where

D is the product obtained by multiplying \$213 by the number of qualified dependants who have not attained the age of 7 years before the month and in respect of whom the person is an eligible individual at the beginning of the month, and

E is 25% of the total of all amounts deducted under section 63 in respect of qualified dependants in computing the income for the year of the person or the person's cohabiting spouse;

B is 5% (or where the person is an eligible individual in respect of only one qualified dependant at the beginning of the month,

122.61 (1) Lorsqu'une personne et, sur demande du ministre, son conjoint visé à la fin d'une année d'imposition produisent une déclaration de revenu pour l'année, un paiement en trop au titre des sommes dont la personne est redevable en vertu de la présente partie pour l'année est réputé se produire au cours d'un mois par rapport auquel l'année est l'année de base. Ce paiement correspond au résultat du calcul suivant :

$$1/12[(A - B) + C]$$

où :

A représente le total des montants suivants :

- a) le produit de 1 020 \$ par le nombre de personnes à charge admissibles à l'égard desquelles la personne était un particulier admissible au début du mois,
- b) le produit de 75 \$ par le nombre de personnes à charge admissibles — supérieur à deux — à l'égard desquelles la personne était un particulier admissible au début du mois,
- c) le résultat du calcul suivant :

$$D - E$$

où :

D représente le produit de 213 \$ par le nombre de personnes à charge admissibles âgées de moins de 7 ans avant le mois, à l'égard desquelles la personne est un particulier admissible au début du mois,

E 25 % du total des montants déduits en application de l'article 63, à l'égard de personnes à charge admissibles, dans le calcul du revenu pour l'année de la personne ou de son conjoint visé;

B 5 % (ou 2 1/2 % si la personne est un particulier admissible à l'égard d'une seule personne à charge admissible au début du mois) de l'excédent éventuel, sur 25 921 \$, du revenu modifié de la personne pour l'année;

Présomption
de paiement
en trop

2 1/2%) of the amount, if any, by which the person's adjusted income for the year exceeds \$25,921; and

C is the amount determined by the formula

$$F - (G \times H)$$

where

F is, where the person is an eligible individual in respect of

(a) only one qualified dependant, \$605, and

(b) two or more qualified dependants, the total of

(i) \$605 for the first qualified dependant,

(ii) \$405 for the second qualified dependant, and

(iii) \$330 for each, if any, of the third and subsequent qualified dependants,

G is the amount, if any, by which the person's adjusted income for the year exceeds \$20,921, and

H is, where the person is an eligible individual in respect of

(a) only one qualified dependant, 12.1%,

(b) two qualified dependants, 20.2%, and

(c) three or more qualified dependants, 26.8%.

(2) Subsection 122.61(5.1) of the Act is repealed.

(3) Subsections (1) and (2) apply with respect to overpayments deemed to arise during months that are after June 1998.

94. If Bill C-28, introduced in the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled the *Income Tax Amendments Act, 1997*, is assented to, then, on the later of the coming into force of subsection 141(1) of that Act and this section, paragraphs 122.61(3.1)(a) to (c) of the *Income Tax Act*, as enacted by that subsection, are replaced by the following:

C le résultat du calcul suivant :

$$F - (G \times H)$$

où :

F représente :

a) si la personne est un particulier admissible à l'égard d'une seule personne à charge admissible, 605 \$,

b) si elle est un particulier admissible à l'égard de plusieurs personnes à charge admissibles, le total des montants suivants :

(i) 605 \$ pour la première,

(ii) 405 \$ pour la deuxième,

(iii) 330 \$ pour chacune des autres,

G l'excédent éventuel, sur 20 921 \$, du revenu modifié de la personne pour l'année,

H :

a) si la personne est un particulier admissible à l'égard d'une seule personne à charge admissible : 12,1 %,

b) si elle est un particulier admissible à l'égard de deux personnes à charge admissibles : 20,2 %,

c) si elle est un particulier admissible à l'égard de trois personnes à charge admissibles ou plus : 26,8 %.

(2) Le paragraphe 122.61(5.1) de la même loi est abrogé.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux paiements en trop réputés se produire au cours des mois postérieurs à juin 1998.

94. En cas de sanction du projet de loi C-28, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature et intitulé *Loi de 1997 modifiant l'impôt sur le revenu*, à l'entrée en vigueur du paragraphe 141(1) de ce projet de loi ou à celle du présent article, la dernière en date étant à retenir, les alinéas 122.61(3.1)a) à c) de la

Modification conditionnelle — projet de loi C-28

(a) the individual's income for the year shall include the individual's income for the taxation year that begins on January 1 of the calendar year that includes the date of bankruptcy; and

(b) the total of all amounts deducted under section 63 in computing the individual's income for the year shall include the amount deducted under that section for the individual's taxation year that begins on January 1 of the calendar year that includes the date of bankruptcy.

Conditional
amendment —
Bill C-28

95. If Bill C-28, introduced in the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled the *Income Tax Amendments Act, 1997*, is assented to, then, on the later of the coming into force of subsection 142(2) of that Act and this section,

(a) the portion of subsection 122.62(5) of the *Income Tax Act* after paragraph (b), as enacted by the said subsection 142(2), is replaced by the following:

for the purpose of determining the amount deemed under subsection 122.61(1) to be an overpayment arising in any month after the particular month on account of the individual's liability under this Part for the base taxation year in relation to the particular month, subject to any subsequent election under subsection (6) or (7), the individual's adjusted income for the year is deemed to be equal to the individual's income for the year.

(b) the portion of subsection 122.62(6) of the *Income Tax Act* after paragraph (b), as enacted by the said subsection 142(2), is replaced by the following:

Loi de l'impôt sur le revenu, édictés par ce paragraphe, sont remplacés par ce qui suit :

a) son revenu pour l'année comprend son revenu pour l'année d'imposition qui commence le 1^{er} janvier de l'année civile qui comprend la date de la faillite;

b) le total des montants déduits en application de l'article 63 dans le calcul de son revenu pour l'année comprend le montant déduit en application de cet article pour son année d'imposition qui commence le 1^{er} janvier de l'année civile qui comprend la date de la faillite.

95. En cas de sanction du projet de loi C-28, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature et intitulé *Loi de 1997 modifiant l'impôt sur le revenu*, à l'entrée en vigueur du paragraphe 142(2) de ce projet de loi ou à celle du présent article, la dernière en date étant à retenir :

a) le paragraphe 122.62(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par ce paragraphe 142(2), est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsque le conjoint visé d'un particulier admissible à l'égard d'une personne à charge admissible est décédé avant la fin d'un mois donné, le particulier peut faire un choix, avant la fin du onzième mois suivant le mois donné et en la forme que le ministre estime acceptable, pour que son revenu modifié pour l'année soit réputé égal à son revenu pour l'année. Cette présomption ne s'applique que dans le cadre du calcul du montant réputé par le paragraphe 122.61(1) être un paiement en trop — qui se produit au cours d'un mois postérieur au mois donné — au titre des sommes dont le particulier est redevable en vertu de la présente partie pour l'année de base se rapportant au mois donné (sous réserve de tout choix subséquent fait en application des paragraphes (6) ou (7).

b) le paragraphe 122.62(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par ce paragraphe 142(2), est remplacé par ce qui suit :

Modification
condition-
nelle — projet de
loi C-28

Décès du
conjoint visé

for the purpose of determining the amount deemed under subsection 122.61(1) to be an overpayment arising in any month after the particular month on account of the individual's liability under this Part for the base taxation year in relation to the particular month, subject to any subsequent election under subsection (5) or (7), the individual's adjusted income for the year is deemed to be equal to the individual's income for the year.

96. Paragraph 239(2.21)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) who is an official to whom taxpayer information has been provided for a particular purpose under paragraph 241(4)(a), (d), (f), (i) or (j.1)

97. (1) Subsection 241(4) of the Act is amended by adding the following after paragraph (j):

(j.1) provide taxpayer information to an official or a designated person solely for the purpose of permitting the making of an adjustment to

(i) a social assistance payment made on the basis of a means, needs or income test, or

(ii) a payment pursuant to a prescribed law of a province in respect of a child within the meaning of the prescribed law,

where the purpose of the adjustment is to take into account the amount determined for C in subsection 122.61(1) in respect of a person for a taxation year;

(6) Le particulier admissible à l'égard d'une personne à charge admissible qui commence, avant la fin d'un mois donné, à vivre séparé de son conjoint visé, pour cause d'échec de leur mariage, pendant une période d'au moins 90 jours qui comprend un jour du mois donné, peut faire un choix, avant la fin du onzième mois suivant le mois donné et en la forme que le ministre estime acceptable, pour que son revenu modifié pour l'année soit réputé égal à son revenu pour l'année. Cette présomption ne s'applique que dans le cadre du calcul du montant réputé par le paragraphe 122.61(1) être un paiement en trop — qui se produit au cours d'un mois postérieur au mois donné — au titre des sommes dont le particulier est redevable en vertu de la présente partie pour l'année de base se rapportant au mois donné (sous réserve de tout choix subséquent fait en application des paragraphes (5) ou (7).

96. L'alinéa 239(2.21)b de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement confidentiel a été fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 241(4)a), d), f), i) ou j.1),

97. (1) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :

j.1) fournir un renseignement confidentiel à un fonctionnaire ou à une personne déterminée, mais uniquement en vue de permettre que soit effectué à l'égard d'un des paiements suivants un redressement ayant pour objet de prendre en compte le montant déterminé selon l'élément C de la formule figurant au paragraphe 122.61(1) à l'égard d'une personne pour une année d'imposition :

(i) un paiement d'assistance sociale effectué après examen des ressources, des besoins et du revenu,

(ii) un paiement prévu par une loi provinciale visée par règlement à l'égard d'un enfant au sens de cette loi.

(2) The portion of the definition “official” in subsection 241(10) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

or any person who was formerly so employed, who formerly occupied such a position or who was formerly so engaged and, for the purposes of subsection 239(2.21), subsections (1) and (2), the portion of subsection (4) before paragraph (a), and subsections (5) and (6), includes a designated person;

(3) Subsection 241(10) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“designated person” means any person who is employed in the service of, who occupies a position of responsibility in the service of, or who is engaged by or on behalf of,

(a) a municipality in Canada, or

(b) a public body performing a function of government in Canada,

or any person who was formerly so employed, who formerly occupied such a position or who was formerly so engaged;

“designated person”
« personne déterminée »

1992, c. 48,
Sch.

Children’s Special Allowances Act

98. (1) Subsection 8(1) of the *Children’s Special Allowances Act* is replaced by the following:

8. (1) The amount of special allowance to be paid in respect of a child for each month is one twelfth of the total of

(a) the amount expressed in dollars in paragraph (a) of the description of A in subsection 122.61(1) of the *Income Tax Act*, and

(b) the amount expressed in dollars in paragraph (a) of the description of F in that subsection,

each such amount being adjusted and rounded in accordance with subsections 122.61(5) and (7) of that Act.

(2) Subsection (1) applies with respect to special allowances payable for months that are after June 1998.

Calculation of amount

(2) La définition de « fonctionnaire », au paragraphe 241(10) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

Pour l’application du paragraphe 239(2.21), des paragraphes (1) et (2), du passage du paragraphe (4) précédant l’alinéa a) et des paragraphes (5) et (6), une personne déterminée est assimilée à un fonctionnaire.

(3) Le paragraphe 241(10) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« personne déterminée » Personne qui est ou a été employée par la personne ou l’organisme suivant, qui occupe ou a occupé une fonction de responsabilité au service d’une telle personne ou d’un tel organisme ou qui est ou a été engagée par une telle personne ou un tel organisme, ou en son nom :

a) une municipalité du Canada;

b) un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada.

« personne déterminée »
“designated person”

Loi sur les allocations spéciales pour enfants

1992, ch. 48,
ann.

98. (1) Le paragraphe 8(1) de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Le montant mensuel de l’allocation spéciale correspond au douzième de la somme des montants suivants :

a) le montant exprimé en dollars à l’alinéa a) de l’élément A de la formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

b) le montant exprimé en dollars à l’alinéa a) de l’élément F de la formule figurant à ce paragraphe.

Chacun de ces montants est rajusté et arrondi conformément aux paragraphes 122.61(5) et (7) de cette loi.

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux allocations spéciales payables pour les mois postérieurs à juin 1998.

Calcul du montant

PART 10

PARTIE 10

STUDENT LOANS

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

1994, c. 28

*Canada Student Financial Assistance Act**Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

1994, ch. 28

99. Section 9 of the *Canada Student Financial Assistance Act* is repealed.

99. L'article 9 de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* est abrogé.

100. (1) Paragraph 15(i) of the Act is replaced by the following:

100. (1) L'alinéa 15*i*) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) prescribing the circumstances under which a loan or a certificate of eligibility may be denied to a student, or an interest-free period referred to in subsection 7(1) may be terminated by the Minister;

i) déterminer les cas justifiant l'annulation de l'exemption du paiement d'intérêt prévue au paragraphe 7(1) ou le refus d'un prêt d'études ou d'un certificat d'admissibilité;

(2) Paragraph 15(l) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 15*l*) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(l) providing, in respect of student loans made to full-time and part-time students, for the gratuitous payment, including the method of calculating it, whether conditionally or unconditionally, by the Minister to lenders of amounts in respect of such loans, and for the discharge of such loans to the extent of those amounts;

l) prévoir, avec ou sans condition, le remboursement, ainsi que son mode de calcul, au prêteur par le ministre du montant d'une partie du prêt d'études et la décharge correspondante en ce qui concerne l'étudiant à temps plein ou à temps partiel;

R.S., c. S-23

*Canada Student Loans Act**Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*

L.R., ch. S-23

101. Section 10 of the *Canada Student Loans Act* is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (a), by deleting the word "and" at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (c).

101. L'alinéa 10*c*) de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* est abrogé.

102. Section 17 of the Act is amended by adding the following after paragraph (q):

102. L'article 17 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa *q*), de ce qui suit :

(q.1) providing, in respect of student loans made to full-time and part-time students, for the gratuitous payment, including the method of calculating it, whether conditionally or unconditionally, by the Minister to lenders of amounts in respect of those loans, and for the discharge of those loans to the extent of those amounts;

q.1) prévoir, avec ou sans condition, le remboursement, ainsi que son mode de calcul, au prêteur par le ministre du montant d'une partie du prêt d'études et la décharge correspondante en ce qui concerne l'étudiant à temps plein ou à temps partiel;

R.S., c. B-3;
1992, c. 27,
s. 2

Bankruptcy and Insolvency Act

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

L.R., ch. B-3;
1992, ch. 27,
art. 2

1997, c. 12,
s. 105(2)

103. (1) Subparagraph 178(1)(g)(ii) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is replaced by the following:

103. (1) L'alinéa 178(1)g) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 12,
par. 105(2)

(ii) within ten years after the date on which the bankrupt ceased to be a full- or part-time student; or

g) de toute dette ou obligation découlant d'un prêt consenti ou garanti au titre de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* ou de toute loi provinciale relative aux prêts aux étudiants lorsque la faillite est survenue avant la date à laquelle le failli a cessé d'être un étudiant, à temps plein ou partiel, en application de ces lois, ou dans les dix ans suivant cette date;

1997, c. 12,
s. 105(3)

(2) The portion of subsection 178(1.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 178(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 12,
par. 105(3)

Court may
order non-
application of
subsection (1)

(1.1) At any time after ten years after a bankrupt who has a debt referred to in paragraph (1)(g) ceases to be a full- or part-time student, as the case may be, under the applicable Act or enactment, the court may, on application, order that subsection (1) does not apply to the debt if the court is satisfied that

(1.1) Lorsqu'un failli qui a une dette visée à l'alinéa (1)g) n'est plus étudiant à temps plein ou à temps partiel depuis au moins dix ans au titre de la loi applicable, le tribunal peut, sur demande, ordonner que le paragraphe (1) ne s'applique pas à la dette s'il est convaincu que le failli a agi de bonne foi relativement à ses obligations et qu'il a et continuera à avoir des difficultés financières telles qu'il ne pourra acquitter cette dette.

Ordonnance
de non-
application
du
paragraphe
(1)

Application

(3) Subsection (1) applies to debts and obligations regardless of whether they were incurred before or after this section comes into force.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux dettes et obligations sans égard au fait qu'elles surviennent avant ou après l'entrée en vigueur du présent article.

Application

Application

(4) Subsections (1) and (2) apply only in respect of bankruptcies and proposals in respect of which proceedings are commenced after this section comes into force.

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux faillites et aux propositions visées par des procédures intentées après l'entrée en vigueur du présent article.

Application

PART 11

PARTIE 11

EMPLOYER'S PREMIUM REFUND

REMBOURSEMENT DE LA
COTISATION PATRONALE

1996, c. 23

Employment Insurance Act

Loi sur l'assurance-emploi

1996, ch. 23

1997, c. 26,
s. 90(1)

104. Subsections 96(9) and (10) of the *Employment Insurance Act* are replaced by the following:

104. Les paragraphes 96(9) et (10) de la *Loi sur l'assurance-emploi* sont remplacés par ce qui suit :

1997, ch. 26,
par. 90(1)

Employer's
premium
refund for
1999

(8.2) With respect to 1999, the Minister shall refund to the employer the amount determined by the following formula if that amount is more than \$1:

$$(E2 - E1) \times P1999$$

where

E1 is the total of all insurable earnings paid in 1998 by the employer, for which premiums were deductible, in respect of employees who were 18 years of age or older but younger than 25 at any time during 1998;

E2 is the total of all insurable earnings paid in 1999 by the employer, for which premiums were deductible, in respect of employees who were 18 years of age or older but younger than 25 at any time during 1999; and

P1999 is 1.4 times the premium rate for 1999.

Employer's
premium
refund for
2000

(8.3) With respect to 2000, the Minister shall refund to the employer the amount determined by the following formula if that amount is more than \$1:

$$(E2 - E1) \times P2000$$

where

E1 is the total of all insurable earnings paid in 1998 by the employer, for which premiums were deductible, in respect of employees who were 18 years of age or older but younger than 25 at any time during 1998;

E2 is the total of all insurable earnings paid in 2000 by the employer, for which premiums were deductible, in respect of employees who were 18 years of age or older but younger than 25 at any time during 2000; and

P2000 is 1.4 times the premium rate for 2000.

Reduction or
elimination of
refund

(8.4) Where it is determined that an employer who has applied for or received a refund under subsection (8.2) or (8.3) has unduly terminated the employment of an

(8.2) Pour 1999, le ministre rembourse à l'employeur la somme, calculée selon la formule suivante, qui excède 1 \$:

$$(RA2 - RA1) \times C1999$$

où :

RA1 représente l'intégralité de la rémunération assurable versée pour 1998 par l'employeur à ses employés qui avaient ou ont eu de 18 à 24 ans au cours de l'année et pour laquelle la cotisation était déductible,

RA2 l'intégralité de la rémunération assurable versée pour 1999 par l'employeur à ses employés qui avaient ou ont eu de 18 à 24 ans au cours de l'année et pour laquelle la cotisation était déductible,

C1999 1,4 fois le taux de cotisation pour 1999.

(8.3) Pour 2000, le ministre rembourse à l'employeur la somme, calculée selon la formule suivante, qui excède 1 \$:

$$(RA2 - RA1) \times C2000$$

où :

RA1 représente l'intégralité de la rémunération assurable versée pour 1998 par l'employeur à ses employés qui avaient ou ont eu de 18 à 24 ans au cours de l'année et pour laquelle la cotisation était déductible,

RA2 l'intégralité de la rémunération assurable versée pour 2000 par l'employeur à ses employés qui avaient ou ont eu de 18 à 24 ans au cours de l'année et pour laquelle la cotisation était déductible,

C2000 1,4 fois le taux de cotisation pour 2000.

(8.4) Lorsqu'il est déterminé qu'un employeur, qui a fait une demande de remboursement ou a reçu un remboursement au titre des paragraphes (8.2) ou (8.3), a indûment mis fin

Rembourse-
ment de la
cotisation
patronale
pour 1999

Rembourse-
ment de la
cotisation
patronale
pour 2000

Réduction ou
élimination
du
rembourse-
ment

employee or changed the conditions of employment of an employee in order to obtain or to increase the refund that would otherwise be payable to the employer, the Minister shall eliminate the refund, or reduce it by the sum the Minister considers appropriate in the circumstances.

Notice

(8.5) If the Minister eliminates or reduces a refund under subsection (8.4), the Minister shall notify the employer, as if the Minister were issuing a notice of assessment, that the employer is not entitled to the refund or that the refund has been reduced by the sum specified in the notice.

Reliance on decisions

(8.6) For the purpose of subsection (8.4), an employer shall be determined to have unduly terminated the employment of an employee or changed the conditions of employment of an employee in order to obtain or to increase the refund that would otherwise be payable to the employer if an order, decision or ruling of any competent body has so established.

Associated employers

(9) If at any time during a year for which a refund is sought two or more employers are associated, as defined by the regulations, they shall be considered a single employer for the purposes of subsections (6) to (8.4) and any refund shall be allocated to them in the prescribed manner.

Application for refund

(10) A refund under this section is payable only if an application is made in writing to the Minister within three years after the end of the year for which the premiums were deducted or required to be paid.

au travail d'un employé ou a indûment changé ses conditions d'emploi en vue d'obtenir un remboursement ou une augmentation du montant du remboursement qui lui aurait été versé, le ministre élimine le remboursement ou le réduit du montant qu'il juge indiqué.

(8.5) En outre, il avise l'employeur, comme s'il s'agissait d'un avis d'évaluation, soit que ce dernier n'a pas droit au remboursement qui lui a été versé, soit que le remboursement a été réduit du montant précisé dans l'avis.

Avis

(8.6) Pour l'application du paragraphe (8.4), il est déterminé qu'un employeur a indûment mis fin au travail d'un employé ou a indûment changé ses conditions d'emploi en vue d'obtenir un remboursement ou une augmentation du montant du remboursement qui lui aurait été versé lorsqu'un organe compétent a rendu une ordonnance ou une décision en ce sens.

Considération d'ordonnances ou de décisions

(9) Les employeurs qui sont, à un moment quelconque de l'année pour laquelle un remboursement est demandé, des employeurs associés au sens prévu par règlement sont réputés être un seul employeur pour l'application des paragraphes (6) à (8.4). Le remboursement est réparti entre eux conformément aux règlements.

Employeurs associés

(10) Les remboursements prévus au présent article ne sont versés par le ministre que s'il lui en est fait la demande par écrit dans les trois ans suivant la fin de l'année à l'égard de laquelle les cotisations en cause sont retenues ou doivent être payées.

Demande par écrit

PART 12

SUPPLEMENT AND ALLOWANCES

Old Age Security Act

105. (1) Section 2 of the *Old Age Security Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"income"
« revenu »

“income” of a person for a calendar year means the person's income for the year, computed in accordance with the *Income Tax Act*, minus the total of all amounts each

PARTIE 12

SUPPLÉMENT ET ALLOCATIONS

Loi sur la sécurité de la vieillesse

105. (1) L'article 2 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« période de paiement » Par rapport à un mois :

L.R., ch. O-9

« période de paiement »
"payment period"

of which is an amount included in computing that income as

(a) any benefit under this Act and any similar payment under a law of a provincial legislature,

(b) a death benefit under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act, or

(c) a social assistance payment made on the basis of a means, needs or income test

(i) by a registered charity, as defined in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*, or

(ii) under a federal or provincial program, whether statutory or not, that is neither a program prescribed under the *Income Tax Act* nor a program under which the amounts referred to in paragraph (a) are paid;

“payment period”, in relation to a month, means

(a) the fiscal year that includes the month, where the month is before April, 1998,

(b) the period that begins on April 1, 1998 and ends on June 30, 1999, where that period includes the month, and

(c) the period after June 30, 1999 that begins on July 1 of one year and ends on June 30 of the next year, where that period includes the month;

(2) The definition “income” in section 2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies for the purpose of determining benefits payable under the *Old Age Security Act* for months after June 30, 1999.

106. (1) Section 10 of the Act is replaced by the following:

10. The definitions in this section apply in this Part.

a) l’exercice qui comprend le mois, si celui-ci est antérieur à avril 1998;

b) la période commençant le 1^{er} avril 1998 et se terminant le 30 juin 1999, si cette période comprend le mois;

c) la période postérieure à juin 1999 commençant le 1^{er} juillet et se terminant le 30 juin suivant, si cette période comprend le mois.

« revenu » Le revenu d’une personne pour une année civile, calculé en conformité avec la *Loi de l’impôt sur le revenu*, moins le total des montants représentant chacun un montant inclus dans le calcul de ce revenu à titre :

a) de prestation prévue par la présente loi ou de prestation semblable versée aux termes d’une loi provinciale;

b) de prestation de décès prévue par le *Régime de pensions du Canada* ou par un régime provincial de pensions au sens de l’article 3 de cette loi;

c) de prestation d’aide sociale versée, compte tenu des ressources, des besoins ou des revenus, selon le cas :

(i) par un organisme de bienfaisance enregistré, au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

(ii) dans le cadre d’un programme fédéral ou provincial, prévu par une loi ou non, exception faite des programmes visés par les règlements pris en application de la *Loi de l’impôt sur le revenu* et de ceux aux termes desquels les montants visés à l’alinéa a) sont versés.

(2) La définition de « revenu », à l’article 2 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s’applique au calcul des prestations payables sous le régime de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour les mois postérieurs à juin 1999.

106. L’article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

« revenu »
“income”

“payment period”
« période de paiement »

Definitions

Définitions

“base calendar year”
« année de référence »

“base calendar year” means the last calendar year ending before the current payment period.

« année de référence » L’année civile précédant la période de paiement en cours.

« année de référence »
“base calendar year”

“current payment period”
« période de paiement en cours »

“current payment period” means the payment period in respect of which an application for a supplement is made by an applicant.

« période de paiement en cours » La période de paiement pour laquelle le demandeur fait sa demande de supplément.

« période de paiement en cours »
“current payment period”

“previous payment period”
« période de paiement précédente »

“previous payment period” means the payment period immediately before the current payment period.

« période de paiement précédente » La période de paiement qui précède la période de paiement en cours.

« période de paiement précédente »
“previous payment period”

1995, c. 33,
s. 5

107. Subsection 11(3) of the Act is replaced by the following:

107. Le paragraphe 11(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 33,
art. 5

Application deemed to be made and approved

(3) Where a spouse’s allowance ceases to be payable to a person by reason of that person having reached sixty-five years of age, the Minister may deem an application under subsection (2) to have been made by that person and approved, on the day on which the person reached that age.

(3) Dans le cas où le droit à l’allocation d’une personne expire parce qu’elle a atteint l’âge de soixante-cinq ans, le ministre peut réputer la demande prévue au paragraphe (2) présentée et agréée à la date où cette personne a atteint cet âge.

Demande réputée présentée et agréée

108. (1) Subsections 12(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

108. (1) Les paragraphes 12(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Amounts on January 1, 1998

12. (1) The amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month in the payment quarter commencing on January 1, 1998 is

12. (1) Le montant du supplément qui peut être versé mensuellement au pensionné pour le trimestre de paiement commençant le 1^{er} janvier 1998 est l’excédent sur un dollar par tranche de deux dollars de son revenu mensuel de base :

Au 1^{er} janvier 1998

(a) in the case of a person other than an applicant described in paragraph (b), four hundred and eighty-three dollars and eighty-six cents, and

a) de quatre cent quatre-vingt-trois dollars et quatre-vingt-six cents, s’il n’est pas visé à l’alinéa b);

(b) in the case of an applicant who, on the day immediately before that payment quarter, had a spouse to whom a pension may be paid for any month in that payment quarter,

b) des montants suivants, si, avant ce trimestre de paiement, il avait un conjoint et si son conjoint peut recevoir une pension pour un mois quelconque de ce trimestre de paiement :

(i) in respect of any month in that payment quarter before the first month for which a pension may be paid to the spouse, four hundred and eighty-three dollars and eighty-six cents, and

(i) quatre cent quatre-vingt-trois dollars et quatre-vingt-six cents pour tout mois antérieur à celui où le conjoint commence à recevoir la pension,

(ii) in respect of any month in that payment quarter commencing with the first month for which a pension may be paid to the spouse, three hundred and fifteen dollars and seventeen cents,

(ii) trois cent quinze dollars et dix-sept cents pour le mois où le conjoint commence à recevoir la pension et pour les mois ultérieurs.

minus one dollar for each full two dollars of the pensioner's monthly base income.

Amounts after
March 31,
1998

(2) The amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month in any payment quarter commencing after March 31, 1998 is, in lieu of the amount of supplement that may be paid to the pensioner under subsection (1), the amount obtained by multiplying

(a) the maximum amount of supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in the three month period immediately before that payment quarter

by

(b) the ratio that the Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter,

minus, for a supplement that may be paid for a month in a payment quarter commencing before July 1, 1999, one dollar for each full two dollars of the pensioner's monthly base income and for a supplement that may be paid for a month in a payment quarter commencing after June 30, 1999, one half of the pensioner's monthly base income.

1996, c. 18,
s. 52(1)

(2) The portion of subsection 12(5) of the Act before the formula is replaced by the following:

(5) Despite subsection (2), the amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month after December 1997 is the amount determined by the formula

Guaranteed
minimum
income for
pensioners

1996, c. 18,
s. 52(1)

(3) The description of D in subsection 12(5) of the Act is replaced by the following:

D is the pensioner's monthly base income rounded, for the purpose of determining the amount of supplement that may be paid to a pensioner for any month before July 1, 1999, where it is not a multiple of two dollars, to the next lower multiple of two dollars.

(2) Le montant du supplément qui peut être versé mensuellement au pensionné, au lieu du montant qui peut lui être versé en vertu du paragraphe (1), pour le trimestre de paiement commençant après le 31 mars 1998 est égal à l'excédent, dans le cas du supplément qui peut être versé pour un mois d'un trimestre de paiement commençant avant le 1^{er} juillet 1999, sur un dollar par tranche de deux dollars de son revenu mensuel de base et, dans le cas du supplément qui peut être versé pour un mois du trimestre de paiement commençant après le 30 juin 1999, sur la moitié de son revenu mensuel de base, du produit des éléments suivants :

a) le montant maximal du supplément qui aurait pu lui être versé pour tout mois du trimestre précédant ce trimestre de paiement;

b) la fraction ayant respectivement pour numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour les premier et second trimestres de rajustement.

Après le 31
mars 1998

(2) Le passage du paragraphe 12(5) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

(5) Malgré le paragraphe (2), le montant du supplément qui peut être payé à un pensionné pour un mois commençant après décembre 1997 correspond au résultat du calcul suivant :

1996, ch. 18,
par. 52(1)

Revenu
minimal
garanti

(3) L'élément D de la formule figurant au paragraphe 12(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

D le revenu mensuel de base du pensionné, arrondi au multiple de deux inférieur pour le calcul du supplément qui peut lui être versé pour un mois antérieur à juillet 1999.

1996, ch. 18,
par. 52(1)

1996, c. 18,
s. 52(3)

(4) The portion of paragraph 12(6)(b) of the Act before the formula is replaced by the following:

(b) in the case of an applicant who, on the day immediately before the current payment period, was the spouse of a person to whom no pension may be paid for any month in the current payment period, the amount determined by the formula

1996, c. 18,
s. 52(3)

(5) The description of B in paragraph 12(6)(b) of the Act is replaced by the following:

B is the product

(i) obtained by multiplying the amount of the full monthly pension that might have been paid to a pensioner for any month by the applicant's special qualifying factor for the month, and

(ii) for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars; and

1990, c. 39,
s. 57(1)

109. The portion of section 13 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

13. For the purposes of determining the amount of supplement that may be paid to a pensioner for a month before July 1, 1999, the income for a calendar year of a person or an applicant is the income of that person or applicant for that year computed in accordance with the *Income Tax Act*, except that

110. (1) Subsection 14(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

14. (1) Every person by whom an application for a supplement in respect of a current payment period is made shall, in the application, make a statement of the person's income for the base calendar year.

(2) Subsections 14(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

(2) Where in a current payment period a person who is an applicant, or who is an applicant's spouse who has filed a statement as described in paragraph 15(2)(a), ceases to hold an office or employment or ceases to

Additional
statement
where
retirement in
current
payment
period

(4) Le passage de l'alinéa 12(6)b de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas du demandeur qui, la veille du premier jour de la période de paiement en cours, était le conjoint d'une personne qui ne peut recevoir de pension pour cette période de paiement, du résultat du calcul suivant :

(5) L'élément B de la formule figurant à l'alinéa 12(6)b de la même loi est remplacé par ce qui suit :

B le produit, arrondi au multiple de quatre supérieur pour les mois qui précèdent juillet 1999, du montant de la pleine pension à verser mensuellement par le facteur d'admissibilité applicable au demandeur pour le mois;

1996, ch. 18,
par. 52(3)

1996, ch. 18,
par. 52(3)

109. Le passage de l'article 13 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

13. Pour calculer le montant du supplément payable à un pensionné pour un mois antérieur à juillet 1999, le revenu d'une année civile est celui qui est déterminé aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sous réserve de ce qui suit :

110. (1) Le paragraphe 14(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

14. (1) Every person by whom an application for a supplement in respect of a current payment period is made shall, in the application, make a statement of the person's income for the base calendar year.

(2) Les paragraphes 14(2) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) S'il cesse toute activité rémunérée — occupation ou exploitation d'une entreprise — pendant la période de paiement en cours, le demandeur — ou son conjoint, dans le cas où celui-ci produit la déclaration visée

1990, ch. 39,
par. 57(1)

Calcul du
revenu

Statement of
income to be
made

Déclaration
supplémentaire

carry on a business, that person may, not later than the end of the payment period immediately after the current payment period, in addition to making the statement of income required by subsection (1) in the case of the applicant or in addition to filing a statement as described in paragraph 15(2)(a) in the case of the applicant's spouse, file a statement of the person's estimated income, other than the estimated income from that office or employment or from that business, as the case may be, for the calendar year in which the person ceased to hold that office or employment or ceased to carry on that business, in which case the person's income for the base calendar year shall be calculated as the total of

(a) the person's income for that calendar year, calculated as though the person had no income from that office or employment or from that business, as the case may be, and no pension income for that calendar year, and

(b) any pension income received by the person in that part of that calendar year that is after the month in which the person ceased to hold that office or employment or ceased to carry on that business, divided by the number of months in that part of that calendar year and multiplied by 12.

(3) Despite subsection (2), where in the last month of a calendar year that ends in the current payment period a person who is an applicant, or who is an applicant's spouse who has filed a statement as described in paragraph 15(2)(a), ceases to hold an office or employment or ceases to carry on a business, the person may, not later than the end of the payment period immediately after the current payment period, in addition to making the statement of income required by subsection (1) in the case of the applicant or in addition to filing a statement as described in paragraph 15(2)(a) in the case of the applicant's spouse, file a statement of the person's estimated income for the calendar year immediately after the month in which the person ceased to hold that office or employment or ceased to carry on that business, in which case the person's income for that calendar year is

à l'alinéa 15(2)a) — peut, au plus tard à la fin de la période de paiement suivante, produire une seconde déclaration indiquant son revenu estimatif, indépendamment de celui que lui procure l'exercice de l'activité susmentionnée, pour l'année civile au cours de laquelle se produit la cessation. Son revenu pour l'année de référence correspond alors au total des éléments suivants :

a) son revenu pour cette année civile, compte non tenu du revenu perçu au cours de celle-ci au titre de l'activité ou de tout régime de pension;

b) le produit du revenu perçu au titre du régime de pension au cours de la partie de l'année civile qui suit le mois au cours duquel il a cessé son activité et de la fraction dont le numérateur est douze et le dénominateur le nombre de mois compris dans cette partie d'année.

(3) Si, dans le cas visé au paragraphe (2), la cessation des activités a lieu au cours du dernier mois de l'année civile qui se termine au cours de la période de paiement en cours, le demandeur — ou son conjoint, dans le cas où celui-ci produit la déclaration visée à l'alinéa 15(2)a) — peut, au plus tard à la fin de la période de paiement suivante, produire la seconde déclaration pour l'année civile qui suit le mois au cours duquel il cesse son activité. Le cas échéant, le revenu perçu au cours de cette année civile est réputé constituer son revenu pour l'année de référence.

Cas
particulier

Additional
statement
where
retirement in
the last month
of the
calendar year
that is in the
current
payment
period

deemed to be the person's income for the base calendar year.

Additional statement where loss of pension income in current payment period

(4) Where in a current payment period a person who is an applicant, or who is an applicant's spouse who has filed a statement as described in paragraph 15(2)(a), suffers a loss of income due to termination or reduction of pension income, the person may, not later than the end of the payment period immediately after the current payment period, in addition to making the statement of income required by subsection (1) in the case of the applicant or in addition to filing a statement as described in paragraph 15(2)(a) in the case of the applicant's spouse, file a statement of the person's estimated income for the calendar year in which the loss is suffered, other than pension income received by that person in that part of that calendar year that is before the month in which the loss is suffered, in which case the person's income for the base calendar year shall be calculated as the total of

- (a) the person's income for that calendar year, calculated as though the person had no pension income for that calendar year, and
- (b) any pension income received by the person in that part of that calendar year that is after the month immediately before the month in which the loss is suffered, divided by the number of months in that part of that calendar year and multiplied by 12.

Additional statement where retirement before current payment period

(5) Where, in the circumstances described in paragraphs (a) and (b), a person who is an applicant, or who is an applicant's spouse who has filed a statement as described in paragraph 15(2)(a), ceases to hold an office or employment or ceases to carry on a business, the person may, not later than the end of the current payment period, in addition to making the statement of income required by subsection (1) in the case of the applicant or in addition to filing a statement as described in paragraph 15(2)(a) in the case of the applicant's spouse,

- (a) where the person ceases to hold that office or employment or to carry on that business in the last calendar year ending before the payment period, file a statement

(4) Le demandeur — ou son conjoint, dans le cas où celui-ci produit la déclaration visée à l'alinéa 15(2)a) — peut aussi produire une seconde déclaration lorsqu'il subit une perte de revenu par suite de la suppression ou de la réduction du revenu perçu au titre de son régime de pension, au plus tard à la fin de la période de paiement suivant la période de paiement en cours. La seconde déclaration porte alors sur son revenu estimatif de l'année civile au cours de laquelle il a subi cette perte, compte non tenu du revenu perçu au titre du régime de pension pour les mois précédant celui où il a subi la perte. Son revenu pour l'année de référence correspond alors au total des éléments suivants :

- a) son revenu pour cette année civile, compte non tenu du revenu perçu au cours de celle-ci au titre du régime de pension;
- b) le produit du revenu perçu au titre du régime de pension au cours de la partie de l'année civile qui suit le mois précédant le mois au cours duquel il a subi cette perte et de la fraction dont le numérateur est douze et le dénominateur le nombre de mois compris dans cette partie d'année.

(5) Si la cessation d'activité a eu lieu dans les cas visés aux alinéas a) ou b), le demandeur — ou son conjoint, dans le cas où celui-ci produit la déclaration visée à l'alinéa 15(2)a) — peut, au plus tard à la fin de la période de paiement en cours, produire une seconde déclaration où figure :

- a) si la cessation a eu lieu au cours de l'année civile précédant la période de paiement, son revenu estimatif pour l'année civile se terminant pendant la période de paiement en cours, son revenu de l'année civile étant alors réputé constituer son revenu pour l'année de référence;

Déclaration supplémentaire en cas de perte de revenu

Déclaration supplémentaire dans les cas où la cessation d'activité commence avant la période de paiement en cours

of the person's estimated income for the calendar year ending in the current payment period, in which case the person's income for that calendar year is deemed to be the person's income for the base calendar year; and

(b) where the person ceases to hold that office or employment or to carry on that business in a month that is before the payment period and after the last calendar year ending before the payment period, file a statement of the person's estimated income for the calendar year ending in the current payment period showing also any income actually received by the person in that calendar year from that office or employment or from that business, as the case may be, in which case the person's income for the base calendar year shall be calculated as the total of

(i) the person's income for that calendar year, calculated as though the person had no income from that office or employment or from that business, as the case may be, and no pension income for that calendar year, and

(ii) any pension income received by the person in that part of that calendar year that is after the month in which the person ceases to hold that office or employment or to carry on that business, divided by the number of months in that part of that calendar year and multiplied by 12.

(6) Where, in the circumstances described in paragraphs (a) and (b), a person who is an applicant, or who is an applicant's spouse who has filed a statement as described in paragraph 15(2)(a), suffers a loss of income due to termination or reduction of pension income, the person may, not later than the end of the current payment period, in addition to making the statement of income required by subsection (1) in the case of the applicant or in addition to filing a statement as described in paragraph 15(2)(a) in the case of the applicant's spouse,

(a) where the loss is suffered in the last calendar year ending before the payment period, file a statement of the person's

b) si la cessation a eu lieu au cours d'un mois antérieur à la période de paiement et postérieur à l'année civile précédant cette période de paiement, son revenu estimatif pour l'année civile se terminant pendant la période de paiement en cours, avec indication du revenu réellement perçu au cours de cette année civile, au titre de l'exercice de l'activité, son revenu pour l'année de référence correspondant alors au total des éléments suivants :

(i) son revenu pour cette année civile, compte non tenu du revenu perçu au cours de celle-ci au titre de l'activité ou de tout régime de pension,

(ii) le produit du revenu perçu au titre du régime de pension au cours de la partie de l'année civile qui suit le mois au cours duquel il a cessé son activité et de la fraction dont le numérateur est douze et le dénominateur le nombre de mois compris dans cette partie d'année.

(6) Si la cessation d'activité a eu lieu dans les cas visés aux alinéas a) ou b), le demandeur — ou son conjoint, dans le cas où celui-ci produit la déclaration visée à l'alinéa 15(2)a) — peut, lorsqu'il subit une perte de revenu par suite de la suppression ou de la réduction du revenu perçu au titre de son régime de pension, produire, au plus tard à la fin de la période de paiement en cours, une seconde déclaration où figure :

a) si la perte est subie au cours de l'année civile précédant la période de paiement, son revenu estimatif pour l'année civile se terminant pendant la période de paiement en cours, son revenu de cette année civile étant alors réputé constituer son revenu pour l'année de référence;

Additional
statement
where loss of
pension
income before
current
payment
period

Déclaration
supplémentaire
en cas
de perte de
revenu
antérieure à
la période de
paiement en
cours

estimated income for the calendar year ending in the current payment period, in which case the person's income for that calendar year is deemed to be the person's income for the base calendar year; and

(b) where the loss is suffered in a month that is before the payment period and after the last calendar year ending before the payment period, file a statement of the person's estimated income for the calendar year ending in the current payment period showing also the amount of pension income actually received by the person in that part of that calendar year that is before the month in which the loss is suffered, in which case the person's income for the base calendar year shall be calculated as the total of

(i) the person's income for that calendar year, calculated as though the person had no pension income for that calendar year, and

(ii) any pension income received by the person in that part of that calendar year that is after the month immediately before the month in which the loss is suffered, divided by the number of months in that part of that calendar year and multiplied by 12.

1995, c. 33,
s. 7

111. Section 15 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Spouses

15. (1) Every person by whom an application for a supplement in respect of a payment period is made shall, in the application, state whether the person has or had a spouse at any time during the payment period or in the month before the first month of the payment period, and, if so, the name and address of the spouse and whether, to the person's knowledge, the spouse is a pensioner.

(1.1) Where the requirement for an application for payment of a supplement for any month has been waived under subsection 11(4) and the person to whom the supplement is paid did not have a spouse immediately

Information
required with
application
for
supplement

Statement
where
application
waived

b) si la perte est subie au cours d'un mois antérieur à la période de paiement et postérieur à l'année civile précédant cette année, son revenu estimatif pour l'année civile se terminant pendant la période de paiement en cours, avec indication du revenu réellement perçu au cours de la partie de l'année civile qui précède le mois au cours duquel il a subi cette perte au titre du régime de pension, son revenu pour l'année de référence correspondant alors au total des éléments suivants :

(i) son revenu pour cette année civile, compte non tenu du revenu perçu au cours de celle-ci au titre du régime de pension,

(ii) le produit du revenu perçu au titre du régime de pension au cours de la partie de l'année civile qui suit le mois précédant le mois au cours duquel il a subi cette perte et de la fraction dont le numérateur est douze et le dénominateur le nombre de mois compris dans cette partie d'année.

111. L'article 15 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 33,
art. 7

Conjoints

15. (1) Le demandeur doit, dans sa demande de supplément pour une période de paiement, déclarer s'il a un conjoint ou s'il en avait un au cours de la période de paiement ou du mois précédant le premier mois de la période de paiement et, s'il y a lieu, doit également indiquer les nom et adresse de son conjoint et déclarer si, à sa connaissance, celui-ci est un pensionné.

(1.1) La personne qui était sans conjoint immédiatement avant la période de paiement précédente mais a un conjoint immédiatement avant le début de la période de paiement en cours pour laquelle elle s'est vu accorder une

Renseignements à joindre à la demande de supplément

Déclaration en cas de dispense

before the previous payment period but has a spouse immediately before the current payment period, the person shall notify the Minister without delay of the date of that change, the name and address of the spouse and whether, to the person's knowledge, the spouse is a pensioner.

Statement by spouse

(2) Subject to subsections (3) and (4), where a person makes an application for a supplement in respect of a payment period and the person has or had a spouse at any time during the payment period or in the month before the first month of the payment period, the application shall not be considered or dealt with until such time as

- (a) the applicant's spouse files a statement in prescribed form of the spouse's income for the base calendar year;
- (b) an application for a supplement in respect of the current payment period is received from the applicant's spouse; or
- (c) the income of the applicant's spouse for the base calendar year is estimated under subsection 14(1.1).

Direction by Minister where no statement filed by spouse or where spouses living apart

(3) Where an application for a supplement in respect of any payment period has been made by a person, the Minister may, after any investigation of the circumstances that the Minister considers necessary, direct that the application be considered and dealt with as though the person did not have a spouse on the last day of the previous payment period, in any case where

- (a) no application or statement as described in subsection (2) has been filed by or received from the spouse of the person and no estimate of the income of the spouse of the person has been made under subsection 14(1.1); or
- (b) the Minister is satisfied that the person, as a result of circumstances not attributable to the person or the spouse, was not living with the spouse in a dwelling maintained by the person or the spouse at the time the application was made.

dispense aux termes du paragraphe 11(4) est tenue d'aviser le ministre sans délai de la date du changement ainsi que des nom et adresse de son conjoint; elle est tenue par la même occasion d'indiquer au ministre si, à sa connaissance, son conjoint est un pensionné.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), la demande de supplément faite par la personne qui déclare avoir un conjoint ou en avoir eu un au cours de la période de paiement ou du mois précédant le premier mois de la période de paiement ne peut être prise en considération tant que, selon le cas :

- a) son conjoint n'a pas produit la déclaration réglementaire de son revenu pour l'année de référence;
- b) son conjoint n'a pas présenté une demande de supplément pour la période de paiement en cours;
- c) le revenu de son conjoint pour l'année de référence n'a pas été estimé en application du paragraphe 14(1.1).

Déclaration du conjoint

(3) Le ministre peut, après l'enquête qu'il estime nécessaire sur les circonstances, ordonner que la demande soit considérée comme présentée par une personne sans conjoint le dernier jour de la période de paiement précédente dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) la demande ou la déclaration visées au paragraphe (2) n'ont pas été transmises par le conjoint ou reçues de lui et son revenu n'a pas été estimé en application du paragraphe 14(1.1);
- b) lui-même est convaincu que le demandeur, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté et de celle de son conjoint, n'habitait pas, à la date de la demande, avec celui-ci dans un logement entretenu par l'un ou l'autre.

Ordre du ministre

Continuing
direction

(3.1) A direction made under subsection (3) in respect of a payment period is deemed to be a direction made in respect of every subsequent payment period, but the Minister may, after any investigation of the circumstances that the Minister considers necessary, cancel the direction.

(3.1) L'ordre donné en vertu du paragraphe (3) pour une période de paiement donnée continue de s'appliquer aux périodes de paiement subséquentes; toutefois, le ministre peut, après l'enquête qu'il estime nécessaire dans les circonstances, l'annuler.

Maintien en
vigueur

Direction by
Minister
where spouses
separated

(4) Where an application for a supplement in respect of a payment period that ends before July 1, 1999 has been made by a person, the Minister, if satisfied that the person is separated from the person's spouse, having been so separated for a continuous period of at least six months, exclusive of the month in which the spouses became separated, shall direct that the application be considered and dealt with as though the person had ceased to have a spouse at the end of the sixth such month.

(4) Lorsqu'une demande de supplément est faite pour une période de paiement qui se termine avant juillet 1999, le ministre, s'il est convaincu que le demandeur est séparé de son conjoint depuis au moins six mois — exclusion faite de celui où s'est produite la séparation —, doit ordonner que la demande soit étudiée comme si le demandeur avait cessé d'avoir un conjoint à la fin de cette période de six mois.

Cas de
séparation

Direction by
Minister
where spouses
separated

(4.1) Where an application for a supplement in respect of a payment period that commences after June 30, 1999 has been made by a person, the Minister, if satisfied that the person is separated from the person's spouse, having been so separated for a continuous period of at least three months, exclusive of the month in which the spouses became separated, shall direct that the application be considered and dealt with as though the person had ceased to have a spouse at the end of the third such month.

(4.1) Lorsqu'une demande de supplément est faite pour une période de paiement qui commence après juin 1999, le ministre, s'il est convaincu que le demandeur est séparé de son conjoint depuis au moins trois mois — exclusion faite de celui où s'est produite la séparation —, doit ordonner que la demande soit étudiée comme si le demandeur avait cessé d'avoir un conjoint à la fin de cette période de trois mois.

Cas de
séparation

Review of
direction
where
statement
subsequently
filed by
spouse

(5) Where, after the Minister has made a direction under subsection (3) with respect to an application for a supplement made in respect of a payment period that ends before July 1, 1999, a statement or application as described in subsection (2) is filed by or received from the applicant's spouse, the Minister may review the direction previously made and direct that any supplement paid to the applicant or the spouse for any month in that payment period after the month in which the review is made be calculated either on the basis that the applicant and the spouse were spouses of each other on the last day of the previous payment period or as though they had not been spouses on that day, according as the direction may specify.

(5) Si le conjoint du demandeur produit une déclaration ou une demande de supplément après que le ministre a donné l'ordre visé au paragraphe (3) à l'égard d'une demande de supplément faite pour une période de paiement qui se termine avant juillet 1999, ce dernier peut réviser cet ordre et ordonner que le supplément à verser au demandeur ou à son conjoint pour un mois de cette période de paiement suivant l'ordre révisé soit calculé comme si les conjoints avaient été conjoints l'un de l'autre le dernier jour de la période de paiement précédente ou comme s'ils ne l'avaient pas été.

Révision de
l'ordre en cas
de
déclaration
subséquente

Review of direction where statement subsequently filed by spouse

(5.1) Where, after the Minister has made a direction under subsection (3) based on paragraph (3)(a), with respect to an application for a supplement made in respect of a payment period that commences after June 30, 1999 and a statement or application as described in subsection (2) is filed by or received from the applicant's spouse, the Minister shall review the direction previously made and shall direct that any supplement paid to the applicant or the spouse for months in that payment period after the month in which the review is completed be calculated on the basis that the applicant and the spouse were spouses of each other on the last day of the previous payment period, unless there is some other reason for a direction to be made under subsection (3).

(5.1) Si le conjoint du demandeur produit une déclaration ou une demande de supplément après que le ministre a donné un ordre fondé sur l'alinéa 3a) à l'égard d'une demande de supplément faite pour une période de paiement qui commence après juin 1999, ce dernier doit réviser cet ordre et ordonner que le supplément à verser au demandeur ou à son conjoint pour tout mois de cette période de paiement suivant l'ordre révisé soit calculé comme si les conjoints étaient conjoints l'un de l'autre le dernier jour de la période de paiement précédente, sauf dans le cas où un ordre pourrait être donné pour un autre motif mentionné au paragraphe (3).

Révision de l'ordre en cas de déclaration subséquente

Direction by Minister where applicant becomes a spouse or separation ceases

(6) Where an application for a supplement in respect of a payment period that ends before July 1, 1999 is made, by a person who did not have a spouse immediately before a particular month in the payment period but has a spouse at the end of that month or, in the case of a person described in subsection (4), has ceased to be separated from their spouse, the Minister may, if requested to do so by that person, direct that any supplement paid to that person or spouse, for any month in that payment period after the month in which the direction is made, be calculated as though that person and their spouse had been spouses of each other on the last day of the previous payment period.

(6) Lorsqu'une demande de supplément est faite pour une période de paiement qui se termine avant juillet 1999 par une personne qui devient le conjoint d'une autre au cours de la période de paiement ou, dans le cas de la personne visée au paragraphe (4), qui reprend la vie commune au cours de la période de paiement, le ministre peut, si cette personne le demande, ordonner que, à compter du mois suivant l'ordre, le supplément à verser à cette personne ou à son conjoint pour un mois de cette période de paiement soit calculé comme si cette personne et son conjoint avaient été conjoints l'un de l'autre le dernier jour de la période de paiement précédente.

Ordre du ministre

Where applicant becomes a spouse or separation ceases

(6.1) Where an application for a supplement in respect of a payment period that commences after June 30, 1999 is made by a person who did not have a spouse immediately before a particular month in the payment period but has a spouse at the end of that month, is a person in respect of whom a direction is made under subsection (3) based on paragraph (3)(b) who no longer meets the conditions set out in that paragraph, or is a person described in subsection (4.1) who ceases to be separated from the person's spouse, the calculation of the supplement shall be made, for any month after the month in which the person began to have a spouse, no longer met the conditions or ceased to be separated from the spouse, as though the

(6.1) Lorsqu'une demande de supplément est faite pour une période de paiement qui commence après juin 1999 par une personne qui devient le conjoint d'une autre au cours de la période de paiement, qui est visée par un ordre fondé sur l'alinéa (3)b) mais ne satisfait plus aux conditions prévues à cet alinéa ou, dans le cas de la personne visée au paragraphe (4.1), qui reprend la vie commune au cours d'une période de paiement, le supplément à verser à compter du mois suivant celui où elle devient conjoint, ne satisfait plus aux conditions ou reprend la vie commune est calculé comme si cette personne et son conjoint avaient été conjoints l'un de l'autre le dernier jour de la période de paiement précédente.

Ordre du ministre

person and the spouse were spouses of each other on the last day of the previous payment period.

Direction by Minister where applicant ceases to have a spouse

(7) Where an application for a supplement in respect of a payment period that ends before July 1, 1999 is or has been made by a person who at any time in that payment period has ceased to have a spouse, whether as a result of the death of their spouse or otherwise, the Minister may, if requested to do so by that person, direct that any supplement paid to that person, for any month in that payment period after the month in which the direction is made, be calculated as though that person had no spouse on the last day of the previous payment period.

(7) Lorsqu'une demande de supplément est faite pour une période de paiement qui se termine avant juillet 1999 par une personne dont le conjoint est décédé ou qui a cessé d'avoir un conjoint au cours de cette période de paiement, le ministre peut, si cette personne le demande, ordonner que le supplément à verser à celle-ci, à compter du mois suivant l'ordre, soit calculé comme si cette personne n'avait pas eu de conjoint le dernier jour de la période de paiement précédente.

Personne qui cesse d'avoir un conjoint

Where applicant ceases to have a spouse

(7.1) Where an application for a supplement in respect of a payment period that commences after June 30, 1999 is made by a person who at any time in the payment period ceases to have a spouse, the supplement paid to the person, for any month in that payment period after the month in which the person ceased to have a spouse, shall be calculated as though the person did not have a spouse on the last day of the previous payment period.

(7.1) Lorsqu'une demande de supplément est faite pour une période de paiement qui commence après juin 1999 par une personne qui a cessé d'avoir un conjoint au cours de cette période de paiement, le supplément à verser à celle-ci, à compter du mois suivant celui où elle cesse d'avoir un conjoint, est calculé comme si cette personne n'avait pas eu de conjoint le dernier jour de la période de paiement précédente.

Personne qui cesse d'avoir un conjoint

Saving provision

(8) Nothing in subsections (6) to (7.1) shall be construed as limiting or restricting the authority of the Minister to make a direction under subsections (3) to (5.1).

(8) Les paragraphes (6) à (7.1) n'ont pas pour effet de porter atteinte au pouvoir de donner un ordre conféré au ministre par les paragraphes (3) à (5.1).

Réserve

Notification of change

(9) Every applicant shall inform the Minister without delay if they separate from, or cease to have, a spouse, or if they had a spouse at the beginning of a month, not having had a spouse at the beginning of the previous month.

(9) Le demandeur qui devient le conjoint d'une autre personne, cesse d'avoir un conjoint ou s'en sépare est tenu d'en informer le ministre sans délai.

Avis de changement

112. Section 17 of the English version of the Act is replaced by the following:

112. L'article 17 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Payment of supplement to be made in arrears

17. Payment of a supplement for any month shall be made in arrears at the end of the month, except that where payment of a supplement in respect of months in any payment period is approved after the end of the month for which the first payment of the supplement may be made, payments of the supplement for the month in which payment of the supplement is approved and for months before that month may be made at the end of that month or at the end of the month immediately after that month.

17. Payment of a supplement for any month shall be made in arrears at the end of the month, except that where payment of a supplement in respect of months in any payment period is approved after the end of the month for which the first payment of the supplement may be made, payments of the supplement for the month in which payment of the supplement is approved and for months before that month may be made at the end of that month or at the end of the month immediately after that month.

Payment of supplement to be made in arrears

1995, c. 33,
s. 9(1)

113. Section 18 of the Act is replaced by the following:

Adjustment of
payments of
supplements

18. Where it is determined that the income for a base calendar year (in this section referred to as the “actual income”) of an applicant for a supplement does not accord with the income of the applicant (in this section referred to as the “shown income”) calculated on the basis of a statement or an estimate made under section 14, the following adjustments shall be made:

(a) if the actual income exceeds the shown income, any amount by which the supplement paid to the applicant for months in the payment period exceeds the supplement that would have been paid to the applicant for those months if the shown income had been equal to the actual income shall be deducted and retained out of any subsequent payments of supplement or pension made to the applicant, in any manner that may be prescribed; and

(b) if the shown income exceeds the actual income, there shall be paid to the applicant any amount by which the supplement that would have been paid to the applicant for months in the payment period if the actual income had been equal to the shown income exceeds the supplement paid to the applicant for those months.

114. (1) The portion of subsection 19(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Payment of
spouse's
allowance

19. (1) Subject to this Act and the regulations, a spouse's allowance may be paid to the spouse of a pensioner for a month in a payment period if the spouse

(2) Paragraph 19(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is not separated from the pensioner, or has separated from the pensioner where the separation commenced after June 30, 1999 and not more than three months before the month in the payment period;

(3) Subsection 19(5) of the Act is replaced by the following:

R.S., c. 34 (1st
Suppl.),
s. 2(2)

113. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 33,
par. 9(1)

18. Lorsqu'il est établi que le revenu du demandeur d'un supplément pour l'année de référence, appelé « revenu réel » au présent article, ne coïncide pas avec le revenu, appelé « revenu déclaré » au présent article, calculé sur la base d'une déclaration ou d'une estimation établie aux termes de l'article 14, les rectifications suivantes doivent être apportées :

Rectification
de paiements
de
suppléments

a) si le revenu réel dépasse le revenu déclaré, le trop-payé fait l'objet, selon les modalités réglementaires, d'une retenue opérée sur les paiements ultérieurs de supplément ou de pension;

b) si le revenu déclaré dépasse le revenu réel, le moins-perçu est versé au demandeur.

114. (1) Le passage du paragraphe 19(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

19. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements, il peut être versé une allocation pour un mois d'une période de paiement au conjoint d'un pensionné qui réunit les conditions suivantes :

Allocations

(2) L'alinéa 19(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) il ne vit pas séparément du pensionné, sauf si la séparation a eu lieu après le 30 juin 1999 et ne remonte pas à plus de trois mois avant le mois visé;

(3) Le paragraphe 19(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 34
(1^{er} suppl.),
par. 2(2)

Cessation of allowance

(5) A spouse's allowance under this section ceases to be payable on the expiration of the month in which the spouse in respect of whom it is paid dies, becomes the spouse of another person or no longer meets the conditions set out in subsection (1).

(5) Le droit à l'allocation prévue au présent article expire à la fin du mois où son bénéficiaire décède, devient le conjoint d'une autre personne ou ne remplit plus les conditions prévues au paragraphe (1).

Cessation du paiement

(4) Subsections (2) and (3) come into force on July 1, 1999.

(4) Les paragraphes (2) et (3) entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

R.S., c. 34 (1st Supp.), s. 4

115. (1) Subsection 21(5) of the Act is replaced by the following:

115. (1) Le paragraphe 21(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 4

Exception to application requirement

(5) Where the spouses had, before the death of the pensioner, made a joint application for the spouse's allowance under section 19 for months in the payment period of the pensioner's death or the following payment period, no application is required to be made by the pensioner's widow under subsection (4) in respect of the payment of a spouse's allowance under this section for months in the payment period in respect of which the joint application was made.

(5) Dans le cas où, avant le décès du pensionné, les conjoints avaient fait une demande conjointe d'allocation en conformité avec l'article 19 pour des mois de la période de paiement au cours de laquelle survient le décès ou de la période de paiement suivante, la veuve du pensionné n'a pas à présenter la demande prévue au paragraphe (4) pour le paiement de l'allocation prévue au présent article à l'égard des mois de la période de paiement visés par la demande conjointe.

Exception à l'exigence de présenter une demande

(2) Subsection 21(9) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(2) Le paragraphe 21(9) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

- (c) any month during which the widow is
- (i) a specially qualified individual, and
 - (ii) a permanent resident, as defined in subsection 2(1) of the *Immigration Act*, in respect of whom an undertaking by a sponsor is in effect as provided in that Act and regulations under that Act.

c) tout mois pendant lequel la veuve est, à la fois :

- (i) un particulier déterminé,
- (ii) un résident permanent, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration*, relativement auquel l'engagement d'un répondant est en vigueur conformément à cette loi et à ses règlements.

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

(3) L'article 21 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

Application of paragraph (9)(c)

(9.1) Paragraph (9)(c) does not apply to a widow where an event as provided by the regulations has occurred.

(9.1) L'alinéa (9)c) ne s'applique pas à la veuve si un événement prévu par règlement s'est produit.

Application de l'alinéa (9)c)

R.S., c. 34 (1st Supp.), s. 4

(4) Subsection 21(11) of the Act is replaced by the following:

(4) Le paragraphe 21(11) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 34 (1^{er} suppl.), art. 4

Special case

(11) Where subsection (5) applies, subsection (10) also applies in respect of months in the payment period in respect of which the joint application was made and that are after the pensioner's death.

(11) Dans les cas visés au paragraphe (5), le paragraphe (10) s'applique également aux mois de la période de paiement visés par la demande conjointe et qui suivent le décès.

Cas exceptionnels

(5) Subsections (2) and (3) are deemed to have come into force on April 1, 1996.

116. (1) The definition “current fiscal year” in subsection 22(1) of the Act is repealed.

(2) The definitions “base calendar year”, “income”, “residual family income”, “residual income of the widow”, “rounded pension equivalent” and “rounded supplement equivalent” in subsection 22(1) of the Act are replaced by the following:

“base calendar year” has the same meaning as in section 10;

“income”, for the purposes of determining the amount of benefits under this Part that may be paid for a month before July 1, 1999, means the income calculated as prescribed by section 13;

“residual family income” of a pensioner and the pensioner’s spouse for a month in a current payment period means the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the monthly family income of the pensioner and the pensioner’s spouse in the current payment period, and

B is the product

(a) obtained by multiplying four-thirds of the rounded pension equivalent by the spouse’s special qualifying factor for the month, and

(b) for the purpose of determining the amount of benefits calculated pursuant to this Part for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars;

“residual income of the widow” for a month in a current payment period means the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

(5) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 1^{er} avril 1996.

116. (1) La définition de « exercice en cours », au paragraphe 22(1) de la même loi, est abrogée.

(2) Les définitions de « année de référence », « revenu de l’année civile », « revenu familial résiduel », « revenu résiduel de la veuve », « valeur arrondie de la pension » et « valeur arrondie du supplément », au paragraphe 22(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« année de référence » S’entend au sens de l’article 10.

« revenu de l’année civile » Pour le calcul du montant de la prestation payable en vertu de la présente partie pour un mois antérieur à juillet 1999, le revenu calculé conformément à l’article 13.

« revenu familial résiduel » Quant à un pensionné et son conjoint pour un mois de la période de paiement en cours, le résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

où :

A représente le revenu familial mensuel pour la période;

B le produit, arrondi, pour le calcul du montant de la prestation payable en vertu de la présente partie pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension par le facteur d’admissibilité applicable au conjoint pour le mois.

« revenu résiduel de la veuve » S’agissant du revenu résiduel de la veuve pour un mois de la période de paiement en cours, le résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

où :

A représente le revenu mensuel de la veuve pour la période;

1996, ch. 18, par. 54(1)

« année de référence »
“base calendar year”

« revenu de l’année civile »
“income”

« revenu familial résiduel »
“residual family income”

« revenu résiduel de la veuve »
“residual income of the widow”

1996, c. 18, s. 54(1)

“base calendar year”
« année de référence »

“income”
« revenu de l’année civile »

“residual family income”
« revenu familial résiduel »

“residual income of the widow”
« revenu résiduel de la veuve »

A is the monthly income of the widow in the current payment period, and

B is the product

(a) obtained by multiplying four-thirds of the rounded pension equivalent by the widow's special qualifying factor for the month, and

(b) for the purpose of determining the amount of the allowance for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars;

“rounded pension equivalent”
« valeur arrondie de la pension »

“rounded pension equivalent” means the pension equivalent, rounded, for the purpose of determining the amount of an allowance for any month before July 1, 1999, to the next higher multiple of three dollars when the pension equivalent is not a multiple of three dollars;

“rounded supplement equivalent”
« valeur arrondie du supplément »

“rounded supplement equivalent” means the supplement equivalent, rounded, for the purpose of determining the amount of an allowance for any month before July 1, 1999, to the next higher multiple of one dollar when the supplement equivalent is not a multiple of one dollar;

(3) The definition “monthly family income” in subsection 22(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

“monthly family income”
« revenu familial mensuel »

“monthly family income” of a pensioner and the pensioner's spouse in a current payment period is the amount that equals one-twelfth of the total incomes of the pensioner and the spouse for the base calendar year;

(4) Subsection 22(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“current payment period”
« période de paiement en cours »

“current payment period” means the payment period in respect of which an application for a spouse's allowance is made under this Part;

(5) The description of D in subsection 22(2) of the Act is replaced by the following:

1996, c. 18, s. 54(2)

D is the residual family income of the pensioner and the spouse for that month

B le produit, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension par le facteur d'admissibilité applicable à la veuve pour le mois.

« valeur arrondie de la pension » La valeur de la pension arrondie, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de trois supérieur.

« valeur arrondie de la pension »
“rounded pension equivalent”

« valeur arrondie du supplément » La valeur du supplément arrondie, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, à l'unité supérieure.

« valeur arrondie du supplément »
“rounded supplement equivalent”

(3) La définition de « monthly family income », au paragraphe 22(1) de la version anglaise de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

“monthly family income” of a pensioner and the pensioner's spouse in a current payment period is the amount that equals one-twelfth of the total incomes of the pensioner and the spouse for the base calendar year;

“monthly family income”
« revenu familial mensuel »

(4) Le paragraphe 22(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« période de paiement en cours » La période de paiement pour laquelle se fait la demande d'allocation prévue par la présente partie.

« période de paiement en cours »
“current payment period”

(5) L'élément D de la formule figurant au paragraphe 22(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 54(2)

rounded, for the purpose of determining the amount of a supplement for any month before July 1, 1999, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars.

1996, c. 18,
s. 54(2)

(6) The portion of paragraph 22(3)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) where there is no monthly family income of the pensioner and spouse in the current payment period, the total of

1996, c. 18,
s. 54(2)

(7) The portion of paragraph 22(3)(b) of the Act before the formula is replaced by the following:

(b) where the monthly family income of the pensioner and spouse in the current payment period is equal to or less than the product

(i) obtained by multiplying four-thirds of the rounded pension equivalent in respect of the month by the spouse's special qualifying factor for the month, and

(ii) for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

the amount determined by the formula

1996, c. 18,
s. 54(2)

(8) The description of E in paragraph 22(3)(b) of the Act is replaced by the following:

E is the monthly family income of the pensioner and the spouse in the current payment period rounded, for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars; and

1996, c. 18,
s. 54(2)

(9) The portion of paragraph 22(3)(c) of the Act before the formula is replaced by the following:

(c) where the monthly family income of the pensioner and spouse in the current payment period is more than the product

(i) obtained by multiplying four-thirds of the rounded pension equivalent in respect

D le revenu familial résiduel pour le mois, arrondi, pour le calcul du montant du supplément payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre inférieur.

(6) Le passage de l'alinéa 22(3)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) en l'absence de revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours, le total des éléments suivants :

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(7) Le passage de l'alinéa 22(3)b) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

b) si le revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours ne dépasse pas le produit, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable au conjoint pour le mois, le résultat du calcul suivant :

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(8) L'élément E de la formule figurant à l'alinéa 22(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

E le revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre inférieur;

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(9) Le passage de l'alinéa 22(3)c) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

c) si le revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours dépasse le produit, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur

1996, ch. 18,
par. 54(2)

of the month by the spouse's special qualifying factor for the month, and

(ii) for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

the amount determined by the formula

1996, c. 18,
s. 54(2)

(10) The description of C in paragraph 22(3)(c) of the Act is replaced by the following:

C is the residual family income of the pensioner and spouse for that month rounded, for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars.

1996, c. 18,
s. 54(2)

(11) The portion of paragraph 22(4)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) where there is no monthly income of the widow in the current payment period, the total of

1996, c. 18,
s. 54(2)

(12) The portion of paragraph 22(4)(b) of the Act before the formula is replaced by the following:

(b) where the monthly income of the widow in the current payment period is equal to or less than the product

(i) obtained by multiplying four-thirds of the rounded pension equivalent in respect of the month by the widow's special qualifying factor for the month, and

(ii) for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

the amount determined by the formula

1996, c. 18,
s. 54(2)

(13) The description of E in paragraph 22(4)(b) of the Act is replaced by the following:

E is the monthly income of the widow in the current payment period rounded, for the purpose of calculating an allowance for

arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable au conjoint pour le mois, le résultat du calcul suivant :

(10) L'élément C de la formule figurant à l'alinéa 22(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

C le revenu familial résiduel pour le mois, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre inférieur.

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(11) Le passage de l'alinéa 22(4)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) en l'absence de revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours, le total des éléments suivants :

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(12) Le passage de l'alinéa 22(4)b) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

b) si le revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours ne dépasse pas le produit, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable à la veuve pour le mois, le résultat du calcul suivant :

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(13) L'élément E de la formule figurant à l'alinéa 22(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

E le revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation paya-

1996, ch. 18,
par. 54(2)

any month before July 1, 1999, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars; and

1996, c. 18,
s. 54(2)

(14) The portion of paragraph 22(4)(c) of the Act before the formula is replaced by the following:

(c) where the monthly income of the widow in the current payment period is more than the product

(i) obtained by multiplying four-thirds of the rounded pension equivalent in respect of the month by the widow's special qualifying factor for the month, and

(ii) for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

the amount determined by the formula

1996, c. 18,
s. 54(2)

(15) The description of C in paragraph 22(4)(c) of the Act is replaced by the following:

C is the residual income of the widow in respect of the month rounded, for the purpose of calculating an allowance for any month before July 1, 1999, where that residual income is not a multiple of two dollars, to the next lower multiple of two dollars.

1996, c. 18,
s. 56

117. Section 34 of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (o) and by replacing paragraph (p) by the following:

(p) providing events for the purposes of subsections 11(8), 19(6.2) and 21(9.1); and

(q) prescribing anything that must or may be prescribed by regulations made under this Act.

118. Subsection 44(1) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a), by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (c).

Replacement
of "fiscal
year" with
"payment
period"

119. (1) The Act is amended by replacing the expression "fiscal year" with the expression "payment period" in the following provisions:

ble pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre inférieur;

(14) Le passage de l'alinéa 22(4)c) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

c) si le revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours dépasse le produit, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable à la veuve pour le mois, le résultat du calcul suivant :

1996, ch. 18,
par. 54(2)

(15) L'élément C de la formule figurant à l'alinéa 22(4)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

C le revenu résiduel de la veuve pour le mois, arrondi, pour le calcul du montant de l'allocation payable pour un mois antérieur à juillet 1999, au multiple de deux inférieur.

1996, ch. 18,
par. 54(2)

117. L'alinéa 34p) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

p) prévoir des événements pour l'application des paragraphes 11(8), 19(6.2) et 21(9.1);

q) prendre les mesures qui doivent ou peuvent être prises par règlement sous le régime de la présente loi.

1996, ch. 18,
art. 56

118. L'alinéa 44(1)c) de la même loi est abrogé.

119. (1) Dans les passages suivants de la même loi, « exercice » est remplacé par « période de paiement », avec les adaptations nécessaires :

Remplace-
ment de
« exercice »
par « période
de
paiement »

- (a) subsections 11(4) and (5);
- (b) paragraph 12(6)(c);
- (c) subsection 14(7);
- (d) subsections 19(4) to (4.2);
- (e) subsection 21(1);
- (f) subsection 21(4);
- (g) subsections 21(5.1) and (5.2); and
- (h) the definition “monthly income” in subsection 22(1).

(2) The English version of the Act is amended by replacing the expression “fiscal year” with the expression “payment period” in the following provisions:

- (a) the definitions “first adjustment quarter”, “payment quarter” and “second adjustment quarter” in section 2;
- (b) subsections 11(1) and (2); and
- (c) section 25.

Replacement of “fiscal year” with “payment period”

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Income Tax Act

120. Subparagraph 241(4)(e)(viii) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

(viii) paragraph 33.11(a) of the *Old Age Security Act*,

R.S., c. W-3

War Veterans Allowance Act

121. (1) The definitions “current fiscal year” and “previous fiscal year” in subsection 2(1) of the *War Veterans Allowance Act* are repealed.

(2) The definitions “first adjustment quarter”, “payment review period” and “second adjustment quarter” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

“first adjustment quarter”, in relation to a payment quarter, means,

- (a) if the payment quarter commences on the first day of April, the period of three months commencing on the first day of

“first adjustment quarter”
« premier trimestre de rajustement »

- a) les paragraphes 11(4) et (5);
- b) l’alinéa 12(6)c);
- c) le paragraphe 14(7);
- d) les paragraphes 19(4) à (4.2);
- e) le paragraphe 21(1);
- f) le paragraphe 21(4);
- g) les paragraphes 21(5.1) et (5.2);
- h) la définition de « revenu mensuel de la veuve » au paragraphe 22(1).

(2) Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « fiscal year » est remplacé par « payment period » :

- a) les définitions de « first adjustment quarter », « payment quarter » et « second adjustment quarter » à l’article 2;
- b) les paragraphes 11(1) et (2);
- c) l’article 25.

Remplacement de « fiscal year » par « payment period »

Loi de l’impôt sur le revenu

120. Le sous-alinéa 241(4)(e)(viii) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

(viii) l’alinéa 33.11(a) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*,

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Loi sur les allocations aux anciens combattants

121. (1) Les définitions de « exercice en cours » et « exercice précédent », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, sont abrogées.

(2) Les définitions de « période de révision des paiements », « premier trimestre de rajustement » et « second trimestre de rajustement », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« période de révision des paiements » La période qui comprend la période de paiement précédente et la période de paiement en cours.

« premier trimestre de rajustement » Relativement à un trimestre de paiement :

L.R., ch. W-3

L.R., ch. 7 (1^{er} suppl.), par. 1(1)

L.R., ch. 7 (1^{er} suppl.), par. 1(1)

« période de révision des paiements »
« payment review period »

« premier trimestre de rajustement »
« first adjustment quarter »

November next before that first day of April,

(b) if the payment quarter commences on the first day of July, the period of three months commencing on the first day of February next before that first day of July,

(c) if the payment quarter commences on the first day of October, the period of three months commencing on the first day of May next before that first day of October, and

(d) if the payment quarter commences on the first day of January, the period of three months commencing on the first day of August next before that first day of January;

“payment review period”
« période de révision des paiements »

“payment review period” means the period that includes the previous payment period and the current payment period;

“second adjustment quarter”
« second trimestre de rajustement »

“second adjustment quarter”, in relation to a payment quarter, means,

(a) if the payment quarter commences on the first day of April, the period of three months commencing on the first day of August next before that first day of April,

(b) if the payment quarter commences on the first day of July, the period of three months commencing on the first day of November next before that first day of July,

(c) if the payment quarter commences on the first day of October, the period of three months commencing on the first day of February next before that first day of October, and

(d) if the payment quarter commences on the first day of January, the period of three months commencing on the first day of May next before that first day of January;

a) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} avril, la période de trois mois commençant le 1^{er} novembre précédent;

b) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} juillet, la période de trois mois commençant le 1^{er} février précédent;

c) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} octobre, la période de trois mois commençant le 1^{er} mai précédent;

d) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} janvier, la période de trois mois commençant le 1^{er} août précédent.

« second trimestre de rajustement » Relative-ment à un trimestre de paiement :

« second trimestre de rajustement »
“second adjustment quarter”

a) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} avril, la période de trois mois commençant le 1^{er} août précédent;

b) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} juillet, la période de trois mois commençant le 1^{er} novembre précédent;

c) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} octobre, la période de trois mois commençant le 1^{er} février précédent;

d) si le trimestre de paiement commence le 1^{er} janvier, la période de trois mois commençant le 1^{er} mai précédent.

(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“current payment period”
« période de paiement en cours »

“current payment period”, in relation to a month, means the payment period that includes the month;

“payment period”
« période de paiement »

“payment period” means

- (a) before April 1, 1998, the fiscal year,
- (b) the fifteen-month period that begins on April 1, 1998 and ends on June 30, 1999, and
- (c) after June 30, 1999, the twelve-month period that begins on July 1 of one year and ends on June 30 of the next year;

“previous payment period”
« période de paiement précédente »

“previous payment period” means the payment period ending next before the current payment period;

R.S., c. 7 (1st Supp.), s. 4

122. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a.1) is replaced by the following:

Definition of “income”

7. (1) For the purposes of this Act, “income”, of a person for a calendar year, has the same meaning as in section 2 of the *Old Age Security Act* except that, for the purposes of this Act,

R.S., c. 7 (1st Supp.), s. 4

(2) Subsection 7(2) of the Act is replaced by the following:

If change to other acts

(2) Despite subsection (1), if it appears to the Minister that any amendment to the *Income Tax Act* or the regulations made under that Act or to the *Old Age Security Act* would result in a significant change in the amount of any allowance payable in respect of any class of persons under this Act, the Minister may, with the approval of the Governor in Council, make orders to alleviate for the purposes of this Act the effect of the change by deeming revenue specified in the orders or a part of that revenue to be or not to be, as the case may require, income of a person referred to in subsection (1).

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« période de paiement »

- a) Avant le 1^{er} avril 1998, l'exercice;
- b) la période de quinze mois commençant le 1^{er} avril 1998 et se terminant le 30 juin 1999;
- c) après le 30 juin 1999, la période de douze mois commençant le 1^{er} juillet et se terminant le 30 juin suivant.

« période de paiement en cours » Par rapport à un mois, la période de paiement qui comprend ce mois.

« période de paiement précédente » La période de paiement qui prend fin immédiatement avant la période de paiement en cours.

« période de paiement »
“payment period”

« période de paiement en cours »
“current payment period”

« période de paiement précédente »
“previous payment period”

L.R., ch. 7 (1^{er} suppl.), art. 4

122. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa a.1) est remplacé par ce qui suit :

7. (1) Pour l'application de la présente loi, « revenu », s'il s'agit du revenu d'une personne pour une année civile, s'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* sauf que dans le cadre de la présente loi :

Définition de « revenu »

(2) Le paragraphe 7(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Indépendamment du paragraphe (1), lorsqu'il semble au ministre qu'une modification de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des règlements pris sous l'autorité de cette loi ou de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* aurait pour effet d'entraîner un changement significatif dans le montant d'une allocation payable sous le régime de la présente loi à l'égard d'une catégorie de personnes, il peut, avec le consentement du gouverneur en conseil, prendre des arrêtés dont le but est d'amenuiser, pour l'application de la présente loi, les effets du changement au moyen d'une présomption voulant que l'ensemble ou une partie du revenu spécifié à ces arrêtés soit réputé être ou

L.R., ch. 7 (1^{er} suppl.), art. 4

Cas de modification de certaines lois

(3) Subsections (1) and (2) come into force on July 1, 1999.

1990, c. 43,
s. 35

123. (1) Subsection 8.1(1) of the Act is replaced by the following:

Statement of
income to be
made

8.1 (1) Every person who makes an application for an allowance shall include in the application a statement of the income of the person and the person's spouse, if any, for the base calendar year.

1990, c. 43,
s. 35

(2) The portion of subsection 8.1(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Additional
statement

(3) Where, in the base calendar year or in a month that is before the current payment period and after the end of the base calendar year, a recipient or a recipient's spouse experiences a change in income that is of an ongoing and continuing nature and that results in a loss or reduction of income equal to or greater than an amount prescribed by regulations made under section 25, the recipient may, not later than the end of the current payment period and in addition to making the statement of income required by subsection (1), file with the Minister a statement of estimated income, if any, of the recipient and spouse for the calendar year in which the loss or reduction of income occurred, in which case the income for the base calendar year in respect of the recipient and spouse for the purposes of calculating the allowance payable to the recipient for the current payment period shall be deemed to be the amount obtained by

Replacement
of "fiscal
year" with
"payment
period"

124. The Act is amended by replacing the expression "fiscal year" with the expression "payment period" in the following provisions:

- (a) the definitions "base calendar year" and "payment quarter" in subsection 2(1);**
- (b) subsection 4(3);**
- (c) subsection 8.1(2);**
- (d) subsection 8.1(4); and**
- (e) subsection 18(1.1).**

ne pas être, selon le cas, un revenu d'une personne visée au paragraphe (1).

(3) Les paragraphes (1) et (2) entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

123. (1) Le paragraphe 8.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 43,
art. 35

8.1 (1) La personne qui fait une demande d'allocation doit y faire état de son revenu ainsi que du revenu de son conjoint, le cas échéant, pour l'année civile de base.

Nécessité de
faire état de
son revenu

(2) Le passage du paragraphe 8.1(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 43,
art. 35

(3) Lorsque, dans l'année civile de base ou dans un mois antérieur à la période de paiement en cours mais postérieur à l'année civile de base, il se produit, dans le revenu d'un bénéficiaire ou dans le revenu de son conjoint, un changement durable ayant pour effet d'entraîner une perte ou une diminution de revenu au moins égale au montant prévu par règlement d'application de l'article 25, le bénéficiaire peut, en sus de faire état de son revenu selon ce qui est prévu au paragraphe (1), produire auprès du ministre, au plus tard à la fin de la période de paiement en cours, un état de son revenu estimatif et de celui de son conjoint, s'il y a lieu, pour l'année civile où la perte ou la diminution de revenu a eu lieu; le revenu du bénéficiaire et de son conjoint pour l'année civile de base est alors, dans le cadre du calcul de l'allocation payable au bénéficiaire pour la période de paiement en cours, réputé égal au résultat de l'opération suivante :

État
supplémentaire
du
revenu

124. Dans les passages suivants de la même loi, « exercice » est remplacé par « période de paiement », avec les adaptations nécessaires :

Remplacement de
« exercice »
par « période
de
paiement »

- a) les définitions de « année civile de base » et « trimestre de paiement » au paragraphe 2(1);**
- b) le paragraphe 4(3);**
- c) le paragraphe 8.1(2);**
- d) le paragraphe 8.1(4);**
- e) le paragraphe 18(1.1).**

PART 13

PARTIE 13

FINANCIAL ASSISTANCE TO
INTERNATIONAL FINANCIAL
INSTITUTIONS AND FOREIGN STATESAIDE FINANCIÈRE AUX INSTITUTIONS
FINANCIÈRES ET AUX ÉTATS
ÉTRANGERS

R.S., c. I-18

*International Development (Financial
Institutions) Assistance Act**Loi d'aide au développement international
(institutions financières)*

L.R., ch. I-18

1995, c. 5,
par. 25(1)(s)**125. The portion of section 3 of the
*International Development (Financial Insti-
tutions) Assistance Act* before paragraph (a)
is replaced by the following:****125. Le passage de l'article 3 de la *Loi
d'aide au développement international (in-
stitutions financières)* précédant l'alinéa a)
est remplacé par ce qui suit :**1995, ch. 5,
al. 25(1)(s)

Assistance

3. The Minister of Foreign Affairs, in
consultation with the Minister of Finance,
may, for the purpose of promoting the social
and economic development of developing
countries, provide financial assistance to an
institution by way of**3.** Après consultation du ministre des
Finances, le ministre des Affaires étrangères
peut, dans le but de stimuler le développement
économique et social des pays en voie de
développement, fournir une aide financière à
une institution :

Aide

**126. Section 12 of the Act is replaced by
the following:****126. L'article 12 de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**Payment out
of C.R.F.**12. (1)** The Minister of Foreign Affairs may
make payments out of the Consolidated
Revenue Fund for the purpose mentioned in
section 3.**12. (1)** Pour l'application de l'article 3, le
ministre des Affaires étrangères peut faire des
paiements sur le Trésor.Paiement sur
le Trésor

Limitation

(2) Payments made for the purpose men-
tioned in section 3 in any period may not
exceed the amount, if any, specified for the
purpose in respect of that period in an
appropriation by Parliament.**(2)** Les paiements faits pour l'application
de l'article 3 au cours d'une période donnée ne
peuvent dépasser le montant équivalent prévu
à cette fin, pour cette période, par une
affectation de crédits du Parlement.

Restriction

R.S., c. B-7;
R.S., c. 24 (1st
Suppl.), s. 3*Bretton Woods and Related Agreements Act**Loi sur les accords de Bretton Woods et des
accords connexes*L.R., ch. B-7;
L.R., ch. 24
(1^{er} suppl.),
art. 31991, c. 21,
s. 1**127. Section 7 of the *Bretton Woods and
Related Agreements Act* is replaced by the
following:****127. L'article 7 de la *Loi sur les accords de
Bretton Woods et des accords connexes* est
remplacé par ce qui suit :**1991, ch. 21,
art. 1Payment to
International
Monetary
Fund**7.** The Minister of Finance may provide for
payment out of the Consolidated Revenue
Fund to the International Monetary Fund in
the manner and at the times provided for by the
Agreement set out in Schedule I of a sum or
sums of money, not exceeding in the whole an
amount equivalent to the subscriptions re-
quired from or permitted to be made by
Canada, namely, six billion, three hundred and
sixty-nine million, two hundred thousand
Special Drawing Rights.**7.** Le ministre des Finances peut pourvoir
au paiement, sur le Trésor, de la quote-part du
Canada au Fonds monétaire international, soit
un maximum global de six milliards trois cent
soixante-neuf millions deux cent mille en
droits de tirage spéciaux. Le paiement se fait
selon les modalités de temps et autres prévues
par l'accord reproduit à l'annexe I.Paiement au
Fonds
monétaire
international

128. Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Payment out of C.R.F.

(1.1) The Minister of Finance may make payments out of the Consolidated Revenue Fund for the purpose mentioned in subsection (1).

R.S., c. 34 (4th Supp.), s. 1

129. Subsection 8.1(3) of the Act is replaced by the following:

Payment out of C.R.F.

(3) The Minister of Finance may make payments out of the Consolidated Revenue Fund for the purposes mentioned in subsections (1) and (2).

130. The Act is amended by adding the following after section 8.2:

Declaration authorizing financial assistance

8.3 (1) The Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance to provide a foreign state with financial assistance under this section if the Governor in Council is of the opinion that it is in the national interest to do so.

Contents of order

(2) The order shall specify the foreign state to which the financial assistance is to be provided and the period of time during which it may be given.

Forms of financial assistance

(3) The Minister of Finance may provide financial assistance to a foreign state mentioned in an order by

- (a) entering into any arrangement with the foreign state that has the effect of extending credit to the foreign state;
- (b) guaranteeing the payment by the foreign state of all amounts payable under loans and other financial arrangements entered into by the foreign state with any person; or
- (c) indemnifying any person from any losses, damages or expenses suffered or incurred as a result or arising out of loans or other financial arrangements entered into by the foreign state with the person.

Restriction

(4) The Minister of Finance may provide financial assistance to a foreign state only if the Minister of Finance is satisfied that

- (a) the foreign state has an International Monetary Fund arrangement; and

128. L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), le ministre des Finances peut faire des paiements sur le Trésor.

129. Le paragraphe 8.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), le ministre des Finances peut faire des paiements sur le Trésor.

130. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 8.2, de ce qui suit :

8.3 (1) Lorsqu'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, le gouverneur en conseil peut, par décret, octroyer une aide financière à un État étranger.

(2) Le décret doit préciser l'État étranger pour lequel l'aide financière est octroyée ainsi que la période pendant laquelle elle peut être octroyée.

(3) Le ministre des Finances peut octroyer l'aide financière, selon le cas :

- a) en concluant avec l'État étranger un accord qui a pour effet d'accorder un crédit à cet État;
- b) en garantissant le paiement par l'État étranger de toutes les sommes payables au titre de prêts ou autres arrangements financiers conclus entre cet État et une personne;
- c) en indemnisant toute personne des pertes ou dommages subis ou dépenses engagées à la suite de prêts ou autres arrangements financiers conclus entre cet État et cette dernière.

(4) Le ministre des Finances ne peut accorder une aide financière à un État étranger que s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) l'État a conclu un accord relatif au Fonds monétaire international;

Paiement sur le Trésor

L.R., ch. 34 (4^e suppl.), art. 1

Paiement sur le Trésor

Déclaration d'autorisation d'aide financière

Contenu du décret

Types d'aide financière

Restriction

	<p>(b) other countries will be participating with Canada in the provision of financial assistance in an amount that the Minister of Finance determines is satisfactory.</p>	<p>b) d'autres pays participeront avec le Canada à l'aide financière et verseront des sommes que le ministre des Finances juge indiquées.</p>	
Limitation	<p>(5) The maximum financial assistance that may be provided under this section shall at no time exceed</p> <p>(a) US\$2.5 billion in respect of any particular foreign state; and</p> <p>(b) US\$5 billion in respect of all foreign states.</p>	<p>(5) L'aide financière maximale qui peut être accordée au titre du présent article ne peut excéder :</p> <p>a) 2,5 milliards de dollars américains pour tout État étranger en particulier;</p> <p>b) 5 milliards de dollars américains pour tous les États étrangers.</p>	Limite
Calculation of maximum	<p>(6) For the purpose of subsection (5), the maximum financial assistance is the total of</p> <p>(a) the outstanding principal amount of obligations owing to Her Majesty in respect of arrangements that have the effect of extending credit,</p> <p>(b) the obligation of Her Majesty to advance funds in respect of any outstanding arrangement that has the effect of extending credit or to pay money to any person in respect of any outstanding arrangement, and</p> <p>(c) the contingent liability of Her Majesty in respect of the principal amount owing under all outstanding arrangements giving rise to contingent liabilities.</p>	<p>(6) Pour l'application du paragraphe (5), le montant maximal de l'aide financière correspond au total des montants suivants :</p> <p>a) le principal encore impayé des créances de Sa Majesté dans le cadre d'ententes d'ouverture de crédit;</p> <p>b) les obligations que Sa Majesté a contractées, dans le cadre d'ententes qui sont en cours, d'avancer une somme d'argent au titre d'une ouverture de crédit ou de verser une somme d'argent à une personne;</p> <p>c) la dette éventuelle de Sa Majesté au titre du principal encore impayé dans le cadre des ententes correspondantes qui sont en cours.</p>	Calcul du montant maximal
Export Development Corporation	<p>(7) The Export Development Corporation may, on the request of the Minister of Finance, act as the Minister of Finance's agent for the purpose of providing financial assistance to any foreign state under this section.</p>	<p>(7) La Société pour l'expansion des exportations peut, à la demande du ministre des Finances, agir comme mandataire de celui-ci en vue d'accorder une aide financière à un État étranger au titre du présent article.</p>	La Société pour l'expansion des exportations
Payment out of C.R.F.	<p>(8) The Minister of Finance may pay out of the Consolidated Revenue Fund any amount that is required</p> <p>(a) for the purpose of providing financial assistance under this section; or</p> <p>(b) to compensate the Export Development Corporation for its services as agent of the Minister of Finance under subsection (7) in accordance with any agreement between the Export Development Corporation and the Minister of Finance.</p>	<p>(8) Le ministre des Finances peut prélever sur le Trésor les sommes nécessaires en vue :</p> <p>a) d'octroyer une aide financière au titre du présent article;</p> <p>b) de rémunérer la Société pour l'expansion des exportations pour ses services à titre de mandataire dans le cadre du paragraphe (7), en conformité avec tout accord conclu entre eux.</p>	Prélèvement sur le Trésor

Definitions

(9) The definitions in this subsection apply in this section.

“foreign state”
« État étranger »

“foreign state” means a country other than Canada, and includes

- (a) any political subdivision of a foreign state;
- (b) the government, and any department, of a foreign state or of a political subdivision of a foreign state; and
- (c) any agency of a foreign state or of a political subdivision of a foreign state.

“International Monetary Fund arrangement”
« Accord relatif au Fonds monétaire international »

“International Monetary Fund arrangement” means an arrangement between the International Monetary Fund and a foreign state under which the International Monetary Fund agrees to provide financial assistance to the foreign state.

131. Section 1 of Article XV of Schedule I to the Act is replaced by the following:

- (a) To meet the need, as and when it arises, for a supplement to existing reserve assets, the Fund is authorized to allocate special drawing rights in accordance with the provisions of Article XVIII to members that are participants in the Special Drawing Rights Department.
- (b) In addition, the Fund shall allocate special drawing rights to members that are participants in the Special Drawing Rights Department in accordance with the provisions of Schedule M.

132. Schedule I to the Act is amended by adding, after Schedule L, the schedule set out in the schedule to this Act.

Coming into force

133. Sections 127 to 132 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

(9) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

« Accord relatif au Fonds monétaire international » Accord entre le Fonds monétaire international et un État étranger en vertu duquel le Fonds monétaire international accepte d’octroyer une aide financière à cet État.

« État étranger » Pays autre que le Canada. Sont assimilés à un État étranger :

- a) ses subdivisions politiques;
- b) son gouvernement, ses ministères ou ceux de ses subdivisions politiques;
- c) ses organismes ou ceux de ses subdivisions politiques.

131. La section 1 de l’article XV de l’annexe I de la même loi est remplacée par ce qui suit :

- a) Afin d’ajouter, lorsque et dans la mesure où le besoin s’en fait sentir, aux instruments de réserve existants, le Fonds est autorisé à allouer des droits de tirage spéciaux, conformément à l’article XVIII, aux États membres qui participent au Département des droits de tirage spéciaux.
- b) En outre, le Fonds allouera des droits de tirage spéciaux, conformément aux dispositions de l’annexe M, aux États membres qui participent au Département des droits de tirage spéciaux.

132. L’annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, après l’annexe L, de l’annexe figurant à l’annexe de la présente loi.

133. Les articles 127 à 132 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Définitions

« Accord relatif au Fonds monétaire international »
“International Monetary Fund Arrangement”

« État étranger »
“foreign state”

Entrée en vigueur

SCHEDULE
(Section 132)

SCHEDULE M

SPECIAL ONE-TIME ALLOCATION OF SPECIAL
DRAWING RIGHTS

1. Subject to 4 below, each member that, as of September 19, 1997, is a participant in the Special Drawing Rights Department shall, on the 30th day following the effective date of the fourth amendment of this Agreement, receive an allocation of special drawing rights in an amount that will result in its net cumulative allocation of special drawing rights being equal to 29.315788813 percent of its quota as of September 19, 1997, provided that, for participants whose quotas have not been adjusted as proposed in Resolution No. 45-2 of the Board of Governors, calculations shall be made on the basis of the quotas proposed in that resolution.

2. (a) Subject to 4 below, each country that becomes a participant in the Special Drawing Rights Department after September 19, 1997 but within three months of the date of its membership in the Fund shall receive an allocation of special drawing rights in an amount calculated in accordance with (b) and (c) below on the 30th day following the later of:

(i) the date on which the new member becomes a participant in the Special Drawing Rights Department, or

(ii) the effective date of the fourth amendment of this Agreement.

(b) For the purposes of (a) above, each participant shall receive an amount of special drawing rights that will result in such participant's net cumulative allocation being equal to 29.315788813 percent of its quota as of the date on which the member becomes a participant in the Special Drawing Rights Department, as adjusted:

(i) first, by multiplying 29.315788813 percent by the ratio of the total of quotas, as calculated under 1 above, of the participants described in (c) below to the total of quotas of such participants as of the date on which the member became a participant in the Special Drawing Rights Department, and

(ii) second, by multiplying the product of (i) above by the ratio of the total of the sum of the net cumulative allocations of special drawing rights received under Article XVIII of the participants described in (c) below as of the date on which the member became a participant in the Special Drawing Rights Department and the allocations received by such participants under 1 above to the total of the sum of the net cumulative allocations of special drawing rights received under Article XVIII of such participants as of September 19, 1997 and the allocations received by such participants under 1 above.

ANNEXE
(article 132)

ANNEXE M

ALLOCATION SPÉCIALE ET UNIQUE DE DROITS DE
TIRAGE SPÉCIAUX

1. Sous réserve du paragraphe 4, tout État membre qui, au 19 septembre 1997, participe au Département des droits de tirage spéciaux recevra, le trentième jour suivant la date d'entrée en vigueur du quatrième amendement des présents Statuts, une allocation de droits de tirage spéciaux dont le montant portera son allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux à 29,315788813 pour cent de sa quote-part au 19 septembre 1997, étant entendu que, dans le cas des participants dont les quotes-parts n'ont pas été ajustées comme proposé dans la Résolution du Conseil des gouverneurs n° 45-2, le calcul s'effectuera sur la base des quotes-parts proposées dans ladite résolution.

2. a) Sous réserve du paragraphe 4, tout pays qui devient participant au Département des droits de tirage spéciaux après le 19 septembre 1997, mais dans un délai de trois mois à compter de la date de son admission au Fonds, recevra une allocation de droits de tirage spéciaux, dont le montant sera calculé conformément aux alinéas b) et c), le trentième jour suivant la plus tardive des deux dates suivantes :

i) soit la date à laquelle il devient participant au Département des droits de tirage spéciaux,

ii) soit la date d'entrée en vigueur du quatrième amendement des présents Statuts.

b) Aux fins de l'alinéa a), chaque participant recevra un montant de droits de tirage spéciaux d'un montant tel que son allocation cumulative nette sera égale à 29,315788813 pour cent de sa quote-part à la date à laquelle il a acquis la qualité de participant, après ajustement obtenu en multipliant :

i) premièrement, par 29,315788813 pour cent le ratio entre, d'une part, le total des quotes-parts, calculé selon la méthode énoncée au paragraphe 1, des participants visés à l'alinéa c) et, d'autre part, le total des quotes-parts de ces participants à la date à laquelle il a acquis la qualité de participant;

ii) deuxièmement, le produit obtenu au sous-alinéa i) par le ratio entre, d'une part, la somme des allocations cumulatives nettes de droits de tirage spéciaux qu'ont reçues, en vertu de l'article XVIII, les participants visés à l'alinéa c), à la date à laquelle l'État membre a acquis la qualité de participant, majorée des allocations qu'ont reçues ces participants en vertu du paragraphe 1 et, d'autre part, la somme des allocations cumulatives nettes de droits de tirage spéciaux qu'ont reçues, en vertu de l'article XVIII, ces participants au 19 septembre 1997, majorée des

(c) For the purposes of the adjustments to be made under (b) above, the participants in the Special Drawing Rights Department shall be members that are participants as of September 19, 1997 and

(i) continue to be participants in the Special Drawing Rights Department as of the date on which the member became a participant in the Special Drawing Rights Department, and

(ii) have received all allocations made by the Fund after September 19, 1997.

3. (a) Subject to 4 below, if the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia/Montenegro) succeeds to the membership in the Fund and the participation in the Special Drawing Rights Department of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in accordance with the terms and conditions of Executive Board Decision No. 10237-(92/150), adopted December 14, 1992, it shall receive an allocation of special drawing rights in an amount calculated in accordance with (b) below on the 30th day following the later of:

(i) the date on which the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia/Montenegro) succeeds to membership in the Fund and participation in the Special Drawing Rights Department in accordance with the terms and conditions of Executive Board Decision No. 10237-(92/150), or

(ii) the effective date of the fourth amendment of this Agreement.

(b) For the purposes of (a) above, the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia/Montenegro) shall receive an amount of special drawing rights that will result in its net cumulative allocation being equal to 29.315788813 percent of the quota proposed to it under paragraph 3(c) of Executive Board Decision No. 10237-(92/150), as adjusted in accordance with 2(b)(ii) and (c) above as of the date on which the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia/Montenegro) qualifies for an allocation under (a) above.

4. The Fund shall not allocate special drawing rights under this Schedule to those participants that have notified the Fund in writing prior to the date of the allocation of their desire not to receive the allocation.

5. (a) If, at the time an allocation is made to a participant under 1, 2, or 3 above, the participant has overdue obligations to the Fund, the special drawing rights so allocated shall be deposited and held in an escrow account within the Special Drawing Rights Department and shall be released to the participant upon discharge of all its overdue obligations to the Fund.

(b) Special drawing rights being held in an escrow account shall not be available for any use and shall not be included in

allocations qu'ont reçues ces participants en vertu du paragraphe 1.

c) Aux fins des ajustements à effectuer en application de l'alinéa b), les participants au Département des droits de tirage spéciaux seront les pays participants au 19 septembre 1997 :

i) qui continueront d'être des participants au Département des droits de tirage spéciaux à la date à laquelle l'État membre devient participant,

ii) qui auront reçu toutes les allocations faites par le Fonds après le 19 septembre 1997.

3. a) Sous réserve du paragraphe 4, si la République fédérale de Yougoslavie (Serbie/Monténégro) succède en qualité de membre du Fonds et de participant au Département des droits de tirage spéciaux à l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie conformément aux modalités et conditions énoncées dans la décision n° 10237-(92/150) adoptée par le Conseil d'administration le 14 décembre 1992, elle recevra une allocation de droits de tirage spéciaux, dont le montant sera calculé conformément à l'alinéa b), le trentième jour suivant la plus tardive des deux dates suivantes :

i) soit la date à laquelle la République fédérale de Yougoslavie (Serbie/Monténégro) assume la succession en qualité de membre du Fonds et de participant au Département des droits de tirage spéciaux conformément aux modalités et conditions énoncées dans la décision n° 10237-(92/150),

ii) soit la date d'entrée en vigueur du quatrième amendement du présent Accord.

b) Aux fins de l'alinéa a), la République fédérale de Yougoslavie (Serbie/Monténégro) recevra un montant des droits de tirage spéciaux d'un montant tel que son allocation cumulative nette sera égale à 29,315788813 pour cent de la quote-part qui lui était proposée aux termes du paragraphe 3c) de la décision du Conseil d'administration n° 10237-(92/150), ce pourcentage étant ajusté conformément aux paragraphes 2b) ii) et c) ci-dessus à la date à laquelle la République fédérale de Yougoslavie (Serbie/Monténégro) deviendra admissible à bénéficier d'une allocation en vertu de l'alinéa a) ci-dessus.

4. Le Fonds n'allouera pas de droits de tirage spéciaux au titre de la présente annexe aux participants qui, avant la date de l'allocation, lui auront notifié par écrit qu'ils ne souhaitent pas recevoir d'allocation.

5. a) Si, à la date où une allocation est faite à un participant en vertu des paragraphes 1, 2 ou 3 ci-dessus, le participant a des impayés envers le Fonds, les droits de tirage ainsi alloués seront déposés et détenus dans un compte bloqué au Département des droits de tirage spéciaux et ils seront mis à la disposition du participant une fois qu'il aura réglé l'intégralité de ses impayés envers le Fonds.

b) Les DTS détenus à un compte bloqué ne peuvent être mis à la disposition du participant pour quelque usage que ce soit

any calculations of allocations or holdings of special drawing rights for the purposes of the Articles, except for calculations under this Schedule. If special drawing rights allocated to a participant are held in an escrow account when the participant terminates its participation in the Special Drawing Rights Department or when it is decided to liquidate the Special Drawing Rights Department, such special drawing rights shall be canceled.

(c) For purposes of this paragraph, overdue obligations to the Fund consist of overdue repurchases and charges in the General Resources Account, overdue principal and interest on loans in the Special Disbursement Account, overdue charges and assessments in the Special Drawing Rights Department, and overdue liabilities to the Fund as trustee.

(d) Except for the provisions of this paragraph, the principle of separation between the General Department and the Special Drawing Rights Department and the unconditional character of special drawing rights as reserve assets shall be maintained.

et ne seront pas inclus dans le calcul des allocations du participant ni de ses avoirs en DTS aux fins des Statuts, sauf au titre de la présente annexe. Si des DTS sont détenus à un compte bloqué au moment où le participant met fin à sa participation au Département des droits de tirage spéciaux ou lorsqu'il est décidé de liquider le Département des droits de tirage spéciaux, ces DTS seront annulés.

c) Aux fins de ce paragraphe, les impayés envers le Fonds sont les impayés au titre de rachats et commissions au Compte des ressources générales, au titre du principal et des intérêts sur les prêts du Compte de versements spécial, au titre de commissions et prélèvements au Département des droits de tirage spéciaux et au titre d'engagements envers le Fonds en sa qualité de fiduciaire.

d) Sous réserve des dispositions de ce paragraphe, le principe de la séparation du Département général et du Département des droits de tirage spéciaux sera maintenu, de même que sera préservé le caractère d'actif de réserve inconditionnel du DTS.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****8801320****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9